

No 12 (Vol. 2, no 6) Août-Septembre 1978

Où vont les dirigeants actuels du Parti communiste et de l'Etat chinois

Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout

De la voie non-capitaliste de développement à la "théorie des trois mondes", un même abandon de la révolution prolétarienne

Supplément:
Lettre du CC du Parti du travail d'Albanie et du gouvernement albanais au CC du Parti communiste et au gouvernement chinois

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore tout aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et qu'elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en nous écrivant, en nous faisant parvenir vos critiques, en la diffusant auprès de vos camarades de travail et vos amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax-nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull-Ottawa: **Boîte postale 1055, Succ. B, Hull, Québec**
Victoriaville: **Boîte postale 797, Victoriaville, Québec**
Sorel: **Boîte postale 182, Sorel, Québec.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Régina: **Boîte postale 676, Régina, Saskatchewan.**
Vancouver: **(604-438-3121), 2542 Kingsway E., Vancouver, Colombie-Britannique.**



SOMMAIRE

Page couverture: Affiche soviétique de la Révolution d'Octobre illustrant le rôle dirigeant de la classe ouvrière. De par sa place dans la production capitaliste, le prolétariat est la seule classe capable de mener jusqu'au bout la révolution prolétarienne et d'édifier le socialisme.

Éditorial

OÙ VONT LES DIRIGEANTS ACTUELS DU PARTI COMMUNISTE ET DE L'ÉTAT CHINOIS?

"La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (...). Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible." (Lénine)

Nombreux sont les marxistes-léninistes, les progressistes et les ouvriers canadiens qui s'interrogent depuis plusieurs mois sur les gestes et les positions politiques de la direction actuelle du Parti communiste chinois (PCC). Il faut dire que depuis la mort de Mao Tsé-toung, depuis que de nombreux marxistes-léninistes à travers le monde ont entrepris de critiquer "la théorie des trois mondes" sur les questions internationales, depuis l'élimination en Chine de ceux qu'on a appelés la "bande des Quatre", depuis le XIe Congrès du Parti communiste chinois tenu en août 1977 et la première session de la Ve Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, les dirigeants du PCC n'ont cessé d'amener de l'eau au moulin à ces questionnements, tant par leurs gestes politiques, que par leurs positions de principe sur les questions intérieures et extérieures à la Chine.

Le dernier geste en date posé par la direction du PCC, soit la rupture unilatérale de l'aide économique et militaire chinoise à un véritable pays socialiste, et que les dirigeants chinois ont tenté de justifier par des arguments techniques, ce geste ne doit laisser personne indifférent. Ce geste de sabotage à l'égard de l'édification du socialisme en Albanie et à l'égard du mouvement communiste international n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme et démontre hors de tout doute jusqu'à quelles extrémités le révisionnisme est en train de conduire les dirigeants chinois.

Il ne s'agit pas ici de laisser prise aux ragots auxquels nous a habitués la presse bourgeoise sur le compte des pays socialistes, afin de mieux semer la confusion et la division comme l'ont prétendu les pseudo-communistes de la LC(m.-l.)C. Ces perroquets de Pékin Information ont en effet utilisé ce prétexte à toutes les sauces pour cacher et taire les contradictions qui,

malgré toute leur mise en scène, n'ont cessé de se développer depuis plusieurs mois. La peur de faire le jeu de la bourgeoisie ne doit pas mener les communistes à cacher la réalité aux peuples du monde, car, comme le disait Mao Tsé-toung lui-même, "les communistes sont des hommes sans peur", ils ne craignent pas d'attaquer de front les contradictions, si importantes soient-elles. Ce n'est pas en faisant comme si de rien n'était et en tentant de préserver les réputations qu'on servira le mieux la cause du mouvement communiste et du socialisme. Bien au contraire, on ne pourrait qu'aider ainsi au triomphe de l'opportunisme et, ce qui est plus grave, cela se déroulerait à l'insu des masses ouvrières. La classe ouvrière n'est-elle pas la première concernée par l'unité du mouvement communiste international?

Il y a à peine deux ans s'amorçait à l'instigation du VIIe Congrès du Parti du travail d'Albanie un vaste mouvement de critique large et publique de la "théorie des trois mondes", au moment où justement la direction du PCC tentait d'ériger cette théorie en "grand concept stratégique de notre époque". De nombreux marxistes-léninistes ont identifié les sources révisionnistes de cette théorie qui, rejetant la lutte de classe du prolétariat et des peuples du monde, entend miser principalement sur l'appui aux pays, indépendamment de quelle classe y est au pouvoir, indépendamment de toute référence aux intérêts du prolétariat de ces pays capitalistes et impérialistes.

Cette application inconditionnelle de la "théorie des trois mondes" que d'aucuns ont tenté par les arguments les plus fallacieux d'attribuer à Mao Tsé-toung pour tenter de faire taire toute critique, a mené les dirigeants du PCC et de l'Etat chinois à poser des gestes qui vont totalement à l'encontre d'une juste application du marxisme-léninisme et des intérêts du prolétariat.

Ainsi, il y a quelques mois, la Chine donnait son appui au voyage en Israël de cet ennemi juré du peuple palestinien Anouar El Sadate, qui reconnaissait de ce fait l'existence de l'Etat raciste et sioniste israélien créé aux seules fins expansionnistes des puissances impérialistes. Le raisonnement était simple: l'Egypte est un pays du tiers monde, qui plus est, s'oppose au social-impérialisme, il doit donc être soutenu. Par le fait même, la Chine, qui durant de longues années avait pourtant soutenu sans réserves la lutte révolutionnaire du peuple palestinien pour le rétablissement de ses droits, prenait le contrepoids des masses révolutionnaires palestiniennes et du monde entier qui ont dénoncé cette traîtrise des dirigeants égyptiens soutenus par l'impérialisme américain.

Peu de temps après, l'application de la "théorie des trois mondes", ce "grand concept adapté aux réalités nouvelles de l'impérialisme", devait mener les dirigeants chinois à soutenir politiquement et militairement le régime dictatorial et totalement dégénéré de Mobutu au Zaïre. Envoi de conseillers militaires, visite à Mobutu du ministre des Affaires extérieures de Chine Houang Hua, entretiens avec le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, bref, la Chine s'adonnait à un maquignonnage étrangement semblable à celui des autres puissances impérialistes dans la région, Etats-Unis en tête. On pourrait se demander en quoi le soutien chinois a aidé le peuple zaïrois dans sa lutte contre l'impérialisme? Les dirigeants chinois et leurs perroquets au Canada, la LC(m.-l.)C, pourront nous dire qu'ils ont trouvé là un exemple parfait de ce Front uni mondial des pays du tiers monde (Zaïre, Maroc) et du second monde (France, Belgique), auquel il faudrait ajouter aussi le premier

monde (USA), contre le danger du social-impérialisme. Mais ils ne pourront pas empêcher les peuples de se rendre compte que le Zaïre est aujourd'hui, plus que jamais, une colonie presque entière que se partagent les divers impérialistes occidentaux des USA, de France et de Belgique, un pays où la seule chose qui se développe, c'est le sous-développement chronique et l'oppression du peuple.

Ces exemples montrent jusqu'à quelles extrémités peut conduire une théorie révisionniste qui entend faire front uni avec l'impérialisme pour combattre l'impérialisme. Une théorie qui, somme toute, a déjà conduit ceux qui l'appliquent à faire front uni avec les USA, les pays impérialistes dits du second monde et les régimes réactionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, contre la lutte révolutionnaire des peuples du monde.

Qu'a donc de commun ce soutien des dirigeants du PCC à l'impérialisme américain, français, allemand, etc., avec l'internationalisme prolétarien? Qu'a-t-il de commun avec les immenses manifestations qui, il n'y a pas si longtemps, durant la Révolution culturelle, rassemblaient le peuple chinois à Pékin, Canton et Changaï pour soutenir la lutte révolutionnaire des peuples arabes, indochinois et des ouvriers français en 1968? Rien, absolument rien!

Nous avons dit que la "théorie des trois mondes" avait pour source le révisionnisme, c'est-à-dire l'abandon des intérêts du prolétariat au profit de ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme, bref, la révision des principes du marxisme-léninisme. C'est bien là la question que posent les gestes actuels de la direction du Parti communiste chinois.

Le révisionnisme n'a rien de neuf au sein du mouvement marxiste-léniniste. Outre Kautsky qui dès les débuts du siècle fut un des fondateurs du révisionnisme, outre l'exemple des révisionnistes soviétiques qui ont usurpé la direction du parti de Lénine, les révisionnistes yougoslaves constituent certainement un des meilleurs exemples du révisionnisme au pouvoir dans un pays. La Yougoslavie fait partie de ces pays de "démocratie populaire" nés suite à la Deuxième Guerre mondiale et qui devaient par la suite, presque sans exception, sombrer dans le révisionnisme à l'exemple de l'URSS, quand ils ne l'ont pas devancée.

Mais, très tôt le mouvement communiste international identifia les thèses yougoslaves développées par Tito à une nouvelle forme de révisionnisme. En 1948, le Bureau d'information des partis communistes devait condamner le PCY et surtout identifier les sources du révisionnisme qui y était devenu dominant.

> **"Cette négation (de l'accroissement des éléments capitalistes dans leur pays (n.d.l.r.) a son origine dans la thèse opportuniste selon laquelle, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, la lutte de classes ne s'accentuerait pas, comme l'apprend le marxisme-léninisme, mais s'affaiblirait, comme l'affirmaient les opportunistes du type Boukharine, qui propageaient la théorie d'une intégration pacifique du capitalisme au socialisme." (1)**

Faut-il préciser que la Yougoslavie dès cette époque n'a pas grand chose de socialiste. L'Etat yougoslave, tout en entretenant des visées hégémoniques sur les pays qui l'entourent, dont l'Albanie, pratiquera aussi une politique de compromis face à l'impérialisme US. Son révisionnisme l'amènera plus tard, sur le plan extérieur, à servir de base à l'impérialisme américain contre l'Union soviétique, ainsi que sur le plan inté-

rieur à nier le rôle dirigeant du Parti communiste et à le fondre dans le Front populaire.

C'est ainsi que l'exemple yougoslave constitue le premier exemple du révisionnisme au pouvoir, et que depuis lors tous les marxistes-léninistes ont considéré la rupture complète d'avec les thèses titistes comme une question fondamentale.

Mais il ne semble plus que ce soit le cas des dirigeants chinois qui, après presque 20 ans de dénonciation du révisionnisme yougoslave, devaient renouer des liens étroits avec celui-ci à l'image de ce que fit lui-même Khrouchtchev après la mort de Staline. Ce fut d'abord la réception sans précédent de Tito à Pékin, ce "grand chef" des pays dits non-alignés et qui ont tous pour caractéristique commune d'être alignés sur une puissance impérialiste ou l'autre comme l'a montré leur dernier sommet à Belgrade en juillet dernier. Mais cela n'était pas suffisant semble-t-il, car les dirigeants chinois allaient franchir un pas de plus dans la révision des principes marxistes-léninistes.

Le 19 juin, lors du IIe Congrès de la Ligue des "communistes" yougoslaves, date anniversaire presque jour pour jour de la directive du Bureau d'information, le PCC envoya au parti yougoslave un message de félicitations dont voici un extrait:

> **"Au cours des dernières décennies, sous la direction de la Ligue des communistes yougoslaves qui, guidée par le camarade Josip Broz Tito, éminent dirigeant du peuple yougoslave aux différentes nationalités,** a appliqué la vérité universelle du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la Yougoslavie, **le peuple yougoslave tout entier a persévéré inflexiblement dans la lutte révolutionnaire et** remporté victoire sur victoire dans la cause du socialisme." **(2)**

Qualifier la Yougoslavie qui compte plus de 700,000 chômeurs de pays socialiste; qualifier le révisionniste de vieille souche Tito, qui a toujours renié les fondements mêmes du marxisme-léninisme en invoquant les particularités de la Yougoslavie et les "nombreuses voies différentes vers le socialisme", d'"éminent dirigeant" ayant "appliqué la vérité universelle du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de la Yougoslavie"; reconnaître la Yougoslavie au moment même où les dirigeants du PCC retirent leur aide économique et militaire à un véritable pays socialiste, celui-là, l'Albanie, cela relève d'un abandon des principes fondamentaux du marxisme-léninisme qui permettent de distinguer les communistes des révisionnistes.

Ces gestes troublants de la part des dirigeants d'un pays socialiste et d'un grand parti comme le PCC ne peuvent être compris comme de simples erreurs de parcours venant de marxistes-léninistes inexpérimentés. Lénine disait que **la politique extérieure d'un pays ne peut être que le prolongement de sa politique intérieure** *et une politique de collaboration avec l'impérialisme et avec le révisionnisme sur le plan international ne peut être compatible avec le renforcement de la dictature du prolétariat sur le plan intérieur. Cela pose dans le cas des dirigeants du PCC une question de ligne politique, à savoir, les dirigeants actuels de la Chine défendent-ils les conquêtes de la dictature du prolétariat en Chine? Une question dont dépend l'avenir du prolétariat chinois, mais qui concerne au plus haut point le prolétariat international et les marxistes-léninistes.*

* * *

Comme le disait Houa Kouo-feng dans son rapport au XIe Congrès du PCC:

> **"Du point de vue idéologique et théorique, la onzième lutte entre les deux lignes au sein de notre Parti s'est déroulée autour du thème suivant: maintenir fermement la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ou bien dénaturer cette théorie." (3)**

Il semble bien en effet que telle est la question qui est aujourd'hui posée en Chine et qui s'y pose depuis fort longtemps, et à nouveau depuis au moins deux ans de façon plus aiguë que jamais. Si nous sommes d'accord sur cette question, il est par ailleurs moins évident que la réponse qu'y apporte le PCC soit la bonne.

Il apparaît en effet, à l'examen des principales déclarations et des principaux documents du PCC que la direction actuelle, loin de consolider la dictature du prolétariat en Chine aujourd'hui s'est engagée dans la voie de sa remise en question. Dans la plupart des domaines, sur les questions politiques et économiques, dans les domaines de l'enseignement, des sciences, de l'industrie, de la répartition des salaires, les nouveaux dirigeants, sous le couvert de poursuivre l'application de la ligne de Mao Tsé-toung, sont en train de la déformer et de la rejeter totalement.

Le rapport présenté au XIe Congrès du PCC et celui du vice-président Yé Kien-ying à la Ve Assemblée populaire nationale ont tous deux proclamé que la Chine entrait dans une "ère nouvelle". Mots d'ordre repris à la Conférence nationale sur les sciences et à la Conférence nationale de travail sur l'enseignement. Une "ère" qui ne semble pourtant pas si nouvelle que çà, puisque pour assister le président Houa Kouo-feng dans son travail d'édification d'une "Chine puissante d'ici l'an 2 000", on a fait appel à un vieux routier de la politique chinoise, à deux reprises destitué de ses fonctions et aujourd'hui réapparu comme par enchantement, Teng Siao-ping.

Il faut se rappeler en effet, que Teng Siao-ping, et avant tout sa ligne consistant à n'axer l'édification du socialisme que sur le seul développement des forces productives et de l'économie, à l'image de ce que firent avant lui Khrouchtchev et sa clique, fut critiqué durant toute la Révolution culturelle alors qu'il se tenait à l'époque derrière Liou Chao-chi. On n'aura pas oublié non plus, que juste avant la mort de Mao Tsé-toung et l'écrasement de la "bande des Quatre", se déroulait en Chine un vaste mouvement de critique des dirigeants engagés dans la voie capitaliste, remettant en cause les conclusions de la Révolution culturelle. Ce mouvement, que l'on disait alors dirigé personnellement par Mao Tsé-toung, avait justement pour cible principale Teng Siao-ping et sa ligne révisionniste, celui-là même dont le "clairvoyant" Houa Kouo-feng dira devant la dépouille de Mao Tsé-toung:

> **"Nous mènerons en profondeur la lutte pour critiquer Teng Siao-ping et riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes." (4)**

Evidemment, bien des choses ont changé depuis ce temps...

Indépendamment de la lutte et des transformations inquiétantes qui ont pu se produire à la direction du PCC depuis quelques années, il n'en demeure pas moins que la ligne mise de l'avant par la direction actuelle du PCC tranche radicalement avec la ligne qu'elle avait mise jusque-là de l'avant, et surtout, avec les acquis de la Grande Révolution culturelle prolétarienne à laquelle le XIe Congrès du PCC prétend avoir mis un point final.

La Révolution culturelle serait terminée en Chine, la Chine serait entrée dans une "ère nouvelle" où ce qui devient principal c'est le développement des forces productives. Les révisionnistes khrouchtcheviens n'ont pas tenu un discours très différent de celui-là lorsqu'au XXe Congrès ils proclamaient que "l'ère de Staline était terminée" et que l'URSS entrait elle aussi dans une "nouvelle ère" où le développement de l'économie devait occuper le poste de commande. Si les dirigeants chinois parlent d'une "nouvelle ère" c'est qu'une "ère" vient de se terminer.

Faut-il rappeler que l'ère dont parlent ici les dirigeants chinois c'est celle de la Révolution culturelle, celle d'une lutte implacable contre la bourgeoisie afin de reprendre aux nouveaux éléments bourgeois les secteurs de l'Etat et du Parti dont ils s'étaient emparés. Mais cette époque, celle de la lutte contre la bourgeoisie sous le socialisme, semble déjà une chose du passé... Bien sûr, les dirigeants du PCC prétendent s'appuyer sur la dictature du prolétariat et sur le marxisme-léninisme. Mais les révisionnistes soviétiques n'avaient-ils pas eux aussi les mêmes prétentions, et le ministre de la Guerre de l'Union soviétique n'allait-il pas jusqu'à évoquer les mérites de Staline le 23 février dernier? Sauf que ce qui devient principal en pratique, pour les dirigeants chinois, c'est le développement économique et militaire accru pour assurer le développement de la puissance de la Chine, c'est de "rétablir l'ordre dans le pays", c'est de "respecter" les professeurs et les hommes de science, de redonner sa place aux stimulants matériels dans l'industrie, de former une "élite" dans l'enseignement.

Concernant les rapports entre la théorie et la pratique et entre les sciences et la production, les conceptions actuelles des dirigeants chinois, et en particulier de Teng Siao-ping dans son discours à la cérémonie d'ouverture de la Conférence nationale sur les sciences (5) s'écartent considérablement de la position marxiste-léniniste. Pour ramener ses positions à l'essentiel, Teng Siao-ping affirme dans ce discours qu'il faut appliquer un juste rapport entre la théorie et la pratique, et que, de toute évidence, les sciences servent le développement de l'économie et des forces productives. Jusque là nous n'avons rien à redire. Mais Teng Siao-ping, pour qui la dialectique ne semble pas être un point fort, en conclut que puisque la théorie sert la pratique, puisque les sciences servent le développement des forces productives et enfin, puisque , de toute évidence, les hommes de science ne sont pas en majorité des contre-révolutionnaires et que "**dans l'ensemble, leur majorité écrasante fait partie du prolétariat**" *(6), la meilleure façon d'appliquer ce juste rapport c'est que les hommes de science fassent le plus de recherches et de découvertes possible et qu'ils contribuent ainsi au développement des forces productives. En résumé: quelle que soit l'idéologie ou la ligne politique qui guide les scientifiques, ceux-ci n'ont qu'à faire de nouvelles découvertes que les ouvriers pourront mettre en oeuvre dans la production afin de produire plus.* **"Ainsi, avec la même main-d'oeuvre"** *on pourra* **"obtenir dans les mêmes heures de travail, une quantité de produits plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de fois supérieure." (7)**

N'est-il pas vrai de dire que la science sert en général le développement des forces productives? Cela est vrai aux USA, au Canada, en France, et pourquoi pas en Chine? Et les USA, le Canada, la France sont-ils pour autant des pays socialistes? Pas le moins du monde! Alors, n'est-ce pas la ligne politique qui préside au développement des sciences et des forces productives qui distingue cette activité dans un pays capitaliste

de celle d'un pays socialiste. Fixer pour seule directive au développement des sciences, le développement de la productivité des ouvriers et des forces productives, cela constitue un abandon du point de vue marxiste-léniniste sur les rapports entre la théorie et la pratique, mais aussi, sur le développement des forces productives dans un pays socialiste.

Il n'y a en fait rien de mauvais à vouloir développer les forces productives et à vouloir, à l'aide des sciences, accroître la production. Le développement des forces productives est au contraire un élément central de l'édification du socialisme sous la dictature du prolétariat.

Mais ce qu'il faut critiquer ici c'est le raisonnement totalement bourgeois que développe Teng Siao-ping sur cette question. Quel est donc ce raisonnement?

On nous dit premièrement que la Chine est un pays socialiste, mais on nous dit surtout que cela va de soi, comme si le socialisme était quelque chose d'instauré une fois pour toute, une chose qui allait de soi.

On nous dit en second lieu que la théorie doit servir la pratique et que, en conséquence, ce qui devient déterminant, et en fait presque exclusif, c'est le développement des forces productives pour accroître la productivité des ouvriers et que la Chine devienne "un Etat puissant d'ici l'an 2000".

Et Teng Siao-ping en conclut que ce qui doit commander le développement des forces productives c'est le progrès des sciences et techniques qui sont la "clé de la modernisation" de l'industrie, de l'agriculture et de la défense nationale. Et c'est pourquoi les scientifiques, les techniciens, les ingénieurs, etc., capables de faire des découvertes, deviennent les "moteurs" de l'édification économique en Chine. Et où est donc le rôle dirigeant du prolétariat dans tout cela? Ne cherchez pas, il n'y est pas, sinon dans quelques phrases où on nous dit qu'évidemment la Chine est socialiste.

Ce raisonnement est contraire au marxisme-léninisme à bien des égards. Tout au long, le rôle dirigeant du prolétariat est remplacé par celui des scientifiques, cadres et ingénieurs. Teng Siao-ping en vient à nier le rôle déterminant que doit jouer le prolétariat et sa théorie, le marxisme-léninisme, dans le développement des activités scientifiques. Ces activités étant considéré comme révolutionnaires en soi.

En fait, ce qu'on remet ici en question, c'est l'hégémonie du prolétariat sur le travail scientifique, son hégémonie sur tous les secteurs de la société chinoise. C'est la dictature du prolétariat dans tous ces domaines. C'est aussi, entre autres, l'affirmation de Mao qui disait:

> **"Les intellectuels sont de bons éléments, mais il n'en demeure pas moins qu'ils doivent être rééduqués." (8)**

Qui disait aussi:

> **"Le travail politique est vital pour tout notre travail dans le domaine économique." (9)**

Les dirigeants chinois pourront bien nous parler de la lutte de classes par la suite. Mais, il ne faudra pas s'en offusquer, les bourgeois et les révisionnistes parlent aussi de la lutte de classes. Sauf qu'en pratique, il s'agit ici de la conception bourgeoise de la lutte de classes, une conception qui rejette l'hégémonie du prolétariat et sa direction dans cette lutte.

Les conséquences d'une telle politique à l'égard des sciences ne devaient pas manquer d'apparaître rapidement lorsqu'un commentateur du Renmin Ribao, organe central du Comité central du PCC, disait récemment:

"Au moment où nous allons au-devant de la modernisation des sciences et des techniques, nous devons veiller à admettre dans le Parti les travailleurs scientifiques et techniques qui sont politiquement honnêtes, qui ne craignent pas les épreuves, et qui s'appliquent à explorer et à surmonter les difficultés, afin de leur permettre de mieux jouer leur rôle d'avant-garde." (10)

Ainsi, il suffirait d'être un bon scientifique "honnête" et appliqué à son travail pour intégrer les rangs du parti de la classe ouvrière. Et mieux encore, cela leur permettrait de "mieux jouer leur rôle d'avant-garde". En effet, ne saviez-vous pas qu'en ce qui concerne les hommes de sciences **"dans l'ensemble leur majorité écrasante fait partie du prolétariat" (11).** *Les partis révisionnistes français et canadien nous avaient déjà dit eux aussi que le prolétariat avait changé de nature, mais nous ne savions pas qu'il en était de même en Chine!*

C'est en reprenant les thèses élaborées par les révisionnistes occidentaux que les dirigeants chinois tentent de justifier leur rejet du rôle dirigeant du prolétariat, de saper son hégémonie sur les autres classes et au sein même du parti, au profit d'une nouvelle couche d'avant-garde, les scientifiques et les techniciens.

C'est ce genre de raisonnements qui semble présider à l'orientation que donnent les dirigeants du PCC à de nombreux secteurs de la société chinoise. Ainsi, le discours de Teng Siao-ping à la Conférence nationale de travail sur l'enseignement (12) ressemble bien plus au discours d'un préfet de collège classique des années 50 qu'à celui d'un dirigeant communiste.

Teng Siao-ping nous y dit presque, à mots couverts, que, selon lui, les étudiants ont trop perdu de temps, ces derniers temps, à s'occuper de politique. Le raisonnement est ici le même. L'éducation sert le développement des forces productives, et les professeurs sont en majorité de "bons éléments", il faut donc rétablir l'ordre dans les écoles, que les professeurs enseignent et que les étudiants étudient, il faut rétablir les examens qui **"sont aussi importants que le contrôle de la qualité dans l'usine, système indispensable au maintien des standards" (13).** *Il faut, de plus, bien soigner les étudiants dont* **"nous ferons une élite fidèle à la patrie socialiste" (14)** *et qui aura* **"du respect pour le travail des enseignants" (15).** *Et Teng Siao-ping ajoute:* **"Ces objectifs servent en soi la politique prolétarienne" (16).**

Non, le développement des forces productives, des sciences et de l'enseignement, ne sert pas "en soi" la politique du prolétariat. Pour qu'il soit mis à son service, il faut encore que la ligne qui le commande soit une ligne prolétarienne s'appuyant sur la lutte de classes et la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie dans tous les domaines. N'est-ce pas justement pour rétablir la ligne prolétarienne et la dictature du prolétariat que Mao Tsé-toung déclencha, au milieu des années 60, la Grande Révolution culturelle prolétarienne que les nouveaux dirigeants prétendent avoir achevée.

N'est-ce pas justement pour éviter ce qui est présentement en train de se produire en Chine dans l'enseignement, comme devait nous le révéler un dazibao récemment affiché à Pékin disant "les culs terreux incultes, dehors des universités", et comme devait aussi le confirmer la presse chinoise.

"On a analysé de plus près la composition de ces 97.4% de nouveaux étudiants: la proportion d'étudiants issus de familles d'intellectuels (c'est-à-dire d'enseignants, de

scientifiques, d'artistes) est plus élevée que celle des années précédentes." (17)

Affirmer que la proportion des fils d'intellectuels s'accroît dans les universités, n'est-ce pas également affirmer que cela se fait au détriment des fils d'ouvriers et de paysans pauvres?

En 1965-66, années où débuta la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ne pouvions-nous pas dire aussi qu'à cette époque les sciences et l'enseignement servaient en général le développement des forces productives et que les scientifiques et les enseignants étaient en général de "bons éléments". Or, Mao Tsé-toung n'en déclencha pas moins la Révolution culturelle pour combattre l'usurpation de nombreux secteurs du Parti et de l'Etat par de nouveaux éléments bourgeois apparus sous le socialisme. Cette ligne, représentée alors par Liou Chao-chi et Teng Siao-ping, que combattit alors Mao Tsé-toung, c'était celle de Khrouchtchev qui venait, quelques années plus tôt, de triompher en Union soviétique. Cette ligne, appelée "théorie des forces productives" ne disait rien de moins que: pour édifier le socialisme, il suffit de développer la production et l'économie, alors que la transformation de la superstructure, du droit bourgeois qui persiste sous le socialisme, du régime de propriété et de l'idéologie, était pour les révisionnistes dans l'ensemble achevée.

C'est cette ligne que défendirent Teng Siao-ping et Liou Chao-chi au VIIIe Congrès du PCC en 1956, où ce dernier devait affirmer:

"A l'heure actuelle, notre Parti a pour tâche de s'appuyer sur les centaines de millions de travailleurs déjà libérés et organisés, d'unir toutes les forces du pays et de l'étranger qui nous sont favorables afin de transformer aussi vite que possible notre pays en une grande puissance socialiste." (18)

Ce qui devait mener à l'adoption de la résolution suivante:

"La transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitaliste dans notre pays avait pour but de transformer la propriété bourgeoise et la petite propriété, source du capitalisme. Cette transformation socialiste a déjà remporté une victoire décisive, ce qui montre que, pour l'essentiel, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est résolue en Chine, **l'histoire plusieurs fois millénaire du système d'exploitation de classes y a pris fin et le régime socialiste est déjà établi dans notre pays." (19)**

C'est cette ligne préconisant l'extinction de la lutte de classes, et donc de la dictature du prolétariat devenue inutile sous le socialisme, que devait combattre Mao Tsé-toung dès 1957 et durant toute la Révolution culturelle. Pour la combattre, pour combattre le révisionnisme durant toute la période d'édification du socialisme, Mao Tsé-toung affirma qu'il n'y avait qu'une solution, mettre la lutte de classes au poste de commande et exercer la dictature du prolétariat sans relâche. Or aujourd'hui, loin de prendre la lutte de classes comme point de départ de leurs actions, les dirigeants du PCC voient cette question d'une façon toute différente. Citant Mao Tsé-toung, Yé Kien-ying déclarait:

"La lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique sont les trois grands mouvements révolutionnaires de l'édification d'un pays socialiste puissant(...) La tâche générale pour la nouvelle

période nous demande précisément de mener de front les trois grands mouvements révolutionnaires pour atteindre l'objectif d'édifier un puissant Etat socialiste." (20)

Ainsi, on pourrait se réjouir que les dirigeants du PCC nous parlent enfin de la lutte de classes. Mais leur discours ne résiste pas à l'examen attentif. Pour ces dirigeants, qui se prétendent les continuateurs de Mao Tsé-toung, la lutte de classes n'est devenue qu'un mouvement parmi d'autres, qu'il s'agirait de mener de front avec "la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique".

Il y aurait un temps pour parler de la lutte de classes, un autre pour parler de la production, et un autre pour parler de l'expérimentation scientifique, toutes ces choses étant égales entre elles. Et comme on a parlé pas mal de la lutte de classes ces derniers temps, ne serait-il pas temps de passer à un autre sujet?

Si les dirigeants chinois aujourd'hui continuent de parler de la lutte de classes, c'est sans contredit sur un ton tout à fait différent de celui auquel nous avait habitués la politique de Mao Tsé-toung, un ton qui se rapproche dangereusement de celui des révisionnistes et de la théorie des forces productives.

Or, la théorie des forces productives n'a-t-elle pas justement servi de justification aux révisionnistes qui ont conduit la Yougoslavie à restaurer le capitalisme? N'est-ce pas cette ligne qui fut appliquée aussi en URSS et qui mena aux résultats que l'on sait, c'est-à-dire à la restauration du capitalisme, pire, à la transformation extrêmement rapide d'un pays socialiste en une superpuissance impérialiste? Ce dernier exemple devrait nous faire comprendre toute l'importance que nous devons accorder à l'étude de cette question et à la critique approfondie, et non pas seulement superficielle, des thèses de fond du révisionnisme.

Le débat qui se mène aujourd'hui n'est pas nouveau à bien des égards. Comme le notait la directive du Bureau d'information des partis communistes sur la question yougoslave, c'est ce même débat que menèrent les dirigeants du PCUS dans leur pays pour combattre les idées de Boukarine de l'intégration pacifique du capitalisme au socialisme. C'est ce même débat qui devait se mener dans ce même pays durant toute la période d'édification socialiste sous la direction de Staline et dans les années qui ont précédé le triomphe de la ligne révisionniste de Khrouchtchev, immédiatement après la mort de Staline, malgré les nombreuses luttes menées contre le révisionnisme de la part de celui-ci. Enfin, ce débat devait à la même époque se mener dans presque tous les partis communistes du monde. On n'a qu'à constater durant ces années le triomphe des idées de Browder au sein du Parti communiste des USA et ses théories d'extinction de la lutte de classes à l'époque de l'impérialisme, qui eurent une influence certaine sur le Parti communiste canadien. Des idées semblables devaient être reprises parmi les nombreux pays de démocratie populaire nés après la Seconde Guerre mondiale en Europe et où certains, tel Gomulka en Pologne, prétendirent qu'on pouvait édifier le socialisme sans passer par la dictature du prolétariat.

Une chose, par contre, doit retenir notre attention, et c'est que, quel que soit le pays et les conditions concrètes qui y prévalent, quelles que soient les formes concrètes que puisse emprunter la dictature du prolétariat, le marxisme-léninisme nous apprend que là où on ne pratique pas la dictature du prolétariat, c'est la dictature de la bourgeoisie qui s'exerce. Tout

affaiblissement de la dictature du prolétariat, quel qu'il soit, ne peut résulter qu'en un renforcement de la position de la bourgeoisie. De même, toute atteinte à la dictature du prolétariat constitue en même temps une atteinte à la pureté du parti communiste et de son rôle dirigeant. Rien d'étonnant à ce que dans les pays autrefois socialistes où l'attitude inflexible du prolétariat face à la bourgeoisie s'est affaiblie, le parti communiste se soit aussi corrompu et ait dégénéré.

Or, des signes évidents d'un relâchement de la lutte contre la bourgeoisie apparaissent présentement dans les positions des dirigeants du PCC. Et cela, non seulement face à l'impérialisme en général, mais aussi face à la bourgeoisie **"dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du Capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production" (21).** *Pire, les dirigeants chinois ont même entrepris de théoriser leurs erreurs.*

La Ve Assemblée populaire nationale entreprit en février 1978 de modifier la Constitution de la République populaire de Chine. Il est significatif de remarquer que certaines de ces modifications portent justement sur l'attitude à adopter face à la bourgeoisie. Alors que la Constitution de 1975 stipulait:

> **"Nous devons consolider la grande union du peuple de nos diverses nationalités, dirigée par la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans et développer le front uni révolutionnaire." (22)**

La nouvelle Constitution affirme:

> **"Nous devons consolider et développer le front uni révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans, et unissant dans ses rangs la masse des intellectuels et les autres travailleurs,** les partis démocratiques patriotiques, les personnalités patriotes, **nos compatriotes de Taïwan, Hong-Kong et Macao, et ceux résidant à l'étranger." (23)**

Chacun se sera demandé ce que recouvrent les termes "partis démocratiques patriotiques" et "personnalités patriotes" dans un pays où s'exerce la dictature du prolétariat. Le vice-président Yé Kien-ying allait éclaircir ce mystère, lorsque citant Mao Tsé-toung, il déclarait:

> **"Les ouvriers, les paysans,les éléments petits-bourgeois urbains, les intellectuels patriotes, les capitalistes patriotes et les autres démocrates patriotes représentent plus de 95% de la population du pays tout entier. Sous notre régime de** dictature de démocratie populaire, **ceux-là font tous partie du peuple".**

Et Yé Kien-ying d'ajouter:

> **"Par cette estimation de classe, complète et scientifique, des différentes forces sociales que notre** dictature du prolétariat **doit rallier ou sur lesquelles elle doit s'appuyer, le président Mao formulait un concept stratégique des plus pénétrants. Et ce concept stratégique, nous devons l'appliquer sans défaillance au cours de la lutte pour accomplir la tâche générale de la nouvelle période." (24)**

Le problème qu'auront certainement remarqué nos lecteurs c'est que dans la première citation de Mao il est question non pas de la dictature du prolétariat mais de la dictature démocratique populaire. Mais il semble que pour Yé Kien-ying cela revienne au même, et tout au long de son discours, il s'attardera

d'ailleurs à confondre ces deux questions, sautant de l'une à l'autre pour arriver à dire: c'est ainsi que nous devons appliquer la dictature du prolétariat aujourd'hui.

Faut-il rappeler que la fondation de la République populaire de Chine remonte à 1949 et qu'elle n'est plus à l'époque de la dictature démocratique populaire, mais bien à celle de la dictature du prolétariat. La nouvelle "ère" dont parlent les dirigeants chinois a la caractéristique de confondre les tâches qui étaient celles de la Chine à ses touts débuts, les tâches du front uni anti-impérialiste auquel participèrent certaines fractions de la bourgeoisie nationale, avec celles d'un grand Etat socialiste.

Mao disait en 1953:

> **"D'autres, en revanche, piétinent sur place depuis le triomphe de la révolution démocratique. Ils n'ont pas compris que le caractère de la révolution a changé, et ils continuent de pratiquer leur "démocratie nouvelle" au lieu de s'occuper de la transformation socialiste. Ces gens-là risquent de verser dans l'erreur de droite." (25)**

Si ce danger existait en 1953, qu'en est-il aujourd'hui en 1978?

Le marxisme-léninisme nous apprend que sous le socialisme, la contradiction principale oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Il nous apprend surtout à mener une lutte intransigeante contre la bourgeoisie, il nous apprend que la lutte de classes sous le socialisme, loin de disparaître, ne fait que s'accentuer. Ce n'est certes pas en ramenant la Chine à l'époque de la démocratie nouvelle qu'on pourra intensifier la lutte de classes contre la bourgeoisie. On ne pourrait au contraire de cette façon que rétablir la bourgeoisie dans ses droits, dont celui d'exploiter le prolétariat.

Par les gestes qu'ils posent et les positions qu'ils prennent, les dirigeants du PCC s'écartent totalement du marxisme-léninisme. Qu'il s'agisse de la rupture de l'aide à l'Albanie socialiste, aide qu'ils se sont évertués à présenter comme de la "charité chrétienne" (le mot n'est pas de nous mais des Albanais); qu'il s'agisse de leur défense inconditionnelle de la "théorie des trois mondes" et des gestes qu'elle entraîne; qu'il s'agisse de la ligne aujourd'hui défendue sur le développement des forces productives , sur les rapports entre la théorie et la pratique et sur la dictature du prolétariat; toutes les positions adoptées par les dirigeants actuels du PCC et de l'Etat chinois ne peuvent mener la Chine que sur la voie du révisionnisme.

Or, la question est d'importance. La Chine est un grand pays socialiste, et le PCC un grand parti communiste qui a inspiré depuis des années les révolutionnaires et les peuples du monde. Si ses dirigeants devaient y faire triompher la voie du révisionnisme, il ne pourrait en résulter qu'un affaiblissement des forces de la révolution dans le monde, un échec cuisant pour le mouvement marxiste-léniniste.

En ce qui concerne la lutte intense qui se mène en Chine, nous considérons que les communistes chinois et le peuple chinois n'ont pas dit leur dernier mot. Et il en va de même pour les marxistes-léninistes du monde entier.

Pour battre en brèche le révisionnisme, les marxistes-léninistes du Canada et du monde doivent se mettre résolument à la tâche. L'exemple des dirigeants chinois démontre que le révisionnisme est encore vivace et que la lutte contre celui-ci n'a pas été menée jusqu'au bout dans les années 60, dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchevien. Si tel est le cas, notre tâche est aujourd'hui de reprendre le drapeau de la lutte.

Cela, nous ne le ferons pas en nous contentant de décrets ou de phrases creuses. Il ne s'agit pas de crier "à bas le révisionnisme", "à bas la théorie des trois mondes" ou "à bas

Teng Siao-ping" pour combattre le révisionnisme, comme le démontre de façon éloquente dans notre pays l'exemple du PCC(m.-l.). Pour cette organisation, elle-même révisionniste, l'apparition du révisionnisme ne s'explique uniquement que par une série de coups d'Etat, hier en URSS, aujourd'hui en Chine, et cela sans jamais analyser les sources du révisionnisme. Explication simpliste, direz-vous? Certes, mais qui a le grand mérite de permettre aux agents provocateurs de Bains de se dissimuler sous le couvert du marxisme-léninisme, tout en rêvant au jour où Bains réalisera son propre coup d'Etat fasciste au Canada.

Pour d'autres, le révisionnisme des dirigeants chinois est devenu un rempart, une justification de plus à leur propre révisionnisme. Il s'agit bien sûr de la LC(m.-l.)C qui, en fidèle copieur des positions de capitulation des dirigeants chinois face à l'impérialisme, trompe régulièrement ses lecteurs en enjolivant l'impérialisme canadien, ennemi mortel de la révolution prolétarienne au Canada.

Nous considérons au contraire que si les communistes s'arment de détermination, s'ils ne craignent pas de se mettre au travail et d'aborder de front les contradictions, s'ils s'appuient résolument sur le marxisme-léninisme et non pas sur les succédanés révisionnistes, ils pourront aller de l'avant. La lutte véritable contre le révisionnisme ne peut affaiblir le mouvement communiste international, elle ne peut que le renforcer et rapprocher le jour de la révolution prolétarienne.

---

(1) *Résolution du Bureau d'information*, **cité dans Les communistes albanais contre le révisionnisme, textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel, Editions 10-18, Paris, 1974, p.26**
(2) *Message de félicitations au IIe Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves*, **Pékin Information no 25, 26 juin 1978, p.3 (c'est nous qui soulignons)**
(3) **Houa Kouo-feng,** *Rapport politique au XIe Congrès du PCC*, **in Le Onzième Congrès du PCC (documents), Editions en langues étrangères, Pékin, 1977, p.28**
(4) *Eloge funèbre prononcée par le camarade Houa Kouo-feng*, **Pékin Information no 38, 20 septembre 1976, p.16**
(5) **Teng Siao-ping,** *Discours à la cérémonie d'ouverture de la Conférence nationale sur les sciences*, **Pékin Information no 12, 27 mars 1978, p.10**
(6) **Idem, p.12**
(7) **Idem, p.11**
(8) **Mao Tsé-toung, cité dans** *La Grande Révolution culturelle prolétarienne* **(recueil de documents importants), Editions en langues étrangères, Pékin, 1970, p.61**
(9) **Idem, p.67**
(10) **Pékin Information no 30, 31 juillet 1978, p.23**
(11) **Teng Siao-ping, ouv. cité, p.12**
(12) **Teng Siao-ping,** *Discours à la Conférence nationale de travail sur l'enseignement*, **Pékin Information no 18, 8 mai 1978, p.6**
(13) **Idem, p.8**
(14) **Idem, p.9**
(15) **Idem, p.11**
(16) **Idem, p.7**
(17) **Pékin Information no 30, 31 juillet 1978, p.19**
(18) **Liou Chao-chi,** *Rapport politique présenté au VIIIe Congrès du PCC*, **Les cahiers du communisme, Paris, p.11**
(19) *Résolution du VIIIe Congrès du PCC*, **Les cahiers du communisme, Paris, pp.213-214**
(20) **Yé Kien-ying,** *Rapport sur la modification de la Constitution*, **in Première session de la Ve Assemblée populaire nationale de la RPC (documents), Editions en langues étrangères, Pékin, 1978, pp.198-199**
(21) **Lénine,** *La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")*, **Oeuvres complètes, Moscou, tome 31, pp.17-18**
(22) *Constitution de la RPC*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1975, p.7**
(23) *Constitution de la RPC*, **in Première session de la Ve Assemblée..., ouv. cité, p.145 (c'est nous qui soulignons)**
(24) **Idem, p.200 (c'est nous qui soulignons)**
(25) **Mao Tsé-toung, Oeuvres choisies, Tome V, p.97**



Correspondance

APPEL À NOS LECTEURS

La presse communiste, ce n'est pas la propriété privée de quelques rédacteurs ou de quelques grands financiers en quête de profits. Non! La presse communiste, c'est d'abord et avant tout un outil de combat contre les idées de la bourgeoisie et pour l'affirmation du point de vue de la classe ouvrière. Et cela est aussi vrai pour une revue théorique qui mène la lutte pour la défense et l'affirmation de la **théorie révolutionnaire du prolétariat**, ce phare indispensable dans la guerre de classes, ce phare qui éclaire notre combat quotidien par l'expérience accumulée de la lutte plus que centenaire du prolétariat mondial.

Dans le combat entre les théories de la bourgeoisie et le marxisme-léninisme, la revue théorique est une arme essentielle qu'il nous appartient à **tous** de construire et d'éprouver. Car l'analyse objective de la société canadienne, car la formulation de la stratégie de la révolution socialiste, ne peuvent s'élaborer que dans le feu de l'action, que dans les premiers rangs du front de la lutte des classes. Voilà pourquoi, camarades, la correspondance à la revue est si importante car notre arme idéologique ne vaudra rien si chacun de nous ne prenons pas la responsabilité de lui donner son tranchant et de la pointer vers le camp ennemi.

Nous ne devons pas avoir peur de la controverse. Bien au contraire, nous devons la rechercher car nous savons, nous communistes, que les idées justes, que la vérité, sont indissociables du combat, de la polémique contre les idées erronées, d'où qu'elles viennent et quels que soient les déguisements dont elles se parent. Ecrire à la revue, exprimer ouvertement son point de vue sur un aspect ou l'autre des questions décisives de programme, sur un aspect ou l'autre de l'analyse de la conjoncture et aussi sur la forme, l'orientation, les acquis et les faiblesses de la revue théorique, voilà non seulement une nécessité mais un devoir pour celui qui a à coeur en toute chose de faire triompher la vérité contre les falsifications de ceux qui cherchent à retarder notre marche en avant.

Qui peut et qui doit écrire à la revue? Tout le monde! Qu'il s'agisse d'un ami du mouvement marxiste-léniniste, d'un groupe progressiste ou d'un simple individu, tous doivent prendre l'initiative d'écrire à la revue pour marquer leur accord ou leur désaccord, pour faire part des controverses suscitées à l'occasion de l'étude ou de la discussion de la revue, pour indiquer les insuffisances, pour compléter ou rectifier des arguments à la lumière de leur propre expérience pratique ou de leurs connaissances particulières. Ecrire à la revue, ce n'est pas seulement écrire à l'équipe rédactionnelle mais c'est aussi et surtout engager le débat à l'échelle de tout le Canada pour faire rayonner d'un éclat toujours plus vif ce grand phare qui nous mènera à coup sûr à la victoire.

Remarques critiques sur le Projet de programme d'EN LUTTE!

De façon générale, je suis d'accord avec la forme et le contenu du Programme, y compris les raisons données pour sa brièveté. Cependant, je trouve que certains points fondamentaux du programme devraient être clarifiés. La brièveté du Programme exige que chaque phrase soit sérieusement pesée et qu'elle ne laisse passer aucune ambiguïté. En effet, l'ambiguïté n'a pas sa place dans un document qui deviendra la base d'adhésion du futur Parti prolétarien.

1) Le premier point dont je vais traiter est aussi le plus fondamental. Il s'agit de la nécessité de la **révolution violente**. Quoique, contrairement à la Ligue par exemple, je ne doute pas des bonnes intentions des auteurs du Projet de programme et que j'ai confiance qu'ils ne concilient en aucune façon avec le révisionnisme sur cette question, le fait n'en demeure pas moins que **nulle part** dans le Projet de programme on affirme clairement la venue de la révolution violente. Ce fait est implicite, mais ce n'est pas suffisant. Ainsi, dans l'Article 9 on fait référence à l'émancipation des travailleurs "par la révolution socialiste", mais cette déclaration pourrait très bien signifier la "révolution pacifique" d'Allende au Chili. Dans l'Article 11, on précise "qu'une fois au pouvoir, le prolétariat dirigé par son parti s'emploiera par le moyen de son Etat et s'appuyant sur le peuple en armes à détruire les bases matérielles et idéologiques du pouvoir bourgeois antérieur et à édifier celles de la société socialiste"; mais cette déclaration ne fait référence à l'utilisation de la force **qu'après** la prise du pouvoir, et non pendant la révolution elle-même. Un peu plus loin, dans l'Article 16, on retrouve la juste évaluation que "dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique, **le prolétariat doit livrer un combat acharné en ne négligeant aucun moyen de lutte**"; mais encore une fois, il n'y a pas de référence explicite à la lutte **armée** même si on sent qu'on y fait référence implicitement. On pourrait dire que je joue sur les mots. Mais lorsque l'on parle d'un

des éléments principaux de démarcation entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes, il est primordial d'être absolument explicite. Bien sûr, les marxistes-léninistes n'ont jamais nié la possibilité que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple dans un pays n'ayant pas une tradition militaire bien ancrée et lorsque le socialisme aura déjà triomphé dans plusieurs parties du monde, que donc, dans de telles circonstances il **serait possible** que les forces prolétariennes accèdent au pouvoir plus ou moins pacifiquement. Mais ce qui nous démarque des révisionnistes sur cette question est notre insistance sur le fait que c'est une erreur sérieuse et criminelle de cultiver dans le mouvement ouvrier **l'espérance** en un passage pacifique, ou de baser notre stratégie sur l'évitement à tout prix de la lutte armée. Il est donc primordial de déclarer explicitement que nous anticipons un affrontement violent.

Cela pourrait se faire assez facilement en insérant quelques mots dans un ou l'autre des articles du Programme. La meilleure solution serait peut-être de récrire le premier paragraphe de l'Article 16 de la façon suivante: "Dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique, le prolétariat doit livrer un combat acharné en ne négligeant aucun moyen de lutte, **y inclus la lutte armée. Le Parti doit combattre fermement toutes les illusions réformistes et pacifistes et rejeter toutes théories révisionnistes ou opportunistes de la "voie parlementaire vers le socialisme", de la "transition pacifique"**, etc. Il doit mener des luttes et mettre de l'avant des revendications destinées à..."

2) Dans la même veine, quoique de moindre importance: l'Article 11 du Projet de programme et la page 76 des Commentaires soulignent l'importance "du peuple en armes" pour défendre l'Etat socialiste. Or, si l'on prend cette affirmation au pied de la lettre, on détourne la question de la nécessité d'une **armée régulière** (et non seulement d'une milice ouvrière) pour protéger le socialisme. Depuis la Commune de Paris, l'expérience sanglante nous a appris qu'une milice populaire, le "peuple en armes" ne suffisait pas. Evidemment, l'expérience nous a aussi appris qu'il est nécessaire d'être très vigilant pour empêcher le développement des tendances bourgeoises au sein d'une armée régulière; mais c'est là une toute autre question.

3) Sur la question des **alliances de classe**: l'Article 14 énumère les alliés potentiels du prolétariat. On y retrouve "les couches inférieures de la petite bourgeoisie". Mais certainement, du moins en théorie, **toute** la petite bourgeoisie peut être considérée comme un allié **potentiel**, et non seulement ses couches inférieures. On pourrait donc tout simplement laisser tomber les mots "les couches inférieures de...".

4) **Le Programme** ne contient aucune référence directe aux fondateurs du socialisme scientifique et aux principaux dirigeants du mouvement communiste international. Quoiqu'une liste de noms ne peut remplacer la compréhension théorique des principes fondamentaux, je ne vois aucune raison de déroger à la pratique généralement admise sur cette question. Il me semble donc souhaitable d'insérer à un endroit approprié (l'Article 9 ?) quelque chose de ce genre: "Pour atteindre le socialisme, le prolétariat doit s'appuyer sur les principes scientifiques du marxisme-léninisme, tels que contenus dans les oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha et l'expérience vivante du mouvement communiste international".

5) A l'Article 11 c) du Programme, du moins dans la version anglaise, la référence au droit des Amérindiens, des Inuit et des minorités nationales me semble faible. Au lieu de dire "le droit à **certaines** formes d'autonomie", ce qui pourrait ouvrir la porte à une interprétation restrictive des droits des minorités autochtones, il serait préférable de dire le "droit aux formes d'autonomie **les plus larges et les plus appropriées**", ou tout au moins une phrase du genre.

En conclusion, j'aimerais répéter qu'il ne faut pas prendre ces critiques simplement comme des questions de détail insignifiant. Si le Programme doit être bref (ce avec quoi je suis tout à fait d'accord), il est primordial que chaque mot soit sérieusement pesé et que tous les principes fondamentaux y soient clairement donnés.

Un sympathisant actif de Toronto

Réponse de la rédaction

Il ne fait pas de doute que les cinq points soulevés par le camarade de Toronto abordent des questions importantes du programme communiste. Certaines le sont, parce qu'elles touchent des points fondamentaux, d'autres parce qu'elles abordent des questions chaudement débattues parmi ceux qui se réclament du marxisme-léninisme.

L'enjeu du débat soulevé par sa lettre n'est pas, selon le camarade, la nature du programme, ni sa conception, ni sa forme, ni même sa ligne fondamentale. Là-dessus, nous sommes d'accord. Mais nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec lui pour dire qu'il n'y a pas dans ses critiques beaucoup de problèmes de formulation ou de nuances, somme toutes secondaires. Le camarade a tout à fait raison de dire que le programme, qui doit être la "base d'adhésion du futur Parti prolétarien", doit être clair et précis, et dépouillé de toute ambiguïté. Et il a raison, de prime abord, de ne pas considérer comme de simples problèmes de formulation ce qu'il pense être des ambiguïtés importantes — car c'est de toute évidence pour lever les ambiguïtés qu'il croit déceler dans le Projet de programme que le camarade de Toronto nous écrit. Ceci dit, passons à l'examen de ses critiques.

***1)* Sa première critique est selon lui la plus importante, celle qui touche au point le plus fondamental, soit celui de la nécessité de la "révolution violente".**

Bien qu'il se dise "confiant" que les auteurs du Projet de programme "ne concilient en aucune façon avec le révisionnisme sur cette question", sa critique sous-entend quand même que le texte du Projet de programme, ne se démarquant pas complètement et assez clairement du révisionnisme, pourrait apporter de l'eau au moulin de la théorie criminelle du passage pacifique au socialisme et de la possibilité d'éviter le conflit armé avec la bourgeoisie. C'est ce que suggère sa critique quand il affirme: "ce qui nous démarque des révisionnistes sur cette question est notre insistance sur le fait que c'est une erreur sérieuse et criminelle de cultiver dans le mouvement ouvrier *l'espérance* en un passage pacifique, ou de baser notre stratégie sur l'évitement à tout prix de la lutte armée". Il s'agirait donc d'une ambiguïté pour le moins grave, dont les conséquences seraient désastreuses si elle devait être maintenue dans le pro-

gramme du parti dont la mission est de diriger la révolution socialiste au Canada.

Mais la question qui se pose est celle de savoir s'il y a vraiment *ambiguïté* **à ce niveau. En d'autres mots, le Projet de programme ouvre-t-il la porte à une interprétation révisionniste de la stratégie de la révolution au Canada? Ou, pour se placer du point de vue du camarade, se démarque-t-il suffisamment du révisionnisme?**

A cette dernière question, il faut répondre oui. Il y a dans le Projet de programme tout ce qu'il faut pour établir une nette démarcation avec le révisionnisme sur cette question fondamentale. S'il n'en est pas suffisamment convaincu, c'est que le camarade considère les divers aspects du Projet de programme isolément, d'une part, et qu'il en oublie certains, d'autre part.

Commençons par rappeler brièvement la position révisionniste sur la stratégie de la révolution.

Les révisionnistes cultivent parmi les masses travailleuses l'illusion criminelle du passage pacifique au socialisme. Selon eux, la nécessité absolue de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois est une vieillerie, une position stéréotypée; on pourrait entreprendre la transformation socialiste de l'économie et des rapports sociaux sans cela. Cette transformation peut se faire graduellement par le moyen de la démocratisation de l'appareil d'Etat bourgeois. La dictature du prolétariat ne serait donc plus nécessaire, et la révolution consisterait en un processus électoral au cours duquel le prolétariat prendrait progressivement le pouvoir parlementaire, et l'utiliserait à son avantage. Voilà l'essence de la position révisionniste. Ces positions sont à la base de tous les programmes révisionnistes, et on en trouve une expression claire dans le programme du "Parti communiste canadien" ("PCC").

Passage pacifique: **"L'accomplissement des tâches de l'Etat démocratique et anti-monopoliste rendra possible une transition pacifique au socialisme." (1)**

Démocratisation de l'Etat bourgeois au lieu de sa destruction: **"On effectuera la démocratisation de l'appareil d'Etat, celle des forces armées, de la police, de la fonction publique, des institutions judiciaires et pénales." (2)**

Majorité parlementaire au lieu de la dictature du prolétariat: **"Les possibilités d'établir une coalition démocratique, anti-monopoliste et anti-impérialiste, et un gouvernement basé sur celle-ci, visant à mettre en échec et à restreindre les monopoles, à élargir la démocratie et à consolider l'indépendance canadienne, créent les meilleures conditions d'une marche vers le socialisme qui soit relativement paisible." (3)**

Voyons maintenant ce que dit le Projet de programme proposé par EN LUTTE!. On remarquera ici que dans son relevé des positions du Projet de proprogramme sur la nature de la révolution, le camarade de Toronto en a oublié certaines.

Article 9: "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes **(et non celle d'une coalition anti-monopoliste incluant la bourgeoisie — n.d.l.r.).** *Ils la réaliseront par la révolution socialiste* **(et non par une élection — n.d.l.r.)**.*"*

Article 10: "Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit prendre la tête des masses exploitées et opprimées, s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie **(et non le réformer — n.d.l.r.)** *et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs* **(et non concilier avec eux dans un Etat de coalition démocratique — n.d.l.r.).**

Le camarade a oublié de tenir compte de cet aspect dans sa critique du Projet de programme. Or, il s'agit de la question centrale. *Détruire* **l'appareil d'Etat bourgeois et exercer sur les exploiteurs une dictature de classe est loin, très loin de l'illusion du passage pacifique et ne peut en aucune façon atténuer la démarcation avec le révisionnisme. Et à moins que l'on puisse imaginer que la réalisation de cette tâche pourrait se dérouler sans que la bourgeoisie y oppose la violence, il est douteux que l'on puisse suggérer que le Projet de programme ne trace pas une nette ligne de démarcation avec le révisionnisme. Mais il y a plus.**

Article 11: "Une fois au pouvoir, le prolétariat dirigé par son parti s'emploiera par le moyen de son Etat et s'appuyant sur le peuple en armes à détruire les bases matérielles et idéologiques du pouvoir bourgeois..."

Article 15-c: "Armer les masses pour faire face à la violence réactionnaire et assurer la victoire de la révolution dans toute situation insurrectionnelle."

C'est un autre passage oublié par le camarade. Or, de quoi s'agit-il ici? Il s'agit d'*armer les masses***. Pourquoi? Pour deux raisons:** *"pour faire face à la violence réactionnaire"***, ce qui veut dire** *bien avant* **la prise du pouvoir, et pour** *"assurer la victoire de la révolution dans toute situation insurrectionnelle."*

Considérés dans leur ensemble, et non isolément, les différents aspects du Projet de programme ne laissent aucun doute ni aucune ambiguïté sur la nature de la révolution dont il est question. Sur toutes les questions de fond, il établit une nette démarcation avec le révisionnisme.

Prise au pied de la lettre, la proposition du camarade, du moins son aspect essentiel, celui qui parle de la "lutte armée", est déjà dans le Projet de programme, là où il fixe pour tâche au Parti prolétarien "d'armer les masses pour faire face à la violence réactionnaire" (article 15-c). Pour ce qui est de la seconde partie de sa proposition, on doit la considérer comme un passage superflu qui n'ajoute rien au programme, car si on applique ce programme, il ne fait aucun doute qu'on "combat toutes les illusions pacifistes et réformistes" et que l'on "rejette toutes les théories révisionnistes", etc. En d'autres mots, le contenu du programme constitue lui-même cette démarcation et il n'est pas nécessaire de l'affirmer autrement, comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les autres points du programme.

On ne peut donc avoir d'objection de principe à l'inclusion de ces suggestions dans le programme. Il faut être clair cependant sur le fait qu'elles ne changent rien à ce qui est déjà dans le Projet actuel; elle n'en changerait que la formulation.

2) **Dans sa deuxième critique, le camarade insiste pour dire que, sous le socialisme, il faut plus qu'une "milice ouvrière" ou "populaire" pour défendre le pouvoir prolétarien. Selon lui, l'expression "le peuple en armes" passe à côté de la question de "l'armée régulière" nécessaire pour assurer cette défense. Donc, selon le camarade, le "peuple en armes" équivaut à "milice ouvrière". Or, il se trompe. L'expression "peuple en armes" est le point de démarcation fondamental avec la conception bourgeoise et révisionniste de l'Etat, en particulier de son appareil militaire. La ligne de démarcation ici ne passe pas par les formes que prendra l'application de ce principe. Le programme définit par cette expression l'essence du pouvoir militaire sous la dictature du prolétariat, sans s'aventurer sur ses formes, lesquelles incluent l'armée régulière. La méprise du camarade est ainsi qu'il réduit la portée de l'expression "peuple**

en armes" à celle de milice ouvrière. En réalité, ces deux choses ne sont pas réductibles l'une à l'autre. L'une, le peuple en armes, contient l'autre (les milices), tout comme elle inclut toutes les formes de l'aspect militaire de la dictature du prolétariat, y compris, bien entendu, l'armée régulière.

Encore ici, il s'agit d'une précision qui n'ajoute rien au projet actuel... à moins que le camarade puisse démontrer que l'expression "peuple en armes" est trop étroite et qu'elle exclut de fait l'armée régulière. Si tel était le cas, il faudrait certes inclure sa proposition dans le programme. Sinon, il ne serait pas nécessaire d'en tenir compte dans la version finale.

***3)* Avec la troisième critique, nous passons à un sujet très important, celui des alliances de classes. Selon le camarade, ce ne sont pas seulement les "couches inférieures de la petite bourgeoisie" qui sont des "alliés potentiels du prolétariat", comme le dit le Projet de programme, mais "toute la petite bourgeoisie". Il faudrait donc considérer sur un même pied dans cette alliance, les pêcheurs pauvres, les fermiers pauvres et les médecins, les avocats des grandes corporations, etc. Le camarade n'a sans doute pas remarqué que l'article d'où il tire le passage critiqué comporte deux armes politiques du prolétariat en ce qui concerne ses rapports avec les couches moyennes et la petite bourgeoisie: les alliances et l'action qui visent à neutraliser les couches intermédiaires instables pour les empêcher de rejoindre massivement les rangs de la contre-révolution. Le Projet de programme ne rejette pas nécessairement dans le camp de la contre-révolution les couches qu'il ne place pas parmi les "alliés potentiels" du prolétariat. Il semble que ce soit cette erreur que vise à identifier la critique du camarade de Toronto; et si tel était le cas dans le projet actuel, ce serait en effet une erreur. Mais il n'en est rien.**

D'abord le Projet de programme parle des "alliés potentiels", c'est-à-dire de ces couches qui, grâce à l'action du prolétariat, ayant réalisé qu'il n'y a pas d'avenir pour elles sous le capitalisme, s'engageront aux côtés du prolétariat, et sous sa direction, dans la lutte pour renverser la bourgeoisie et construire le socialisme. C'est ce que désigne l'expression "alliés potentiels". Ce sont de ces couches dont parlent Marx et Engels dans *Le manifeste du Parti communiste* quand ils écrivent: "Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat; elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat." (4)

Or, il existe des couches de la petite bourgeoisie dont on peut à tout le moins douter que leur "passage au prolétariat soit imminent"; il faut les placer dans cette catégorie de "couches moyennes" qui ne sont pas des alliés potentiels. Il est par ailleurs vrai qu'on ne peut non plus les classer dans le camp de la contre-révolution. L'expérience de toutes les révolutions démontre que la classe révolutionnaire doit tenter de les neutraliser. Voici comment les commentaires à l'article 14 du Projet de programme explique cette arme politique: "Pour mener à bien sa politique d'alliance, la classe ouvrière devra dans certains cas rechercher la neutralité de certaines couches de la petite bourgeoisie, celles qui sont trop instables et qui ne peuvent pas contribuer à la lutte pour le socialisme, mais qui ne sont pas non plus prêtes à servir la contre-révolution; il pourra même arriver que cette recherche de la neutralité oblige la classe ouvrière à leur faire certaines concessions pratiques mineures, lesquelles ne compromettent pas la révolution ni l'édification socialiste. La neutralisation de ces couches signifie donc que le prolétariat révolutionnaire peut et doit prendre des mesures pour que dans les situations critiques les hésitants ne se rangent pas carrément du côté de la contre-révolution." (pp. 92-93)

Le prolétariat peut donc compter sur des alliés potentiels et il doit dans certains cas employer la tactique de neutralisation.

Il serait dangereux de ne pas établir cette distinction dans la pratique, bien que certains réunissent théoriquement ces deux choses sous le terme d'*alliance*. Pour notre part, nous avons tenu à inscrire cette distinction importante dans les principes généraux de la tactique, car nous pensons qu'elle fait partie de l'arsenal politique du prolétariat. Elle est une leçon importante issue de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

***4)* Selon le camarade de Toronto, il faudrait inclure dans le programme les noms des grands dirigeants du mouvement communiste international: Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha, ainsi qu'une référence à leurs écrits. Son argument? "Je ne vois aucune raison de déroger à la pratique**

généralement admise sur cette question". Le problème est de savoir de quelle "pratique généralement admise" il s'agit ici. S'agit-il de la "pratique généralement admise" de Marx, Engels et Lénine sur les questions de programme? Dans ce cas, il faut retourner à cette pratique. Or, on y trouvera notamment que pour eux, il n'était pas question de placer des noms dans le programme.

La faiblesse du raisonnement invoqué par le camarade pour justifier sa proposition indique sans doute qu'il ne s'agit pour lui que d'une question extrêmement secondaire. Nous sommes d'accord avec lui. C'est pourquoi nous ne croyons pas devoir accorder au débat sur ce point plus de place qu'il n'en mérite. Comme l'écrit le camarade, "une liste de noms ne peut remplacer la compréhension théorique des principes fondamentaux". Cette liste, en effet, n'ajouterait rien au programme; ne pas l'inclure ne lui enlève rien, en autant que le Projet de programme applique et se réfère explicitement au marxisme-léninisme.

***5)* A propos des droits des minorités nationales sous le socialisme, le camarade estime que la formulation du Projet de programme est "faible", et qu'elle "pourrait ouvrir la porte à une interprétation restrictive des droits des minorités autochtones". Le camarade voudrait que l'on parle du "droit aux formes d'autonomie les plus larges et les plus appropriées", ou quelque chose dans cet esprit.**

On ne peut être en désaccord avec la formulation du camarade. Mais encore une fois, il faut dire qu'il isole un passage de son contexte, ce qui justifie sa critique. Le texte du Projet de programme, à l'article 11-c, se lit comme suit: "droit (...) à certaines formes d'autonomie pour les minorités nationales, *suivant le choix démocratique des populations concernées*". **Le passage que nous venons de souligner exprime très clairement l'idée que les "formes d'autonomie" dont il est question doivent nécessairement être "les plus appropriées", ainsi que le veut le camarade, puisque ce sont "les populations concernées" qui en décident "démocratiquement". Et à moins que ces populations décident elles-mêmes de restreindre l'exercice de ce droit, on ne voit pas comment la formulation du Projet de programme pourrait conduire dans les faits à une restriction de son exercice. La fonction du choix de l'expression "certaines formes d'autonomie" dans le Projet de programme est de distinguer le droit à ce type d'autonomie du droit des nations à l'autodétermination.**

Il reste que la proposition du camarade a du mérite dans la mesure où elle insiste sur quelque chose qui doit être parfaitement clair, car il en va de la possibilité du prolétariat d'unir autour de lui tous les opprimés et les exploités du Canada. Et sachant combien les divisions nationales, le chauvinisme et le nationalisme étroit nuisent à l'unité du camp de la révolution, on ne saurait être trop explicite sur la politique prolétarienne dans la question nationale.

* * *

Comme on a pu le voir, la lettre du camarade de Toronto aborde des questions importantes qui, pour la plupart, méritent qu'on s'y arrête sérieusement. Nous félicitons le camarade pour son geste et nous espérons qu'il sera imité par tous ceux qui ont à coeur les intérêts des masses laborieuses canadiennes. Les prochains mois seront une période intense de discussion et de débat sur le Projet de programme avant son adoption. Nous invitons encore une fois tous ceux qui ont des questions, des critiques et des suggestions à les faire parvenir au journal EN LUTTE! et à la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE.

---

1) *La voie vers le socialisme au Canada*, **le programme du Parti communiste canadien, adopté au 21e Congrès du PCC, novembre 1971, p. 40.**
2) **Idem, p.37**
3) **Idem, p.39**
4) **Marx, Engels,** *Le manifeste du Parti communiste*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1970, p.46**

Le prolétariat, seule classe révolutionnair

Il est un fait que la bourgeoisie ne veut pas et ne peut pas admettre: le prolétariat, cette classe dont elle tire, par une exploitation féroce, toutes ses richesses et son luxe et qu'elle réduit à des conditions de vie et de travail dans bien des cas inhumaines, le prolétariat représente l'avenir et le progrès de l'humanité, tandis qu'elle-même, apparemment si puissante, si riche, si cultivée, est devenue l'obstacle principal au progrès et, pire encore, une force active de retour en arrière et de réaction. Plus le capitalisme se développe, plus le prolétariat se renforce en nombre et en conscience, plus s'impose à lui la *nécessité absolue* de renverser la bourgeoisie capitaliste décadente et d'établir sur elle sa propre dictature pour construire le socialisme et abolir toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

La bourgeoisie alimente, finance et propage toutes sortes de théories et de points de vue prétendument scientifiques qui n'ont d'autre but que de cacher cette caractéristique fondamentale du capitalisme. Selon certains, le prolétariat n'a jamais existé. Ou, s'il a existé, cela fait bien longtemps... au XIXe siècle quand il y avait encore de la misère! D'autres, comme le philosophe américain Marcuse, reconnaissent son existence, mais ce serait alors une classe complètement intégrée au régime social actuel, une classe qui profiterait (sic) du capitalisme. Enfin, pour les prophètes de la "société des loisirs" et ceux de la "société de consommation", nous allons à grands pas vers une époque où l'automation va abolir le travail ou le réduire au point où notre principale préoccupation sera de nous divertir et de nous reposer, et tout cela, sans l'inconvénient d'avoir à faire la révolution!

Il n'est donc pas surprenant que ces porte-parole de la bourgeoisie que sont les révisionnistes modernes de tout genre, révisionnistes soviétiques, eurocommunistes, trotskystes, etc., se soient joints à ces attaques sous le couvert d'une adaptation du marxisme-léninisme à la réalité concrète du "monde moderne". Quelques exemples, pris parmi les plus significatifs, sont suffisants pour le démontrer à qui veut bien comprendre l'importance de la lutte contre les conceptions révisionnistes en cette matière, surtout au moment où il faut reconstruire et édifier un authentique parti d'avant-garde du prolétariat.

On connaît la thèse de Khrouchtchev qui, lors du XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique en 1956, annonçait que le prolétariat soviétique n'avait plus à exercer sa dictature pour assurer la construction du socialisme et que l'Etat de dictature du prolétariat devenait un soi-disant Etat du peuple tout entier. Un tel point de vue, provenant du glorieux parti bolchévique de Lénine et de Staline, ne pouvait que stimuler les conceptions révisionnistes déjà très présentes dans la plupart des partis communistes de l'époque.

En 1969, Roger Garaudy, alors membre du Bureau politique du Parti communiste français, publiait un livre qui fit grand bruit intitulé **Le grand tournant du socialisme**. Son livre réclamait de ce Parti, déjà pourri jusqu'à la moelle, qu'il revoit son analyse de classes et modifie en conséquence sa stratégie et sa tactique. Il préconisait un "bloc historique nouveau" entre le prolétariat et les couches intellectuelles issues du développement du capitalisme, ingénieurs, hommes de science, etc. Il s'agissait en fait, comme nous le verrons plus loin, de faire passer le prolétariat sous la direction de ces couches d'intellectuels petits-bourgeois. Ces propos méritèrent à leur auteur d'être expulsé du PCF en raison de leur contenu trop **ouvertement** opportuniste; aujourd'hui, ils sont repris, systématisés et développés par le même PCF et, en fait, par tout le nouveau courant révisionniste qui s'est donné le titre d'**eurocommunisme** (1).

Santiago Carillo, le secrétaire général du Parti communiste espagnol et l'un des maîtres à penser de l'eurocommunisme, pouvait même écrire l'an dernier dans son livre **l'Eurocommunisme et l'Etat**, que **toutes les classes**, et en premier lieu l'intelligentsia, peuvent désormais jouer le même rôle que le prolétariat dans la lutte pour le socialisme, ou du moins ce qu'il ose encore appeler ainsi!

Ici même au Canada, rappelons-nous qu'un des points clé de la dégénérescence du Parti communiste canadien fut le rejet graduel de toute distinction entre le prolétariat et la petite bourgeoisie au cours de la lutte anti-fasciste et au sein même du Parti: le Congrès de 1943 sanctionna le tout en transformant le PCC en Parti ouvrier progressiste (POP) qui devenait "le parti des travailleurs, fermiers, professionnels, et tous les autres Canadiens qui travaillent manuellement ou intellectuellement" (2). C'est cette même ligne opportuniste et révisionniste qui caractérise encore aujourd'hui le Parti des Kashtan, Walsh et autres traîtres à la classe ouvrière canadienne.

e jusqu'au bout

L'un des points les plus importants sur lesquels porte cette offensive anti-ouvrière des révisionnistes est celui de la nature même du prolétariat et de sa place dans le capitalisme parvenu à son stade impérialiste.

A cet égard, les révisionnistes ont généralement recours à deux types d'arguments pour parvenir à leurs fins. Une première position affirme carrément que les sociétés capitalistes avancées sont marquées non pas par l'augmentation du nombre et de la force des prolétaires mais, au contraire, par la réduction de leur force et ce qu'il est convenu d'appeler la déprolétarisation, la disparition progressive du prolétariat. En conséquence, ce sont aujourd'hui d'autres classes ou couches sociales qui sont appelées à se développer: ces couches, ce sont celles de la "petite bourgeoisie salariée" ou des "couches moyennes salariées", parmi lesquelles la place d'honneur revient toujours aux sacro-saints intellectuels, professeurs, chercheurs, ingénieurs, etc. Le prolétariat, voyant son rôle diminué constamment sous les coups de ces transformations, n'a donc d'autre choix que de se fondre avec les couches sociales petites-bourgeoises devenues les nouvelles forces révolutionnaires de l'époque. Comme le déclarait Georges Marchais, le secrétaire général du PCF, dans un rapport au XXIIe Congrès de ce Parti:

"Aux côtés de la classe ouvrière, nous voulons que se retrouve la masse des salariés, et notamment les ingénieurs, les techniciens et cadres, à l'exception naturellement de ceux qui appartiennent à la grande bourgeoisie ou en sont les serviteurs zélés et bien rémunérés. Et nous ne disons pas à ces cadres: devenez des ouvriers, comportez-vous comme eux, vivez comme eux. Non, nous leur disons: vous êtes des cadres, et c'est bien." (3)

La deuxième position, en apparence contradictoire avec celle que nous venons de présenter, proclame très fort que le prolétariat ne cesse de croître en nombre, et en force. Comme l'affirme le PCC dans son programme adopté en 1971:

"La classe ouvrière est une classe qui continue de croître en nombre de concert avec l'expansion accrue de la production capitaliste. Aujourd'hui, elle constitue la majorité écrasante de la population active salariée." (4)

Mais lisez bien ce qui suit:

*"En même temps des changements sont intervenus dans **la structure** de la classe ouvrière à la suite du développement rapide de la révolution scientifique et technologique. La proportion de travailleurs "collet blanc" a grandement augmenté ainsi que la proportion des travailleurs dans les secteurs du **génie**, de la technologie, de la **science** et des professions." (5)*

La classe ouvrière ne serait plus seulement composée d'exécutants mais, **sa structure a changé** et elle s'est enrichie d'ingénieurs, d'hommes de science et de professionnels. Dans ces conditions, il n'est plus même besoin de rallier ces couches petites-bourgeoises au point de vue et aux luttes du prolétariat puisqu'elles sont désormais partie intégrante du prolétariat. Voilà un prolétariat qui a de quoi réjouir les révisionnistes du PCC. Mais les mots et les concepts fumeux du PCC ne changent rien à la réalité, et ce tour de passe-passe aboutit dans les faits à rendre la lutte du prolétariat acceptable pour la bourgeoisie, ce que toute l'activité pratique du PCC confirme à 100%.

On voit comment, par deux chemins différents, les révisionnistes peuvent parvenir au résultat qu'ils recherchent: saper le rôle dirigeant de la classe ouvrière, saper sa nature fondamentalement révolutionnaire et opposée au capital et à toute forme d'exploitation.

C'est dans ce contexte que nous publiions, il y a maintenant plus d'un an, un article présentant ce que nous considérons être les critères scientifiques permettant d'établir la composition du prolétariat et donc de le distinguer nettement des diverses couches petites-bourgeoises et semi-prolétariennes qui l'entourent nécessairement sous le capitalisme (6). Plus encore, nous invitions tous les groupes qui se réclamaient alors du marxisme-léninisme, et notamment la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et le Red Star Collective, à faire connaître leur point de vue sur le sujet et à critiquer le nôtre s'ils le considéraient erroné. Cet appel était d'autant plus important, comme nous le mentionnions, qu'aucun groupe n'avait jusque-là pris position et que notre point de vue demandait à être confronté de façon plus rigoureuse à la réalité du capitalisme dans notre pays et dans le monde.

Que s'est-il passé depuis? La Ligue et le RSC se réclament encore bien haut du marxisme-léninisme, mais aucun d'eux n'a jusqu'à maintenant fait connaître le moindre point de vue sur le sujet. Une telle "désinvolture" sur une question aussi cruciale est, bien sûr, une manifestation supplémentaire de leur mépris pour la théorie révolutionnaire, mépris qu'ils partagent avec tous les opportunistes. Mais encore, ce mépris est une conséquence directe de leur stratégie de soutien aux bourgeoisies impérialistes du monde et à la réaction, la consé-

quence d'une stratégie qui rejette aux poubelles le point de vue de classe du prolétariat. Pour ce nouveau courant opportuniste, qui se rassemble sous la bannière de la théorie contre-révolutionnaire dite des "trois mondes", la quantité d'armes produites par l'URSS, les beaux discours de Mobutu et de Tito devant les soi-disant pays non-alignés, ont cent fois plus d'importance qu'une véritable analyse scientifique de classes. Dans leur bouche et leurs écrits, le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte pour le socialisme n'est plus qu'un slogan d'apparat, ou pire, un masque servant à camoufler leur collaboration ouverte avec l'impérialisme et la réaction.

Pour notre part, nous avons depuis fait connaître notre **Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien**, un projet de programme dont une des caractéristiques essentielles est précisément la réaffirmation nette et sans compromis du rôle du prolétariat en tant que force dirigeante et principale de la révolution socialiste au Canada. Cet article a justement pour objectif de réfuter, sur ce point central de la stratégie révolutionnaire, les principales thèses contre-révolutionnaires et opportunistes sur la définition même du prolétariat, ce qui, en l'occurrence, ne saurait se faire sans rétablir la justesse des principes marxistes-léninistes en la matière (*).

La lutte des classes est le moteur de l'histoire

"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes." (7)

C'est par cette phrase que s'ouvrait, il y a plus de cent ans, le **Manifeste du Parti communiste**, véritable document de fondation du mouvement communiste international. Depuis lors, c'est de ce point de vue que tous les marxistes-léninistes ont abordé et expliqué les multiples conflits qui opposent les divers groupes sociaux, nations et pays les uns aux autres, de même que les conflits qui surgissent au sein de chacun de ces groupes, nations et pays.

A chaque époque historique, le progrès de l'ensemble de la société s'est aussi matérialisé dans les intérêts d'une classe bien précise, qui devait elle-même affronter la ou les classes dominantes, farouches défenseurs du régime social dépassé.

L'histoire de la bourgeoisie elle-même confirme cette vérité: les révolutions qu'elle a dirigées contre le féodalisme ont libéré à un degré sans précédent le développement des forces productives, les usines se sont multipliées, le travail de l'ouvrier a produit rapidement dix fois, cent fois plus de produits grâce au développement technologique imposé par le capital. Les centaines de nations, peuples, nationalités de la planète, autrefois repliés sur eux-mêmes, sont maintenant étroitement reliés les uns aux autres par une multitude de liens économiques, politiques, culturels. Mais tout cela ne sert qu'un but: enrichir une minorité bourgeoise toujours plus restreinte. Il en résulte alors des guerres comme n'en a jamais connu l'humanité jusqu'à maintenant, des famines permanentes qui coûtent 10 millions de vies humaines par année, etc. Pire encore, la bourgeoisie a créé un fléau que n'avait jamais connu l'humanité: le chômage chronique de dizaines et de centaines de millions d'individus qui ne demandent pas mieux que de travailler.

Pourquoi en est-il ainsi? Marx et Engels le précisaient déjà dans le **"Manifeste du parti communiste"**:

> *"La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes.*
>
> **La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat." (8)**

C'est en effet au prolétariat qu'il revient de renverser ce régime social dépassé. Seule classe à n'avoir aucun intérêt au maintien de la propriété privée des moyens de production, il représente, comme nous le verrons, un avenir radicalement nouveau où seront disparus toute exploitation de l'homme par l'homme et tout antagonisme de classes.

Dès 1852, Marx affirmait clairement l'importance de cette découverte:

> *"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte de classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut:*
> *1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique de la production;*
> *2) que la lutte des classes* **conduit** *nécessairement à la dictature du prolétariat;*
> *3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes." (9)*

Dans cette citation, Marx ne présente rien de moins que le mouvement de l'Histoire qui doit, en dernière analyse, guider l'action des communistes. La lutte des classes, écrit-il, conduit nécessairement à la dictature du prolétariat, dictature qui n'est elle-même que la transition à la société sans classes. Dans ces conditions, toute analyse de classes vraiment fidèle à la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme doit avoir comme objectif non pas seulement de déterminer l'attitude des diverses classes, fractions de classes ou couches sociales envers la bourgeoisie, mais aussi et même d'abord envers la classe qui représente aujourd'hui le progrès de l'ensemble de la société: le prolétariat. Plus précisément, toute classe, fraction de classe doit être jugée fondamentalement selon la position qu'elle adopte à l'égard de la lutte révolutionnaire du prolétariat, lutte qui, dans notre pays, consiste à faire la révolution prolétarienne, c'est-à-dire à renverser la bourgeoisie canadienne et instaurer la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie pour construire le socialisme. C'est ainsi seulement qu'il est possible de résoudre les conflits sociaux de façon à renforcer le camp de la révolution et affaiblir celui de la réaction.

Quand les révisionnistes du PCC nous disent "les monopoles dominent toute la société, unissons toutes les forces possibles contre eux", y inclus une fraction de la bourgeoisie, peu importe l'attitude de cette dernière envers le prolétariat,

---

(*) Comme le lecteur le remarquera, tout au long de cet article nous utiliserons indistinctement les termes prolétariat et classe ouvrière qui désignent fondamentalement la même réalité.

c'est ce principe fondamental de la stratégie marxiste-léniniste qu'ils abandonnent et trahissent; quand les opportunistes de la LC(m.-l.)C et du Red Star Collective nous disent: ce sont les deux superpuissances qui dominent le monde, unissons toutes les autres forces contre elles, peu importe leur attitude à l'égard du prolétariat, c'est ce même principe fondamental de la stratégie marxiste-léniniste qu'ils abandonnent et trahissent.

Qu'est-ce donc qu'une classe sociale?

Ceci dit, nous devons maintenant établir de manière plus rigoureuse ce qu'il faut entendre par le concept de classe sociale et réfuter certaines fausses conceptions véhiculées par la bourgeoisie et ses fidèles intellectuels.

Il existe des dizaines et des dizaines de définitions bourgeoises des classes sociales, au point où un sociologue bourgeois ne saurait prétendre à la célébrité et à la respectabilité sans avoir... **sa** définition des classes. Toutes ces définitions ont en commun le recours à tout un ramassis de critères disparates: le revenu, le prestige, le niveau d'instruction, le lieu de naissance, les traditions, le type de famille, l'âge, le genre de travail exercé, etc., autant de critères qui, regroupés et mélangés de diverses façons, vont donner autant de définitions qui ont toutes l'heureux avantage de nier les **antagonismes** de classes, la lutte des classes. Car il est bien certain que les gens qui gagnent un revenu de 5,000 dollars par années n'ont pas d'intérêts fondamentaux contradictoires avec ceux qui en gagnent de 5,000 à 10,000 et de 10,000 à 15,000, etc., de la même façon que ceux qui ont un diplôme d'école secondaire ne sont pas fondamentalement opposés à ceux qui ont un diplôme collégial, etc. De tels subterfuges idéologiques servent, d'une part à légitimer les chasses aux sorcières et autres attaques contre les marxistes-léninistes qui cherchent à tout prix à "créer" la lutte des classes (le chanoine Jacques Grandmaison en fournissait d'ailleurs un "excellent" exemple dans une série d'articles récents publiés par le quotidien "Le Devoir") et d'autre part, à fonder le supposé appui des non moins supposées classes moyennes, couches moyennes, majorité silencieuse, comme l'affirmation suivante tirée d'un éditorial de La Presse, du 19 juin dernier:

"La bourgeoisie québécoise, c'est toute la classe moyenne, c'est-à-dire plus de 60% de la population. C'est l'ensemble de ces gens qui profitent agréablement des avantages du système capitaliste..." (10)

L'autre avantage de ces diverses théories tout à fait anti-scientifiques est évidemment de laisser croire que l'on peut justement accéder aux échelons les plus élevés de la société: passer de la "classe" des 5,000 dollars et moins à celle des 5,000 à 10,000 dollars, etc.

Seule la définition marxiste-léniniste rend compte de la réalité des antagonismes et des luttes qui traversent sans exception toutes les sociétés humaines depuis qu'est apparue l'exploitation de l'homme. C'est Lénine qui en a donné la formule la plus complète et la plus précise:

"On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par la loi) vis-à-vis les moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée de la production sociale." (11)

Cette définition exige certains commentaires. En premier lieu, il faut remarquer qu'elle réfère à de vastes groupes d'hommes. La théorie marxiste ne cherche pas d'abord à comprendre la place de tel ou tel individu, mais elle aborde au contraire la réalité sociale à partir des "vastes groupes d'hommes" qui la composent, méthode qui justement permet de comprendre les positions adoptées par tel ou tel individu et les gestes qu'il pose en conséquence. Pour prendre un exemple, on peut passer des années et des années à rencontrer et discuter avec des petits-bourgeois sans réussir à comprendre la nature véritable de cette classe, mais une fois qu'on a bien saisi sa nature de classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, alors on comprend rapidement les comportements et gestes posés **en règle générale** par tel ou tel petit-bourgeois ou même, par telle ou telle organisation petite-bourgeoise.

Autre précision qui s'impose. Cette définition met en évidence la nature objective, c'est-à-dire indépendante de notre volonté, des classes sociales. On ne choisit pas de faire partie de telle ou telle classe: contrairement aux salades que nous servent les idéologues bourgeois sur le sujet, un prolétaire est un prolétaire, peu importe qu'il en ait conscience ou pas et un petit-bourgeois est un petit-bourgeois même s'il se proclame le dernier des travailleurs exploités et même s'il va faire un séjour en usine comme prêtre-ouvrier ou implanté de la LC(m.-l.)C! C'est d'ailleurs ce qui nous amène à présenter brièvement les 4 critères fondamentaux d'appartenance de classe tels qu'avancés par Lénine et sur lesquels nous reviendrons plus loin.

a) La place dans un système historiquement défini de production sociale.

Dans les sociétés fondées sur l'exploitation, dont le capitalisme, il n'existe en fait que trois places possibles: celle du **producteur exploité** qui produit l'équivalent des biens nécessaires à sa survie et un surplus (le sur-travail) qui est approprié par d'autres que lui, ce qui, justement en fait un exploité; celle de **l'exploiteur**, qui vit en parasite aux dépens des producteurs de la richesse sociale; enfin, celle du **producteur indépendant** qui produit des biens qu'il est seul à s'approprier avec sa famille, mais qui ne fournit aucun excédent approprié par autrui.

b) Le rapport aux moyens de production.

Ce rapport, c'est fondamentalement celui de la **propriété** ou la **non-propriété** des moyens de production, ces derniers étant constitués des outils et instruments nécessaires à la production de même que des objets sur lesquels le travail s'effectue: usines, machines, terres, matières premières, etc. Ce rapport aux moyens de production, même s'il est habituellement consacré par les lois, est fondamentalement économique et non pas juridique: le propriétaire des moyens de production, c'est celui qui, dans les faits, détermine leur utilisation.

c) Le rôle dans l'organisation sociale du travail.

Ce critère réfère au contrôle que peut exercer un individu ou un groupe d'individus sur le processus de travail ou de production, ou indirectement, au rôle qu'il peut exercer dans la reproduction des rapports sociaux: aussi, les soldats et les policiers, même s'ils sont de simples exécutants ont pour fonction sociale de réprimer ceux qui s'opposent à l'exploitation et ils ne sauraient être identifiés à des prolétaires exploités.

On peut identifier, en général, trois rôles dans l'organisation sociale du travail: celui de **l'exécution**, où le travailleur n'a pas de contrôle sur son travail et dont l'exemple extrême est constitué par les ouvriers d'une chaîne de montage, qui ne sont en fait que des appendices à la machine; celui du **contrôle sur le travail de plusieurs producteurs** et même sur l'ensemble du

processus de production et de reproduction des rapports sociaux; enfin, celui du **contrôle sur son propre travail**, sans plus.

d) Le mode d'obtention et la quantité du revenu.

Le mode d'obtention et la quantité du revenu dépendent des trois critères présentés plus haut. Les modes d'obtention du revenu sous le capitalisme sont encore nombreux et comprennent diverses formes, tels les dividendes, l'intérêt sur les placements et le prêt, le revenu provenant de la spéculation boursière ou foncière, mais les deux modes généraux d'obtention du revenu sont le salaire et le profit. En ce qui concerne la quantité de revenu, les producteurs exploités n'obtiennent de leur travail que le strict minimum nécessaire à la reproduction de leur force de travail et à celle de leur famille, souvent même, en deçà, tandis que les exploiteurs profitent de revenus largement supérieurs à la moyenne sociale.

Le prolétariat

Nous avons maintenant les bases essentielles qui vont nous permettre de définir rigoureusement la composition véritable du prolétariat. Le problème surgit en fait du développement même du capitalisme; depuis cent ans, non seulement le capitalisme s'est-il étendu à tous les pays du monde, dont plusieurs vivaient encore à l'époque du féodalisme et de l'esclavage, mais en plus le capital a progressivement envahi tous les secteurs de la vie sociale à l'intérieur des pays capitalistes depuis longtemps: à l'origine confiné en grande partie à l'industrie manufacturière, aux mines, le capital s'est progressivement emparé directement du commerce, des services (loisirs, transport, hôtellerie, restauration, communications, administration, santé, etc.) et de l'agriculture.

Ces développements extrêmement rapides se sont encore accentués avec la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme de monopoles dès le début du XXe siècle.

Pour les révisionnistes, ces développements ont modifié du tout au tout les données de base de la société actuelle: la révolution ne serait plus nécessaire, car le développement des forces productives conduit directement, ou presque, au socialisme; les guerres ne seraient plus inévitables comme par le passé, une fraction importante de la bourgeoisie pourrait être gagnée à la cause du socialisme; quant au prolétariat, soit qu'il a changé de nature et n'a plus besoin de la révolution, soit que la ligne de démarcation qui le sépare des autres classes de la société est si mince qu'il ne vaut plus guère la peine d'en parler.

Les marxistes-léninistes affirment, au contraire, que ces transformations n'ont rien changé de fondamental au capitalisme: elles en ont au contraire aiguisé toutes les contradictions. Or , précisément, le prolétariat est le plus authentique produit du capital et partout où le capital a mis les pieds, le prolétariat est apparu et s'est développé. Rappelons à cet effet la phrase du **Manifeste du Parti communiste** citée plus haut:

> *"La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat." (12)*

Nous allons maintenant voir comment ce processus de soumission de couches de plus en plus larges de la population au capital est également le processus par lequel elles acquièrent progressivement toutes les caractéristiques fondamentales du prolétariat, caractéristiques qui ne changeront pas tant que le capitalisme sera le capitalisme!

Les caractéristiques fondamentales du prolétariat

La tendance historique du capitalisme, c'est la concentration, à un pôle, de la propriété privée des moyens de production entre les mains d'une minorité possédante toujours plus infime et, à l'autre pôle, le développement d'une masse de travailleurs complètement dépourvus de moyens de production qui leur permettraient de gagner leur vie par eux-mêmes. Cela est tellement vrai que l'acte de naissance du capitalisme dans tous les pays, c'est précisément le processus par lequel l'un et l'autre de ces deux pôles se sont constitués de différentes façons: vol, pillage, escroquerie, dette publique, autant de moyens par lesquels les bourgeois ont d'abord rempli leurs coffres du précieux argent qu'ils allaient faire fructifier par l'exploitation du travail salarié, tandis qu'en même temps ils expropriaient ou arrachaient à la dépendance des seigneurs, la plupart du temps par la force et la violence, la masse des petits paysans et artisans qui allaient devenir les prolétaires modernes.

Ainsi, au Canada, la population rurale, donc en grande majorité propriétaire de ses moyens de production, qui représentait 86.9% de la population canadienne en 1851, n'en constitue plus que 62.9% en 1901 et 48.4% en 1921.

Ce processus sera ici considérablement accéléré par la politique systématique d'importation de main-d'oeuvre pratiquée par la bourgeoisie canadienne. Au cours des 20 premières années du XXe siècle, près de 4 millions d'immigrants entrent au pays; dépouillés de tout, ils iront gonfler pour la plupart l'armée du prolétariat canadien et ce, dans les mines et les usines où ils occupent les emplois les plus durs, les plus dangereux, et les plus mal payés.

C'est, par la suite, ce même dépouillement de petits producteurs qu'entraînera l'arrivée massive du capital dans les secteurs du commerce et des services: aux milliers et dizaines de milliers de petits épiciers, boutiquiers, commerçants, succèdent quelques dizaines de supermarchés Dominion, Steinberg, Loblaw's, de magasins à rayons Eaton, etc., et leurs dizaines de milliers de travailleurs salariés.

On retrouve ici, dès l'origine du capitalisme et tout au cours de son développement, deux traits fondamentaux du prolétariat. Le prolétariat n'a en effet d'autre choix pour vivre que celui de vendre sa force de travail, c'est-à-dire ses capacités **physiques** et **intellectuelles**, justement parce qu'il n'a aucun moyen de production qu'il pourrait mettre lui-même en oeuvre. C'est ce qui distingue par exemple, le pêcheur qui ne possède ni bateau, ni filets et doit vendre ses services à la Gordon Pew et autres entreprises capitalistes de pêches, du pêcheur indépendant qui possède son bateau et ses filets et vit non pas de la vente de sa force de travail mais de celle de ses produits. Le premier est un prolétaire, le second est un petit-bourgeois, peu importe d'ailleurs le fait que le prolétaire soit mieux rémunéré que le second ou, si l'on veut être plus près de la réalité, peu importe que tous les deux se fassent tirer jusqu'à la dernière goutte de sueur de leur front par la Gordon Pew! La force de travail du prolétaire devient ainsi une marchandise au même titre qu'une pinte de lait ou une automobile.

Le rapport qui unit le capitaliste au travailleur est en effet un rapport d'acheteur à vendeur. L'un a besoin d'acheter la force de travail pour faire marcher ses usines, les autres ont besoin de la vendre pour retirer un salaire qui leur permettra de vivre ou du moins de survivre. Mais la force de travail a une qualité particulière que n'a aucune marchandise: elle peut créer de la valeur. J'achète 500 dollars de patates, je ne pourrais jamais consommer que 500 dollars de patates et rien de plus! Le capitaliste prend les mêmes 500 dollars pour faire travailler un ouvrier pendant 10 heures sur ses machines et, au bout du compte, il se retrouve avec une production qui vaut plus que les 500 dollars dépensés pour payer la force de travail. C'est

précisément cette valeur supplémentaire qui l'intéresse. On appelle **plus-value** cette partie du **travail non-payée** de l'ouvrier appropriée par le capitaliste. C'est dans ce processus que réside la base du capitalisme, à savoir l'exploitation du travail salarié par le capital.

C'est ce rapport qui définit ce qu'est le travail productif au sens strict du terme sous le régime capitaliste. Il est nécessaire de nous y arrêter quelque peu, car plusieurs des subterfuges par lesquels les opportunistes tentent de cacher la croissance du prolétariat s'appuient à la fois sur des conceptions erronées de ce qu'est le travail productif et de son rapport avec le prolétariat.

Voici comment Marx définissait le travail productif dans son oeuvre maîtresse, **Le Capital**:

> *"Le travail productif au sens de la production capitaliste, c'est le travail salarié qui, en échange de la partie variable du capital (de la partie déboursée en salaire), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre force de travail), mais produit en outre de la plus-value pour le capitaliste." (13)*

Et plus loin Marx précise:

> *"Un de ses plus grands mérites scientifiques (A. Smith, n.d.l.r.) est d'avoir défini le travail productif comme travail qui* **s'échange directement contre le capital**, *échange par lequel les conditions de production du travail et la valeur en général, argent ou marchandise, doivent d'abord se convertir en capital (et le travail, en travail salarié dans l'acceptation scientifique du terme (...)*
>
> *Par là est établi aussi de façon absolue ce qu'est le* **travail improductif**. *C'est du travail qui ne s'échange pas contre du capital mais* **immédiatement** *contre du revenu, donc du salaire ou du profit (...)*
>
> *Ces définitions n'ont donc pas pour origine la détermination matérielle du travail (ni la nature de son produit ni la détermination du travail comme travail concret) mais une forme sociale déterminée, les rapports sociaux de production dans lesquels, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste, à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui se rend au domicile d'un capitaliste pour lui raccommoder ses chaussons, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif. Le travail du premier s'échange contre du capital, le travail du second contre du revenu. Le premier crée une plus-value; dans le cas du second, c'est un revenu qui est consommé." (14)*

Cette longue citation de Marx nous permet de réfuter l'image simpliste véhiculée par la bourgeoisie selon laquelle la classe ouvrière se réduirait aux seuls travailleurs d'usine, excluant tous ceux qui enrichissent le capital dans ce que la bourgeoisie appelle le secteur tertiaire: pour parler clairement, un électricien qui travaille pour le compte de Bell Canada, un garçon de table qui travaille pour la chaîne d'hôtels Hilton, le coiffeur qui travaille pour un capitaliste, sont tous dans un rapport au capital identique à celui de l'ouvrier de Ford à Oshawa ou celui de Davie Shipbuilding de Lauzon.

Il faut noter ici que sont également productifs les ouvriers du transport, au sens le plus général du terme, c'est-à-dire ceux qui ont pour fonction de rendre disponibles aux acheteurs les marchandises produites. Un produit quelconque, une valeur d'usage (automobile, table, etc.) ne devient en effet une valeur d'échange, et donc une marchandise que dans la mesure où il est accessible à l'acheteur. Le processus de production de marchandises se termine donc en fait sur le **marché** et inclue les travailleurs du transport.

Ceci dit, il nous reste un problème important à résoudre: peut-on associer directement le travailleur productif au prolétaire? L'un et l'autre sont-ils une seule et même réalité? Plusieurs soi-disant marxistes, parmi lesquels le PCF, affirment que oui, et cette affirmation, comme nous le verrons, constitue même la base de toute leur argumentation servant à la fois à démontrer que le prolétariat serait en décroissance au fur et à mesure des nouveaux développements du capitalisme et à inclure à l'intérieur du prolétariat des couches petites-bourgeoises comme celles que constituent certains professionnels et ingénieurs.

Un examen sérieux de la réalité montre la fausseté d'un tel point de vue. Considérer le travail productif comme seul critère d'appartenance au prolétariat conduirait à affirmer qu'un comédien, parce qu'il produit du capital pour un producteur de cinéma, deviendrait un prolétaire, affirmer donc que John Wayne doit être rangé au rang des simples prolétaires, ou que le prolétariat doit se rabaisser au rang de John Wayne!

Plus sérieusement, Marx écrivait dans **Le Capital**:

> *"... les nombreuses forces de travail, qui coopèrent et tournent la machine productive totale, participent de la manière la plus diverse au procès immédiat de création des marchandises ou, mieux, des produits: les uns travaillent intellectuellement, les autres manuellement, les uns comme directeur, ingénieur, technicien ou comme surveillant, les autres enfin comme ouvrier manuel voire simple auxiliaire. Un nombre croissant de fonctions de la force de travail prennent le caractère immédiat de la force de travail productif, ceux qui les exécutent étant des ouvriers productifs directement exploités par le capital et soumis à son procès de production et de valorisation." (15)*

Plus loin, Marx ajoute même:

> *"Le capitaliste remplit une fonction productive qui consiste à diriger et à exploiter le travail productif." (16)*

Il est donc certain que pour Marx, travail productif et prolétariat sont deux réalités étroitement reliées mais qu'on ne doit absolument pas rendre équivalentes mécaniquement l'une à l'autre; à moins que Marx n'ait considéré que le prolétariat et la bourgeoisie ne forment qu'une seule et même classe!

C'est d'ailleurs de ce point de vue qu'on peut comprendre et expliquer les développements considérables du capital au cours du XXe siècle dans toute la série d'activités qui n'ont pas pour fonction de produire **la plus-value** mais de la réaliser, c'est-à-dire d'assurer sa transformation en profit, et plus généralement de tous ces secteurs liés à la **circulation** des marchandises plutôt qu'à leur **production**. C'est en pratique poser le problème de la grande majorité des employés du commerce, des banques, des travailleurs de bureau, etc. qui ont justement comme caractéristique de ne pas accomplir un travail productif. Voici comment Marx abordait la question dans **Le Capital**, à partir de l'exemple du capital commercial et des travailleurs commerciaux:

> *"Cependant entre lui (travailleurs commercial, n.d.l.r.) et les ouvriers directement employés par le capital industriel, il doit exister la même différence qu'entre ce dernier et le capital marchand, partant entre le capitaliste industriel et le commerçant. Comme le commerçant en tant que simple agent de circulation ne produit ni valeur ni plus-value, il est impossible que les travailleurs du commerce qu'il emploie dans les mêmes fonctions lui produisent de façon immédiate de la plus-value." (17)*

C'est à partir de telles citations de Marx que toute une série de faux marxistes, et notamment le PCF et toute une ribam-

belle de "marxistes" universitaires comme Nicos Poulantzas en France et Anne Légaré au Canada, fondent leur affirmation selon laquelle ces travailleurs ne sont pas des prolétaires. Examinons de plus près leur argumentation.

C'est dans le traité intitulé **Le capitalisme monopoliste d'Etat** que l'on retrouve la position la plus élaborée du PCF sur le sujet. On y trouve l'illustration suivante: "... l'appartenance à la classe ouvrière résulte pour l'essentiel de trois faits: ne posséder aucun moyen de production; produire des marchandises; ne pas participer à la collecte de la plus-value. Il s'agit là, certes, d'indications qui ne sauraient s'étendre ni s'appliquer de façon mécanique. Elles ne permettent pas toujours de cataloguer chaque travailleur de manière irréfutable mais elles soulignent **le critère déterminant de l'appartenance à la classe ouvrière: la création de plus-value dans la sphère de la production matérielle."** (18)

L'affirmation est nette, le ton est sûr, d'autant plus qu'on le répète à plusieurs reprises dans le même chapitre, sauf que l'argumentation est... absente!

Tout ce glorieux assemblage de docteur en ceci et de maître en cela à l'origine de ce livre qui constitue le fondement théorique de la nouvelle stratégie du PCF, tous ces révolutionnaires du diplôme qui, tout au cours du livre ont toujours la citation qu'il faut pour utiliser Marx contre Marx et Lénine contre Lénine, bref toute cette montagne de "connaissances" accouche d'une souris: vous avez beau chercher, vous ne trouverez aucune référence à Marx ou Lénine pour justifier théoriquement l'affirmation selon laquelle seuls les travailleurs productifs peuvent être considérés comme prolétaires.

Bien au contraire, tout le chapitre en question détourne la question sur la démonstration du caractère productif ou improductif de telle ou telle fonction, ce que personne ne remet en question, le problème étant de savoir si le travail productif est une caractéristique nécessaire du prolétariat.

Pire encore les "penseurs" du PCF vont même jusqu'à préciser que seuls sont prolétaires "les travailleurs productifs dans la **sphère de la production matérielle**", contredisant ainsi le concept même de travail productif qui n'implique absolument pas le critère de production **matérielle** ou non.

Nous nous sommes alors tournés vers Nicos Poulantzas, cette "opposition officielle" au révisionnisme du PCF pour y chercher une argumentation plus serrée. Avec l'humilité traditionnelle de ces gens-là, Poulantzas, après avoir décelé une "ambiguïté" dans les travaux de Marx sur le travail productif élabore pendant plusieurs pages sur la distinction à faire entre travail productif et travail improductif mais, encore là, pose a priori que le travail productif est une caractéristique essentielle de la classe ouvrière:

> *"On verra dans un instant que cette détermination du travail productif (capitaliste) n'est pas la seule chez Marx, ce qui pose des questions importantes: disons simplement pour le moment, qu'elle suffit à Marx pour tracer déjà la frontière essentielle de la classe ouvrière. Ainsi, par exemple, n'est pas travail productif celui qui dépend de la sphère de circulation du capital ou qui contribue à la réalisation de la plus-value: les salariés du commerce, de la publicité, marketing, de la comptabilité, de la banque, des assurances, etc., ne produisent pas de la plus-value et ne font pas partie de la classe ouvrière (travail productif)." (19)*

Quant à la supposée ambiguïté de Marx sur le concept de travail productif, il s'agit essentiellement de la distinction qu'il faut établir entre le travail productif pour l'ensemble du capital et le travail perçu comme productif par tel ou tel capitaliste individuel, seul le premier étant productif au sens strict.

Revenons donc à Marx pour résoudre définitivement le problème qui se pose à nous. Nous prendrons comme exemple de l'ensemble des travailleurs salariés improductifs, le cas des travailleurs commerciaux que Marx a particulièrement étudié. Cet exemple est tout à fait représentatif des autres secteurs du capital, comme le secteur du capital financier et bancaire et de l'administration, dans la mesure où ces autres secteurs accomplissent une fonction économique identique par rapport à la production du capital, c'est-à-dire celle d'en assurer la circulation et la rotation la plus rapide et la plus efficace de sorte qu'il en reste une plus grande quantité sous forme de capital à accumuler. Historiquement, les conditions de ces travailleurs ont toujours été fort identiques pour cette même raison.

En conclusion au chapitre sur le capital commercial, Marx définit ainsi la fonction du capital commercial, premier élément clé qui nous permettra de trouver la juste réponse:

> *"Le capital marchand ne crée donc ni valeur ni plus-value, du moins pas directement. Dans la mesure où il contribue à abréger la période de circulation, il peut aider indirectement à augmenter la plus-value produite par le capitaliste industriel. Dans la mesure où il contribue à étendre le marché et engendre la division du travail entre capitalistes (ce qui donne au capital la possibilité de travailler à plus grande échelle), sa fonction favorise la productivité du capital industriel et son accumulation. Dans la mesure où il abrège la période de circulation, il augmente le rapport de la plus-value au capital avancé, donc le taux de profit. Enfin, dans la mesure où il inclut comme capital-argent dans la sphère de circulation une moindre fraction de capital, il augmente celle qui est directement utilisée à la production." (20)*

On voit ici assez clairement le rôle majeur rempli par le capital commercial à l'égard de l'ensemble du capital, tant et si bien qu'il nous est possible d'affirmer avec Marx, que le travail accompli dans cette sphère d'activité, s'il n'est pas productif au sens strict, n'en est pas moins indirectement productif. Bref, cette fraction, dans le cadre du régime capitaliste, n'est pas parasitaire de l'ensemble de la société mais en constitue un rouage essentiel.

Ce fait a comme conséquence directe que l'ensemble du capital, par l'intermédiaire de sa fraction commerciale, introduit dans ce secteur toutes les lois de son fonctionnement. La grande production moderne exige un procès de circulation des marchandises à sa mesure. Des milliers de petits commerçants et vendeurs indépendants ne pouvaient répondre à ces exigences de la réalisation du capital industriel en profit. Il était donc inévitable que se développe un capital commercial de plus en plus concentré, de plus en plus important; si le capital repose sur l'utilisation et l'**exploitation** du travail salarié il devenait donc tout aussi nécessaire que se développe à côté du prolétariat industriel une masse de travailleurs exploités, qu'Engels appelle déjà un **prolétariat commercial**, comme il l'écrit dans une note explicative dans le chapitre consacré au profit commercial.

Ce secteur du prolétariat est, en effet, exploité au même titre que le prolétariat industriel:

> *"Le travailleur commercial ne produit pas directement de la plus-value, mais le prix de son travail est déterminé par la valeur de sa force de travail, donc par ce qu'il en coûte de la produire. Cependant, l'exercice de cette force de travail comme effort, dépense d'énergie et usure, tout comme pour n'importe quel autre salarié, n'est nullement limité par la valeur de la force de travail.* **Son salaire n'est donc pas nécessairement en rapport avec la masse de profit qu'il aide le capitaliste à réaliser.** (Souligné par nous). *Ce qu'il coûte et ce qu'il rapporte au capitaliste sont des grandeurs différentes. Il lui*

rapporte non pas parce qu'il crée directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, en accomplissant du travail en partie non payé." (21)

Le travailleur commercial est donc **dans un rapport au capital identique pour l'essentiel** à celui du travailleur de l'industrie. Ce rapport, c'est un rapport social d'exploité à exploiteur basé sur le fait qu'il fournit au capitaliste commercial qui l'engage une quantité de travail pour laquelle il n'est pas payé et que le capitaliste peut accumuler. Il n'est pas inutile de mentionner que ce sur-travail, même s'il ne prend pas la forme fondamentale propre au capitalisme, à savoir la plus-value, n'en demeure pas moins une forme spécifique au capitalisme et ce à double titre: d'une part, **parce qu'il repose sur le travail salarié**, forme d'obtention de revenu introduite dans l'histoire par le mode de production capitaliste, d'autre part, parce que c'est une forme d'exploitation **rendue nécessaire par l'extension et l'accentuation de l'extorsion de plus-value**, comme nous l'avons vu plus haut. Il ne pouvait donc en résulter, au fur et à mesure du développement de ce processus, qu'une similitude croissante dans les conditions de vie et de travail de ces deux ensembles de travailleurs. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant, mais il convient de souligner immédiatement ce qu'en dit Marx dès le milieu du XIXe siècle, c'est-à-dire à une époque où le secteur commercial demeure encore largement organisé sous sa forme marchande simple, pré-capitaliste:

> *"Le travailleur commercial à proprement parler appartient à la catégorie de salariés les mieux payés, de ceux dont le travail qualifié se trouve au-dessus du travail moyen. Néanmoins, avec le mode de production capitaliste, son salaire a tendance à baisser même par rapport au travail moyen. Cela est dû d'abord à la division du travail à l'intérieur; (...) Ensuite son salaire tend à baisser du fait que la fonction professionnelle, les connaissances commerciales et linguistiques, etc., en même temps que progressent la science et l'instruction publique, se répandent de façon plus rapide (...) La généralisation de l'enseignement primaire permet de recruter les travailleurs de commerce dans les classes qui jusque-là en avaient été exclues, qui étaient habituées à un mode de vie plus médiocre. De plus, elle augmente l'affluence et par conséquent la concurrence, dévaluant à quelques exceptions près et à mesure que la production capitaliste se développe, la force de travail de ces employés de commerce, leur salaire baisse, alors que leur capacité de travail augmente." (22)*

et Engels ajoute:

> *"Ces prévisions sur le sort du prolétariat commercial écrites en 1865 se sont depuis vérifiées. Des centaines de commis allemands peuvent en témoigner: au courant de toutes les opérations commerciales, sachant trois à quatre langues, ils cherchent vainement à offrir leurs services à la Cité de Londres pour 25 shillings par semaine, ce qui est bien en-dessous du salaire d'un mécanicien qualifié." (23)*

Ne peut-on pas être encore plus catégorique cent ans plus tard, d'autant plus que le capital commercial s'est trouvé, dans les IBM, caisses enregistreuses, dactylo, etc., une quincaillerie merveilleuse, véritable "machine à vapeur" du travail commercial qui a tôt fait de réduire le prolétaire du commerce à un sort semblable en tout point au prolétaire de l'industrie, jusque dans ses conditions de travail. C'est ce que nous verrons dans le prochain chapitre.

Nous avons donc vu jusqu'à maintenant comment la classe ouvrière est, quasi complètement, dépourvue de tous moyens de production, ce qui la force à se vendre à ceux qui en possèdent le quasi-monopole; dans ce processus, apparaît son exploitation sous la forme de plus-value **mais aussi de façon plus générale sous la forme d'un sur-travail que s'approprie et qu'accumule le capitaliste**.

Mais le tableau n'est pas encore complet, il en manque même un aspect essentiel pour comprendre le caractère foncièrement révolutionnaire du prolétariat, son absence complète d'attache au maintien du capitalisme. Contrairement à toutes les autres classes de la société le prolétariat n'a pas de contrôle sur l'organisation de la production et plus généralement sur l'organisation sociale de l'exploitation. En vendant sa force de travail au capital, le prolétaire en accepte les conditions et renonce, à l'intérieur de ce régime, à avoir un mot à dire sur les buts de la production, la façon de produire, etc. Cette caractéristique propre au prolétariat ne fait que s'accentuer avec l'extension continuelle du machinisme et de la division du travail, phénomène qu'expliquait déjà Marx dans le **Manifeste du Parti communiste**.

> *"Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail du prolétaire tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait pour l'ouvrier. Il devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance." (24)*

Marx et Engels ont mis ici le doigt sur un des traits fondamentaux du capitalisme qui est précisément d'avoir réduit l'artisan du XVIIIe siècle (forgeron, cordonnier...) à la condition d'esclave de la machine qu'est le travailleur de la manufacture et de la grande industrie, d'avoir réduit l'employé de bureau du XIXe siècle à l'esclave de la machine IBM qu'est le prolétaire des grandes administrations capitalistes modernes. Or, la reconnaissance de ce fait est une condition essentielle à une nette démarcation avec les révisionnistes. Tous les révisionnistes, sans exception, qu'ils incluent ou non l'ensemble des travailleurs salariés dans le prolétariat, ont comme caractéristique commune de faire disparaître sur ce plan la distinction entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, entre le travailleur réduit à n'être qu'un appendice de la machine et le cadre, le chercheur, l'intellectuel, etc.

Or, le refus de reconnaître ce fait est d'autant plus grave qu'il constitue une caractéristique du développement même du capitalisme: plus le capital se développe, plus il opère une stricte division du travail et une parcellarisation du travail, processus dont le trait essentiel est la **séparation toujours plus nette entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent**, entre la minorité qui possède et ses valets et gérants de toutes sortes et la masse de ceux à qui on ne demande que d'**exécuter**. Comme tout autre phénomène, il n'est pas toujours aisé de comprendre où commence l'exécution et où finit la direction et le contrôle du travail; certaines fonctions autrefois accomplies par des travailleurs autonomes, voire mieux des professionnels (infirmières, comptables), sont littéralement brisées sans qu'on puisse en avoir une conscience nette dès le point de départ; mais le processus ne se poursuit pas moins, il produit des effets de plus en plus perceptibles en termes de lutte, d'organisation, etc. L'exemple des infirmières, dont le travail est de plus en plus disqualifié, compartimenté, et qui en même temps sont de plus en plus amenées à s'organiser dans les mêmes syndicats que les prolétaires plutôt qu'en corporation professionnelle, est à cet égard assez typique.

Mais, après un certain temps, le résultat est toujours le même: d'une part, on retrouve la minorité de petits-bourgeois qui a conservé l'autonomie dans son travail et même le con-

trôle sur le travail des prolétaires, d'autre part, la majorité qui a perdu tous les privilèges qu'elle détenait antérieurement et qui ressent désormais avec tous les autres prolétaires ce sentiment de n'être qu'un soldat dans la vaste armée au service du capital.

Alors, pour le prolétariat, l'appel de Marx, "Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner!" (25), résonne comme un cri de libération; dans les oreilles des premiers, la petite bourgeoisie, cela sonne comme l'annonce d'une réalité qu'il faudra bien accepter malgré tout, parce qu'on n'a guère le choix, jusqu'au moment où la dure loi du capital les frappera à leur tour.

Contrairement à ce qu'affirmaient les diverses falsifications révisionnistes, font donc partie du prolétariat tous ceux qui réunissent l'ensemble des caractéristiques suivantes:

1- être séparé de toute propriété des moyens de production;
2- n'avoir, en conséquence, d'autre choix pour vivre que celui de vendre sa force de travail en échange d'un salaire;
3- être exploité par le capital, ce qui désigne ceux dont une partie du travail est appropriée par le capital, soit au cours de la production de la plus-value, soit au cours des activités nécessaires à sa réalisation en profit;
4- ne pas participer à l'organisation sociale de l'exploitation et n'avoir qu'un rôle d'exécution.

Ainsi donc, les critères fondamentaux qui définissent le prolétariat, non seulement correspondent-ils à la définition que donnait Lénine des classes sociales, mais aussi, à la réalité du développement du capitalisme lui-même qui, en créant le capital et la bourgeoisie, a aussi créé son fossoyeur de demain: le prolétariat.

On peut voir tout le ridicule des théories qui prétendent que le prolétariat se définit par le caractère manuel ou non de son travail, ou, comme le prétendent les révisionnistes, sur la seule base de la production de la plus-value et d'un travail directement productif. Le rapport du prolétaire avec le capital, n'est pas d'abord un rapport avec les instruments de travail ou la matière première qu'il transforme, ce n'est pas un rapport avec des choses, **mais avant tout un rapport social, entre des hommes, entre exploiteurs et exploités**. C'est pourquoi aussi, il n'est pas suffisant de n'utiliser qu'un seul ou seulement certains de ces critères pour définir les rapports de classes qui unissent le travail au capital, on n'arriverait par là qu'à une appréciation subjective et incomplète de la réalité.

Définir le rapport entre le travail et le capital comme un rapport social d'exploités à exploiteurs, c'est en même temps comprendre pourquoi, seul le prolétariat a véritablement intérêt à renverser le système d'exploitation capitaliste, système qui ne représente pour lui que les chaînes de l'exploitation.

Ce qui caractérise la société actuelle, c'est la prolétarisation et non la déprolétarisation

Nous avons fait apparaître jusqu'à maintenant un certain nombre de déformations révisionnistes des concepts fondamentaux du marxisme-léninisme. Mais là où ces déformations apparaissent le plus crûment, là où les révisionnistes montrent leur échec le plus flagrant, c'est dans l'examen de la réalité du capitalisme actuel. C'est cet aspect de la question que nous allons maintenant aborder.

Voici ce que disent en résumé nos révisionnistes: le développement le plus significatif des cinquante dernières années dans les pays capitalistes, c'est la croissance extrêmement rapide du secteur tertiaire, c'est-à-dire de tous les travailleurs non-manuels, professionnels, professeurs, employés de bureaux, etc.

Cette affirmation fait la quasi-unanimité des porte-parole de la bourgeoisie; c'est le jugement qui est répété avec le plus de régularité et d'assurance par les sociologues bourgeois, d'autant qu'il est soi-disant confirmé par toutes les statistiques publiées et triturées par les divers gouvernments au service du capital. Comme pour la bourgeoisie le prolétaire c'est l'ouvrier de la manufacture, son affirmation de départ en amène rapidement une autre: "ce qui caractérise la société actuelle, c'est la disparition progressive de la classe ouvrière, la déprolétarisation de la société".

Tel est également, en d'autres termes évidemment, le point de vue de la plupart des révisionnistes modernes, et notamment celui du Parti communiste français qui joue à cet égard un rôle de chef de file dans la propagation et la défense de cette idée de la déprolétarisation.

> *"En 1954, la classe ouvrière représentait un peu plus de 40% de la population active. Elle en représentait près de 43% huit ans plus tard, en 1962; et en 1968, les effectifs de la classe ouvrière ont pu être estimés à près de 9 millions de personnes, soit 44.5% de la population active. Le VIe Plan prévoit une nouvelle extension des effectifs ouvriers, axée sur le développement de la grande industrie capitaliste.* **Mais cette croissance ne sera peut-être pas indéfinie**. *A un certain stade de développement des forces productives du capitalisme monopoliste d'Etat, elle peut entrer en contradiction avec la suraccumulation du capital qui caractérise toutes les économies capitalistes avancées; l'accroissement de la productivité du travail qui en résulte peut tendre à terme — avec le développement de l'automation — à réduire les besoins du secteur productif en travailleurs supplémentaires et à en modifier la qualification." (26)*

Le PCF est clair, du moins autant que peuvent l'être des opportunistes: le capitalisme parvenu à son stade ultime se caractériserait par un ralentissement de la croissance de la classe ouvrière; les docteurs en sociologie du PCF vont même jusqu'à utiliser les clichés les plus éculés de la bourgeoisie sur le fait que le développement de la technologie et, en particulier, de l'automation, réduirait à l'avenir les besoins du capital en prolétaires. Il vaut d'ailleurs la peine de souligner comment ces opportunistes essaient de faire passer leur salade, par l'utilisation des expressions les plus floues et les moins scientifiques, du genre "l'accroissement de la productivité du travail qui en résulte **peut tendre à terme** à réduire..."

Pour le PCF, ce qui caractérise la société capitaliste actuelle, ce n'est donc pas la prolétarisation toujours croissante, mais au contraire le développement de ce qu'il appelle les **"couches intermédiaires salariées"**.

A la hausse timide du nombre de prolétaires et à sa baisse prévisible au cours des prochaines années, correspondent pour le PCF ce qu'il appelle "l'augmentation spectaculaire des travailleurs salariés non-ouvriers" (27) au cours des 30 dernières années, et, plus encore, celle des "intellectuels salariés":

> *"Bien que freinées dans les conditions du système capitaliste, les prémices de la révolution scientifique et technique provoquent néanmoins une expansion très importante de couches nouvelles de salariés, en particulier des* **ingénieurs, techniciens** *et* **cadres**, *des* **enseignants** *et des* **chercheurs** *(...) Ce développement rapide est la conséquence des débuts de la révolution scientifique*

et technique et des changements intervenus dans le mode de production capitaliste qui transforment profondément un grand nombre d'activités productives et suscitent l'apparition de nouveaux types d'intellectuels." (28)

Ce n'est que plus loin, et avec beaucoup moins d'emphase, qu'on signale les couches d'employés de bureaux et de commerce, les petits fonctionnaires. En fait, toujours pour le PCF, il y aurait d'une part l'époque du capitalisme concurrentiel caractérisée par la croissance de la classe ouvrière, "par la division de la société en deux vastes camps, le prolétariat et la bourgeoisie" comme l'affirmaient Marx et Engels, et, d'autre part, une phase supérieure du capitalisme, le "capitalisme monopoliste d'Etat" dont les traits distinctifs seraient au contraire la réduction progressive du prolétariat et la croissance extraordinaire de "couches intermédiaires salariées", au premier rang desquelles il faudrait placer les **intellectuels: cadres, ingénieurs, professeurs, chercheurs, techniciens**. Ce qui se matérialiserait dans le tableau suivant (29):

TABLEAU I
Structure sociale de la population française active (Sur 100 personnes actives)

	1954	1962	1968
Classe ouvrière	40.3	43.0	44.5
Couches intermédiaires salariées	20.4	25.6	30.5
Couches moyennes non-salariées	34.3	26.9	21.0
(dont paysans travailleurs)	20.3	15.9	12.3
Dirigeants d'entreprises capitalistes et auxiliaires de la bourgeoisie	5.0	4.5	4.0
Total	100.0	100.0	100.0

En fait, l'opération est relativement claire. Ce que la bourgeoisie appelle le secteur tertiaire correspond exactement à ce que le PCF appelle les couches intermédiaires salariées, et cette identité de concepts n'est pas le fruit du hasard; elle correspond à un double objectif commun: d'abord, cacher l'importance et la croissance du rôle du prolétariat et, en même temps, faire disparaître toute distinction de classe entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, jusques et y compris ces représentants du capital que sont les cadres des entreprises privées et gouvernementales.

Mais le PCF n'est pas le seul à transposer le point de vue et l'analyse de la bourgeoisie dans un langage marxiste ou pseudo-marxiste. Plus exactement, il existe aussi un courant, fort influent auprès des intellectuels petits-bourgeois des pays impérialistes, qui s'est arrogé le titre de "critique du révisionnisme". L'un de ses théoriciens les plus réputés est Nicos Poulantzas, un universitaire parisien. L'importance de ce courant réside dans le fait même de sa prétention à critiquer correctement les conceptions révisionnistes, au point où, dans plusieurs de ces pays, y compris au Canada, il a exercé une influence non négligeable auprès de la jeunesse étudiante qui tentait de se rapprocher du marxisme-léninisme, réussissant dans plusieurs cas à la détourner de la voie révolutionnaire. Anne Légaré a publié récemment un ouvrage qui reprend au Canada les mêmes thèses fondamentales.

Sur la question de l'analyse de classes, Nicos Poulantzas joue à la perfection son rôle de "critique officiel" du révisionnisme en rejetant la forme de cette conception antimarxiste, tout en conservant le contenu. Selon cet illustre membre des "nouvelles couches intellectuelles salariées", l'erreur du PCF ne serait pas tant de fondre en une seule et même catégorie les cadres d'entreprises et leurs salariés, la police du capital et ses esclaves; l'erreur consisterait simplement à ne pas affirmer que l'un et l'autre font partie **d'une classe** qui serait ce qu'il appelle **la nouvelle petite bourgeoisie.**

Voyons voir comment notre homme s'y prend. D'abord, lui aussi s'acharne à reprendre les ragots de la bourgeoisie:

"L'opération idéologique de ces conceptions (celles qui établissent des différences de classe au sein des nouvelles couches salariées, n.d.l.r.) est nette et recoupe, finalement, celle du courant de la classe moyenne-troisième force, bien que ces conceptions se présentent explicitement comme critique de ce dernier.

En effet, en niant la spécificité de classe de ces ensembles salariés, et en les **diluant dans la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire en s'accrochant à l'image "dualiste" de la société que l'on a si souvent, à tort, accolée au marxisme**, *on aboutit précisément à une dissolution des concepts de bourgeoisie et de classe ouvrière, et à une négation de la lutte des classes." (30)*

Ainsi donc, appliquer rigoureusement les critères scientifiques de l'analyse marxiste des classes à cet ensemble de salariés, ce serait les "diluer", pire encore, s'accrocher à une "image **dualiste**" de la société! Tandis que les confondre dans un magma social comprenant aussi bien le petit cultivateur, le professeur d'université, le directeur du personnel que l'employé de soutien d'hôpital ou la sténo-dactylo, ce serait rendre compte de la lutte de classes!

Mais notre marxiste des salles de cours universitaires ne peut se dérober à la tâche d'au moins établir ce qu'il peut bien y avoir de commun à ces différentes couches sociales:

"Ceci concerne déjà les rapports économiques de cette détermination de classe, rapports économiques qui, comme c'est le cas pour toute classe sociale, ont ici le rôle principal. En effet, de ce point de vue, le point commun à la petite bourgeoisie traditionnelle (petite production et propriété) et à la nouvelle petite bourgeoisie (travailleurs salariés non-productifs), c'est qu'elles n'appartiennent **ni** *à la bourgeoisie, ni à la classe ouvrière à savoir un critère commun apparamment tout* **négatif.** *Certes ce commun critère négatif ne saurait être transformé (...) en un critère positif au sens strict (...)*

Mais, d'un autre côté, si l'on se place précisément du point de vue de la polarisation, on verra que ce critère négatif n'a pas non plus un simple rôle d'exclusion: il produit des "similitudes" économiques qui auraient une communauté d'effets politiques et idéologiques". (31)

Mais qu'y a-t-il donc derrière tout ce fatras, ce déluge de mots? Rien d'autre qu'un immense sophisme: si les nouvelles couches salariées ne peuvent être distinguées entre prolétariat et bourgeoisie (ou petite bourgeoisie), c'est qu'elles n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre! Merci "camarade" de faire ainsi avancer la question! Pire encore, Nicos Poulantzas est conscient de la polarisation des classes qui s'effectue sous le capitalisme mais il utilise justement cette notion à l'envers, soit

pour amalgamer tout-un-chacun dans sa "nouvelle petite bourgeoisie" et nier les différences de classes.

Mais toute cette supposée défense du marxisme contre les erreurs du PCF amène Poulantzas à la même conclusion pratique que celle du PCF:

"On a beau répéter de façon incantatoire le dogme de l'alliance "privilégiée" ouvriers-paysans, les faits sont là, il s'agit de secteurs qui sont destinés à augmenter considérablement dans tous les pays capitalistes développés, et à avoir un rôle très important dans la reproduction des rapports sociaux, donc aussi dans leur révolutionnarisation..." (32)

Même s'il ne s'agit pas de la question centrale, on ne peut quand même pas passer sous silence l'affirmation contenue dans la dernière phrase, selon laquelle ceux qui s'occupent de fonctions importantes dans la reproduction des rapports sociaux (professeurs, cadres, intellectuels de toutes sortes) sont appelés, **de ce fait**, à jouer un rôle aussi important dans leur révolutionnarisation, c'est-à-dire leur transformation en rapports sociaux socialistes. Cela signifie, en clair, que les cadres des entreprises capitalistes d'aujourd'hui vont jouer un rôle important dans la construction du socialisme, que les universités, les centres de recherche de l'Etat socialiste vont rester sous le contrôle des Léon Dion, Donald Creighton et autres penseurs de la bourgeoisie! Encore une fois, qu'est-ce que ce socialisme-là?

Mais ce qui doit nous intéresser le plus ici, c'est l'affirmation de départ qui sert de justification aux positions politiques de Poulantzas: **les couches de la nouvelle petite bourgeoisie sont destinées à augmenter** avec le capitalisme monopoliste. Il faut donc absolument en tenir compte. Voilà pourquoi il était si important de fondre dans un même ensemble social les balayeurs de plancher et les cadres d'entreprise, voilà la raison véritable de la supposée rigueur théorique de Poulantzas dans les critères de différenciation de classe du prolétariat!

Dans son essence, l'argumentation et l'analyse de Poulantzas et celles du PCF sont donc identiques: 1) la classe ouvrière, ce sont les travailleurs productifs seulement et, pire encore, les travailleurs productifs dans les secteurs des biens matériels seulement; 2) ce n'est plus cette classe qui se développe le plus rapidement mais une autre classe que Poulantzas appelle "la nouvelle petite bourgeoisie" et le PCF, "les couches intermédiaires salariées"; 3) ces changements fondamentaux survenus dans la structure de classes des pays capitalistes justifieraient que les communistes revoient leur stratégie en conséquence, c'est-à-dire qu'ils acceptent le rôle révolutionnaire qui serait désormais dévolu aux intellectuels, aux ingénieurs et aux cadres.

Et voilà qu'en trois points, le "marxiste" Poulantzas et les "marxistes" du PCF travestissent le marxisme d'un bout à l'autre, déforment éhontément la réalité du capitalisme et justifient leur ligne de collaboration de classes avec la bourgeoisie comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant.

Qui sont ces nouvelles couches salariées?

Personne ne peut nier le développement considérable de cette couche de travailleurs salariés exerçant leur activité en dehors de la sphère directement productive du capital et, plus particulièrement, hors du secteur industriel. Toutes les études dans tous les principaux pays capitalistes avancés sont unanimes sur ce point.

La situation du Canada, à cet égard, est assez semblable à celle de tous les autres pays impérialistes. Le tableau suivant, tiré des statistiques officielles du gouvernement, en rend compte:

TABLEAU II:
Distribution en %
de la main-d'oeuvre
(15 ans et plus, par occupation)

Occupations	1901	1921	1941	1961
Cols blancs	15.3	25.3	25.3	37.9
Cols bleus	27.8	25.8	27.1	26.6
Primaires	44.3	36.2	30.5	12.8
Transport Communication	4.4	5.5	6.4	7.7
Services	8.2	7.0	10.5	12.4
Non-spécifié		0.2	0.2	2.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: 1961, *Recensement du Canada*, Bulletin 3.1-1

Le tableau montre avec clarté jusqu'à quel point le secteur des cols blancs (qui comprend ici les employés de commerce, des finances, de bureau, les professionnels et les gérants d'entreprise) a effectivement connu une croissance spectaculaire au cours des soixante premières années du XXe siècle, tandis que le secteur des travailleurs manuels et des services augmentait, mais de façon peu sensible et enfin, que le secteur primaire (mines et agriculture) chutait de façon radicale.

Mais s'en tenir à ce niveau de la réalité, c'est évidemment s'en tenir au niveau le plus superficiel, celui qui permet toutes les interprétations les plus fallacieuses. Il nous faut donc creuser un peu plus et examiner d'abord quels groupes se retrouvent au sein des cols blancs, et ensuite, vérifier s'ils se développent tous de façon égale. Le tableau suivant fournit déjà un éclairage nouveau:

TABLEAU III:
Répartition de la main-d'oeuvre
à l'intérieur de la catégorie
des cols blancs
(1901 à 1961)

Année	1901	1921	1941	1961
Propriétaires et gérants	4.3	7.3	5.4	7.8
Professionnels	4.6	5.4	6.7	9.8
Bureaux	3.2	6.9	7.2	12.7
Commerce et Finances	3.1	5.7	6.0	7.6
Cols blancs (Total)	15.3	25.3	25.3	37.9

Source: 1961, *Recensement du Canada*, Bulletin 3.1-1

Même les statistiques produites par la bourgeoisie nous font voir que la croissance du secteur des cols blancs, ou du secteur tertiaire, voile des phénomènes relativement distincts. Aussi, cette croissance remarquable du secteur des cols blancs, ce n'est pas tant celle des intellectuels salariés, chercheurs et autres professionnels, qui passent de 4.6% de la main-d'oeuvre à 9.8% en 60 ans, ni celle des cadres et propriétaires d'entreprises qui passent de 4.3% à 7.8%. Ce n'est donc pas celle dont le PCF et Poulantzas aiment tous nous parler. Non, c'est celle des secteurs inférieurs, dont le travail pour la plupart se limite à l'exécution et, surtout, celle des employés de bureau (clérical), qui grimpent littéralement de 3.2% à 12.7%, soit une augmentation d'environ 400%, et qui constituent plus du tiers des cols blancs. (Le lecteur doit noter ici que ce que la bourgeoisie qualifie de professionnels dans le tableau re-

présente en fait une catégorie comprenant autant des professionnels au sens strict, ayant un contrôle sur leur travail, que d'anciens professionnels dont le travail a été déqualifié au point de se réduire à de simples tâches d'exécution).

Que s'est-il donc produit dans ces secteurs? Il s'y est produit l'arrivée massive du capital et sa conséquence nécessaire: la prolétarisation du travail. Il peut arriver en effet qu'on s'imagine que ce qui existe aujourd'hui a toujours existé, qu'un employé de bureau aujourd'hui, c'est comme l'employé de bureau d'hier. Et c'est justement ce qui est faux. Si on regarde d'assez près l'évolution du travail de bureau depuis une centaine d'années, on constate que les fonctions d'employé de bureau de 1850 correspondent en bonne partie au travail effectué aujourd'hui par les seuls professionnels, salariés ou pas. Or, l'accroissement de ces couches est une manifestation des transformations majeures qu'elles ont connues, transformations qui ont entraîné une distinction toujours plus nette entre le travail d'exécution et le travail de direction.

Avant la prise en charge directe et massive de ces secteurs par le capital, même les plus grandes entreprises n'engageaient guère qu'une demi douzaine d'employés de bureau au maximum; et ces employés constituaient la plupart du temps les bras droits du patron. Celui-ci les consultait, prenait en considération leur avis sur la bonne marche de l'entreprise, quand ce n'était pas carrément des liens de famille qui les unissaient.

Au strict niveau des salaires, la différence avec le prolétaire était marquée: Harry Braveman, un politicologue américain, indique qu'au début du siècle, les employés de bureau américains recevaient en moyenne deux fois le salaire du prolétariat industriel.

En bref, la condition de l'employé de bureau de l'époque est une condition de petit-bourgeois. Mais avec le développement accéléré de la production de marchandises, l'accroissement fantastique de la productivité du travail dans l'industrie, les tâches liées à la circulation des marchandises connurent aussi une extension considérable, d'autant plus que la productivité y était beaucoup plus faible.

Donc, la première forme que prit le processus de prolétarisation des cols blancs, des travailleurs non-productifs, etc., ce fut la réunion d'un plus grand nombre de travailleurs sous la direction d'un capitaliste et la division des tâches multiples, autrefois accomplies par un professionnel, en de multiples tâches particulières accomplies chacune par une personne. Ainsi le comptable qui, auparavant, devait écrire ses lettres, classer ses dossiers, répondre aux clients, tout en faisant son travail de comptable, en est progressivement venu à ne plus remplir que ce rôle de comptable, en plus de la direction du nouveau personnel subalterne maintenant composé d'un ou de plusieurs employés pour chacune des fonctions décrites plus haut.

Dès 1917, d'ailleurs, un ouvrage paraît à New-York, Chicago et Londres, intitulé **Scientific Office Management** et sous-titré "a report on the results of applications of the Taylor system of scientific management to offices, supplemented with a discussion of how to obtain the most important of these results" (*). La publication de cet ouvrage et celle de plusieurs autres du genre marquent le début de l'application généralisée des méthodes industrielles d'organisation du travail au secteur du travail de bureau et de commerce.

Un an après la Première Guerre mondiale apparaissent aux Etats-Unis toutes sortes d'inventions qui devaient servir à contrôler rigoureusement le travail de chacun. On met par exemple en service des dactylographes avec compteur de frappes couplé à une horloge pour pouvoir mesurer et surveiller constamment la vitesse de travail des secrétaires!

Mais le principal reste encore à venir: l'introduction en masse du machinisme afin d'augmenter la productivité du travail. Au cours des années 20 et 30, mais plus encore, après la Deuxième Guerre mondiale, c'est à un rythme effarant qu'apparaissent les nouvelles technologies qui vont réduire l'employé de bureau en un simple appendice de la machine, comme l'est depuis longtemps son camarade de l'industrie: dactylographes électriques, machines à calculer, photocopieuses, dictaphones et surtout, ordinateurs.

L'usage de telles machines est aujourd'hui répandu au point où on estime qu'au Canada un employé de bureau sur trois est utilisé **à temps plein** pour faire fonctionner un appareil, ce qui exclut, par exemple, la secrétaire qui n'utiliserait sa dactylo que trois ou quatre heures par jour. Autre indice, le marché des photocopieuses qui ne représentait qu'une valeur de 224 millions de dollars en 1959, à l'échelle du monde, a atteint le plateau de 9 milliards de dollars (33).

Et quel est l'effet de cette mécanisation extrêmement poussée du travail dans les bureaux, commerces et administrations de toutes sortes? C'est une division encore plus poussée entre les fonctions de **direction, coordination et planification du travail**, et les fonctions **d'exécution** du travail. On a vu plus haut le cas du comptable. On peut aussi considérer l'exemple particulièrement significatif des ordinateurs. A côté de quelques chefs informaticiens et analystes de système, dont la fonction est de diriger des équipes de travaux s'occupant du développement de divers systèmes commerciaux, financiers et autres, de voir à leur implantation en liaison étroite avec les cadres de l'entreprise privée et du gouvernement, etc., on retrouve des programmeurs subalternes dont la fonction, quoiqu'en bonne partie intellectuelle, ne consiste qu'à alimenter l'ordinateur, et des centaines d'opérateurs de console, de perforateurs (key punch) qui remplissent uniquement un rôle d'exécution, rivés à la journée longue à la machine.

L'effet de la machine est donc double: **d'une part** comme on l'a vu, elle transforme en prolétaires un nombre croissant de travailleurs qui profitaient auparavant de conditions de travail et de vie petites-bourgeoises ou, ce qui revient au même, elle fait accomplir par le prolétariat des tâches autrefois réalisées par des petits-bourgeois; **d'autre part**, elle concentre entre les mains d'une minorité petite-bourgeoise et bourgeoise les fonctions de direction, de coordination et de planification du travail.

C'est ce processus de différenciation de classes que les révisionnistes s'évertuent à nous cacher, et que Poulantzas appelle la négation de la lutte des classes! Et ce phénomène est loin d'être limité au travail de bureau et de commerce; dans le domaine de la santé, de la recherche, de l'information, etc., on retrouve de façon toujours plus aiguë, quoique à des degrés divers, cette différenciation entre, par exemple, l'infirmière-chef, l'infirmière et l'aide infirmière, entre le chef de laboratoire et le technicien médical, etc.

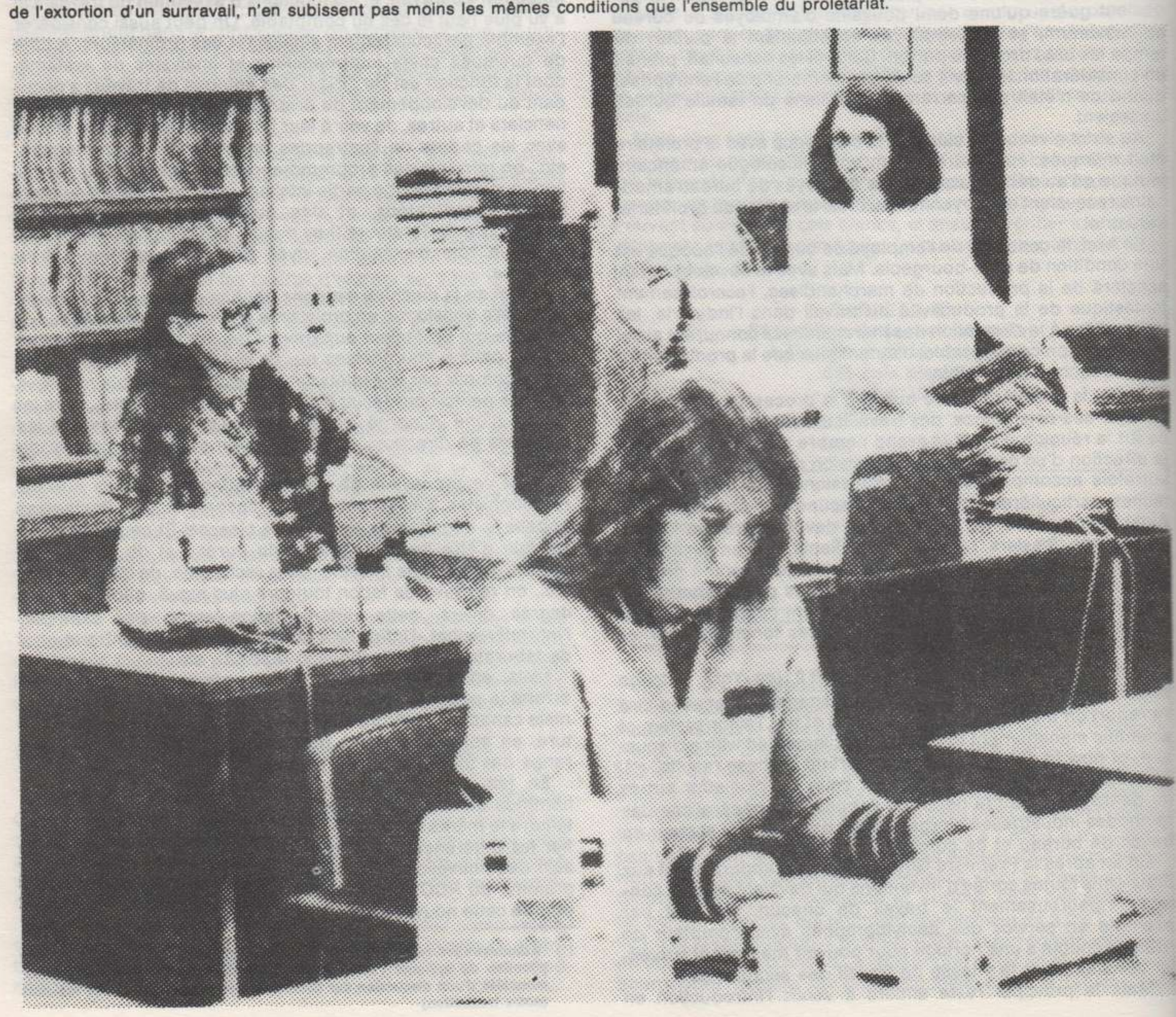
Mais, en même temps, on voit comment est également erroné le point de vue de ceux qui, comme le "Parti communiste canadien", affirment que le prolétariat a changé de structure, en entendant par là qu'il compte maintenant dans ses rangs des ingénieurs, des professionnels, etc.

En fait, en intégrant dans le prolétariat les ingénieurs, hommes de science et professionnels, le PCC cherche à atteindre le même effet que le PCF, à savoir: escamoter, camoufler les différences de classes qui s'opèrent et s'aiguisent au sein des nouvelles couches de travailleurs salariés. Si le programme du PCC adopté en 1971 fournit le guide général qui oriente cette nouvelle trahison de ces révisionnistes de longue

---

(*) "Administration scientifique des bureaux, rapport sur les résultats de l'application du système Taylor à l'administration scientifique des bureaux, complété d'une discussion sur comment tirer le meilleur de ces résultats (notre traduction)

En se soumettant les secteurs du commerce et des banques, le grand capital y a en même temps créé une immense armée de prolétaires. Bien qu'indirectement productifs, ces prolétaires, par l'effet de la mécanisation et de l'extortion d'un surtravail, n'en subissent pas moins les mêmes conditions que l'ensemble du prolétariat.



date, un article récent de sa revue théorique, **Communist Viewpoint**, nous en présente la meilleure illustration récente.

L'auteur, G. Van Houten, dans un article qu'il déclare destiné à expliquer comment le développement des forces productives, "particulièrement à la lumière de la révolution technique et scientifique", a affecté la structure de classes au Canada, définit ainsi la classe ouvrière:

> *"Le concept de la classe ouvrière, au sens le plus large, comprend tous les travailleurs salariés, à l'heure ou à la semaine, qui vendent leur force de travail mais ne sont pas nécessairement impliqués directement dans la production matérielle. On y retrouve donc les travailleurs dans les secteurs du commerce, de la finance, des communications, des services et des bureaux." (34)*

Pris au sens strict, cette définition permet d'inclure dans la classe ouvrière les gérants de banque, de bureau, les professionnels, les enseignants de tous niveaux, etc. Toute la finesse (et l'opportunisme) de l'article consiste justement à ne jamais trancher clairement la question, comme le montre bien la citation suivante:

> *"Le Tableau nous donne un aperçu plus détaillé des changements survenus dans la composition de la main-d'oeuvre depuis 1951. Le taux de croissance du* ***prolétariat industriel*** *s'est avéré comparativement plus lent que celui de l'ensemble de la main-d'oeuvre. Mais le taux de croissance de la* ***catégorie des employés*** *est presque le double de celui de l'ensemble de la main-d'oeuvre. La croissance remarquable de la* ***catégorie professionnelle*** *est, bien sûr, la caractéristique la plus intéressante. Cette catégorie a connu une augmentation de 291.0% depuis 1951 sous l'impact direct de la révolution scientifique et technologique. Non seulement les professions directement reliées à la science et à la technologie (chercheurs, mathématiciens, ingénieurs) ont-elles augmenté (118.1%) mais en plus, le secteur de l'éducation a aussi connu un bond en avant phénoménal (216.0%). Le nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'enseignement a augmenté à cause des exigences fixées par la révolution scientifique et technologique. Cette révolution exige une main-d'oeuvre hautement perfectionnée et instruite. Cette réalité se reflète non seulement dans la croissance de* ***l'intelligentsia scientifique et technique*** *mais aussi dans celle des métiers et du degré de scolarité de la* ***classe ouvrière industrielle****. Les années d'après-guerre ont même vu une baisse absolue du nombre de* ***travailleurs non-qualifiés*** *au Canada." (35)*

Dans ce seul paragraphe, les termes suivants sont utilisés sans jamais qu'une distinction nette ne soit établie: **main-d'oeuvre, prolétariat industriel, employés, professionnels, intelligentsia scientifique et technique, travailleurs non-qualifiés.** Le lecteur notera également où va l'intérêt premier du PCC: comme pour ses confrères du PCF, "la croissance remarquable de la catégorie professionnelle est, bien sûr, la caractéristique la plus intéressante"!

Mais ce qui n'est pas dit est souvent tout aussi important que ce qui est claironné tout haut! Alors qu'on consacre des pages à décrire, mettre en évidence, souligner l'augmentation de la qualification de la classe ouvrière, l'importance de la part intellectuelle de son travail, ses similitudes avec les professionnels., pas un seul mot sur la dégradation des conditions de vie et de travail du prolétariat industriel autant que non-industriel, pas un mot sur la transformation des travailleurs de bureau en appendice de la machine IBM ou Xerox, sur la parcellarisation de leur travail, etc.

Ce que le PCC veut montrer, c'est que le prolétariat n'a plus besoin d'une révolution pour s'émanciper, que cette émancipation se produit à chaque jour grâce au développement des forces productives et à cette merveille qu'est la révolution scientifique et technique! Qu'il aille en parler à la téléphoniste de Bell Canada!

L'Etat, un facteur important de prolétarisation

En 1946, il y avait au Canada 420,000 employés de l'Etat, représentant 8,9% de la main-d'oeuvre totale; en 1974 leur nombre était monté à 1,940,000, soit près de quatre fois plus en moins de 30 ans et ils constituaient 21.2% de la main-d'oeuvre (cela comprend les employés de la fonction publique fédérale, provinciale et municipale, mais exclut les employés de sociétés d'Etat comme Radio-Canada, Hydro-Ontario, Hydro-Québec, etc.) (36)

Ce seul fait, sans compter les discours à l'emporte-pièce dirigés contre eux par tous les représentants de la bourgeoisie sans exception, ou presque, au cours des dix dernières années, nous oblige à examiner l'effet de ce développement de la classe ouvrière. Cette mise au point s'avère d'autant plus nécessaire qu'il est courant, en particulier dans le mouvement syndical et progressiste, d'entendre l'affirmation selon laquelle un employé de l'Etat ne peut faire partie du prolétariat.

Ce point de vue ne reflète pas une juste conception de la réalité actuelle et est contraire à la théorie marxiste-léniniste de l'Etat. Pour tirer la question au clair, il nous faut d'abord examiner la fonction économique remplie par l'Etat.

Voici comment Engels, dès 1878 soit environ un quart de siècle avant que le capitalisme n'ait atteint le stade de l'impérialisme, présente le problème. Après avoir montré comment le développement des forces productives pousse toujours le capital à se concentrer, à prendre un caractère social, et donc à passer de la forme du capitaliste individuel à celle de la société par action et enfin à celle du trust, il écrit ce qui suit:

> *"Quoiqu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication: postes, télégraphes, chemins de fer...*
>
> *Mais ni la transformation en sociétés, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité du capital des forces productives. Pour les sociétés par action, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste:* ***l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens.*** *Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble." (37)*

Encore là, ce mouvement perçu et analysé dès ses premiers balbutiements par Engels a aujourd'hui pris une dimension telle que plus personne ne peut l'ignorer: c'est en fait environ 30% de toute la valeur du produit national brut qui est accaparé par l'Etat dans la plupart des pays capitalistes avancés, et, loin de diminuer, ce mouvement tend continuellement à croître et ne peut que croître comme l'a démontré Engels.

Dans ces conditions, il devient tout à fait inacceptable, contraire à la réalité, que d'opérer une distinction de classe auto-

matique entre le travailleur engagé par le capitaliste individuel et celui qui vend sa force de travail au capitaliste collectif qu'est l'Etat, entre le travailleur exploité par le Canadien pacifique et celui qui l'est par le Canadien national, ou encore entre l'ouvrier de General Motors à Détroit et celui de la société d'Etat Renault à Paris, qui sont tous partie intégrante du prolétariat.

Il en est de même dans les secteurs non directement producteurs de marchandises. Ainsi le travailleur exécutant de la Banque du Canada est tout aussi prolétaire que sa camarade de la Banque de Nouvelle-Ecosse, car leur rapport au capital est identique.

Plus encore, en même temps que croît la part de contrôle économique de l'Etat, se développe également son rôle de gérant de l'économie capitaliste. La gestion des intérêts collectifs de la bourgeoisie donne lieu à toute une série de fonctions économiques, idéologiques, politiques et policières qui, en particulier au stade actuel du capitalisme monopoliste, servent directement le développement des monopoles, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les agences gouvernementales, ministères, centres de recherches, organismes de contrôle, etc. sont autant d'institutions qui, dans presque tous les domaines, s'évertuent à planifier la juste utilisation des crédits et des capacités d'emprunt de l'Etat au profit des monopoles.

L'intervention massive de l'Etat dans l'économie, notamment après la grande crise des années 30, a justement été un des plus puissants facteurs qui ont stimulé le développement de la mécanisation dans le secteur dit des services et leur prolétarisation en conséquence. Ainsi, par exemple, la nationalisation des hôpitaux a fait sortir la médecine du cadre étroit de la profession libérale pour la pousser à l'époque des salles d'opération aux appareils ultra-modernes et ultra-coûteux (qu'aucun médecin particulier n'aurait pu se payer) et en même temps, en a fait remplir les fonctions autrefois assurées par le médecin, son infirmière et... le malade et sa famille, par des milliers et des dizaines de milliers de travailleurs.

Dans tous ces domaines et dans bien d'autres encore, de nombreux secteurs de l'appareil d'Etat jouent un rôle indirectement productif. La plupart de ses employés font donc partie intégrante du prolétariat, dans la mesure justement où ils réunissent toutes les qualités qui font du prolétariat une classe révolutionnaire fondamentalement opposée à la bourgeoisie et à l'exploitation capitaliste.

Ceci dit, il ne faudrait pas conclure que tous les employés de l'Etat sont automatiquement des prolétaires. Le sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, le directeur du personnel de l'Hydro-Ontario sont des membres à part entière de la bourgeoisie; de même, le professeur d'école publique, le comptable du ministère du Revenu sont des petits-bourgeois. Là comme ailleurs, il s'agit d'appliquer à la réalité concrète de la fonction publique et para-publique les critères scientifiques exposés et démontrés plus haut.

En ce qui regarde la place des différents groupes de travailleurs salariés de l'Etat dans le système capitaliste, il faudra examiner plus à fond et plus concrètement cette question.

Mais, une précision spéciale mérite d'être faite dès maintenant en ce qui concerne les policiers, gardiens de prison et autres exécutants de fonctions répressives de l'Etat. Ces travailleurs exécutants, en vertu de leur rôle dans l'organisation sociale du travail, fonction qui est de réprimer la classe ouvrière et les masses, ne sauraient évidemment être considérés comme prolétaires. Ils sont des aides directs de la bourgeoisie et leur fonction est similaire à celle du contremaître, contremaître d'autant plus dangereux qu'il a droit de vie et de mort sur nous! Encore une fois, le capitaliste collectif qu'est l'Etat supplante de loin le capitaliste individuel!

Qu'on examine la question sous tous ses angles, une conclusion s'impose: contrairement à toutes les prétentions de la bourgeoisie et de ses porte-parole révisionnistes et autres, le phénomène le plus frappant des cinquante dernières années au Canada, comme partout dans le monde, c'est l'accroissement gigantesque des rangs du prolétariat, sans compter le renforcement de sa conscience de classe, puissamment impulsé par plusieurs années d'expérience de la dictature du prolétariat, notamment en URSS, en Albanie et en Chine.

Selon les camarades albanais, si, au milieu du siècle passé, le prolétariat mondial comptait 9 millions de personnes, au début du XXe siècle, il atteignait déjà les 30 millions, pour parvenir au cours des années 60 à près de 450 millions de personnes (38). Ce développement considérable a été tout aussi marqué au Canada, comme l'indique le tableau suivant, construit à partir des statistiques officielles de 1971:

TABLEAU IV:
Classes sociales au Canada
1971

	nb de personnes	%
Bourgeoisie		
Propriétaires des moyens de production	**141,000**	
Directeurs et administrateurs	**78,000**	
Total	**202,000**	**2.6%**
Petite bourgeoisie		
Professionnels	**632,000**	
Professeurs	**350,000**	
Autres salariés	**908,000**	
Sous-total	**1,890,000**	
Propriétaires de leurs moyens de production	**260,000**	
Total	**2,150,000**	**28.0%**
Armée et police	**183,000**	**2.3%**
Prolétariat		
Industriel	**1,400,000**	
Construction	**430,000**	
Transports	**312,000**	
Bureaux	**1,283,000**	
Commerce	**430,000**	
Services	**680,000**	
Mines	**50,000**	
Fôrets	**60,000**	
Agricole	**254,000**	
Divers	**192,000**	
Total	**5,138,000**	**67.1%**
Professionnels non-déclarés	**737,000**	
Grand Total	**8,410,000**	

Tableau compilé par EN LUTTE! à partir de: *Recensement 1971*; **Sylvia Ostry,** *Occupational Composition of Canadian Labour Force*, **BFS, 99-550;** *Tendances occupationnelles au Canada: 1901-1941*, **BFS, 98-1941 M-3.**

Note: Deux remarques sont essentielles au lecteur. En premier lieu, étant donné que les statistiques bourgeoises ne sont pas faites en considération des critères marxistes-léninistes des classes, il nous a fallu dans plusieurs cas les retravailler et les interpréter de la façon la plus rigoureuse et la plus scientifique possible. Cependant, des erreurs de quelques points de pourcentage sont probables, mais concernant les cas où les statistiques bourgeoises ne permettaient pas de définir clairement l'appartenance de classe, ceux-ci n'ont pas été inclus dans la composition du prolétariat. En deuxième lieu, la bourgeoisie est probablement sous-estimée car les statistiques de 1971 n'établissent plus une distinction nette entre les propriétaires d'entreprise et le directeur; plusieurs d'entre eux se retrouvent donc dans la petite bourgeoisie alors qu'ils sont partie intégrante de la bourgeoisie.

Comptant plus des deux tiers de la population active au Canada, le prolétariat constitue, et de loin, la classe la plus

C'est au prolétariat canadien de toutes les nations et minorités, hommes et femmes, et des divers secteurs, qu'il appartient de diriger la lutte pour la révolution socialiste. Force principale de cette lutte, la classe ouvrière recherchera l'appui de ses alliés potentiels, le semi-prolétariat, les couches inférieures de la petite bourgeoisie, les petits fermiers, pêcheurs et artisans et les forces populaires engagées dans les luttes contre l'oppression nationale, dans celles des femmes et de la jeunesse progressiste et dans les luttes démocratiques en général. (Extrait du Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, article 14, pp. 25-26).

nombreuse de la population. Fait qu'il faut également mettre en évidence, la croissance remarquable de la classe ouvrière canadienne n'a pas pour autant diminué le rôle déterminant du prolétariat industriel, qui représente encore le principal contingent prolétarien.

Mais la place du prolétariat industriel ne réside pas uniquement ni même principalement dans son nombre; elle est plutôt une conséquence de la place centrale qu'il occupe dans la production capitaliste. Principale force productive de la plus-value, c'est le prolétariat industriel qui produit le capital que se divisent et se répartissent ensuite les différents secteurs capitalistes et il constitue pour cette raison la cible principale de leurs attaques. Il est aussi placé dans un rapport avec le capital qui favorise le développement de sa conscience de classe.

De la même façon, l'augmentation rapide des autres couches prolétariennes des secteurs non-productifs est, comme nous l'avons vu, directement dépendante de la productivité croissante du travail productif; le développement de ces couches prolétariennes constitue donc lui-même une démonstration du rôle central occupé par le prolétariat industriel à l'intérieur du régime capitaliste, ce qui en a toujours fait la base solide sur laquelle les communistes ont fondé leur organisation.

Le développement de l'impérialisme n'a toutefois pas eu comme seul effet de renforcer le prolétariat; il a également créé en son sein une couche privilégiée vendue à l'impérialisme. Sur le plan économique, l'aristocratie ouvrière est cette même couche d'ouvriers qui bénéficient de conditions privilégiées par rapport à l'ensemble des prolétaires, privilèges qui proviennent d'une partie des surprofits que réalisent les impérialistes en exploitant et en pillant d'autres nations et d'autres peuples. On la retrouve notamment chez certaines couches de travailleurs dans les secteurs fortement monopolisés, comme la pétrochimie, par exemple.

Sur le plan idéologique et politique, l'aristocratie ouvrière constitue la base sociale de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier; elle y sert d'agent de la bourgeoisie et y fait la politique de l'impérialisme. Au Canada, ses manifestations les plus éclatantes se sont produites au même moment où la bourgeoisie impérialiste se renforçait et se consolidait, en particulier après la Deuxième Guerre mondiale. On l'a vue alors appuyer massivement tous les principaux gestes de l'impérialisme canadien, de la guerre d'agression contre le peuple coréen à la constitution des pactes militaires agressifs de l'OTAN et de NORAD. C'est également sur cette couche privilégiée que s'est appuyée la direction révisionniste du Parti communiste canadien pour propager son programme de collaboration ouverte avec la bourgeoisie sous le nom de "politique nationale du peuple"!!

Pour une politique indépendante du prolétariat

Nous avons vu jusqu'à maintenant comment les révisionnistes ont jeté à la poubelle les concepts fondamentaux du marxisme-léninisme en matière d'analyse de classes; nous avons également démontré comment toutes leurs prétentions pseudo-scientifiques sont démenties et contredites par la réalité actuelle et passée du capitalisme, ainsi que par le marxisme-léninisme.

Mais rétablir le marxisme-léninisme était une nécessité pour combattre les déformations des révisionnistes parce que celles-ci servent de justifications théoriques à une seule et même vieille recette qui consiste à nier le rôle révolutionnaire et dirigeant du prolétariat et rendre sa politique acceptable à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie.

Dès le **Manifeste du Parti communiste**, Marx et Engels posaient clairement le problème et sa solution:

"De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; **elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat**.*" (39)*

Cette réalité n'a pas changé et, au contraire, elle se confirme à chaque nouveau développement du capitalisme. C'est pourquoi nous affirmons dans le **Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien:**

"C'est au prolétariat canadien de toutes les nations et minorités, hommes et femmes, et des divers secteurs, qu'il appartient de diriger la lutte pour la révolution socialiste. **Force principale de cette lutte, la classe ouvrière recherchera l'appui de ses alliés potentiels**, *le semi-prolétariat, les couches inférieures de la petite bourgeoisie, les petits fermiers, pêcheurs, artisans..." (40)*

Cet article du Projet de programme met en évidence non seulement le rôle dirigeant du prolétariat mais aussi le fait qu'aucune autre classe ou couche sociale ne lui est définitivement alliée sans qu'il ait à mener la lutte pour la gagner à sa direction et à son objectif: la révolution socialiste.

Il en va autrement avec les révisionnistes:

"Cette solidarité de fait (entre la classe ouvrière et les couches intermédiaires salariées — n.d.l.r.) crée une parenté, parfois inconsciente, qui constitue un des traits fondamentaux de la vie sociale, à un moment où les salariés regroupent à eux seuls plus des trois quarts de la population active. Les conditions d'une alliance durable ouvrant la possibilité de luttes communes pour la démocratie et le socialisme sont dès maintenant réunies.

Avant qu'interviennent ces transformations, le soutien des couches intermédiaires et notamment des intellectuels aux luttes ouvrières apparaissait, par la force des choses, comme une rupture, comme un ralliement à la cause prolétarienne. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ralliement mais d'une entente à établir entre des couches sociales *ayant des intérêts communs et qui peuvent construire ensemble un avenir démocratique." (41) (souligné par nous)*

Et ce n'était pas autre chose que le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, affirmait lors du XXIIe Congrès de son parti, lorsqu'il disait aux cadres, aux intellectuels, aux couches moyennes en général que la classe ouvrière les prenait tels quels comme alliés, que le socialisme ne toucherait pas à leurs privilèges.

Mais que peut bien vouloir dire pour la classe ouvrière ce socialisme où ce sont les cadres, les représentants du capital qui continuent de gérer et d'administrer les entreprises? Où les intellectuels et professeurs vont continuer de propager l'idéologie bourgeoise? Où les petits propriétaires pourront grossir et se développer sans se soumettre aux conditions fixées par les besoins de l'ensemble du peuple? Ce soi-disant socialisme n'est rien d'autre que du capitalisme où continue de régner une bourgeoisie qui n'a d'autre choix que d'exploiter et d'opprimer la classe ouvrière.

Et cet "anti-révisionniste" Poulantzas, qu'a-t-il à dire sur le sujet? Rien de mieux et même pire. Suivons donc son raisonnement tel qu'il nous le présente dans la conclusion de son ouvrage cité plus haut:

"Ainsi, le développement massif du salariat des villes et de la nouvelle petite bourgeoisie, articulé à la polarisation objective prolétarienne de ses fractions qui englobent la grande majorité de ces salariés, constitue la nouvelle chance historique de la révolution socialiste en France. Ce n'est pas que la bourgeoisie française n'ait pas essayé, et n'ait pas réussi pendant longtemps, à s'appuyer également sur la petite bourgeoisie des villes... Or, dans le procès actuel du capitalisme monopoliste, ce sont les bases objectives même de cet appui qui sont ruinées... C'est là une cause fondamentale de la crise hégémonique larvée qui affecte actuellement la bourgeoisie française (et pas seulement elle d'ailleurs) qui peut avoir des effets décisifs." (42)

Bref! si nous avons bien compris, les conditions sont mûres pour la révolution prolétarienne en France et dans les autres pays capitalistes avancés, dans la mesure où ce dont traite Poulantzas se reproduit à peu de choses près dans tous les autres pays impérialistes, y compris au Canada. Ainsi, la "chance historique de la révolution socialiste", c'est bien plus "la nouvelle petite bourgeoisie" que le prolétariat qui n'a pas réussi jusqu'ici à faire mûrir les conditions de la révolution.

Il n'y a pas de quoi en faire un plat! Les conditions objectives sont mûres pour la révolution depuis fort longtemps, comme en témoignent les mouvements de résistance du prolétariat à la bourgeoisie impérialiste depuis le début du siècle: au cours des deux guerres mondiales, luttes anti-fascistes de l'entre-guerre, développement du mouvement gréviste depuis les années 60, occupations d'usines, etc., en France particulièrement, la grande grève ouvrière de Mai 68...

Si la révolution n'a pas encore réussi dans aucun de ces pays, il faut bien plus en chercher la cause dans le **facteur subjectif**, dans la stratégie et la tactique suivies par les communistes. Or, l'histoire du PCF, entre autres, est une longue suite de trahisons du prolétariat français depuis la Deuxième Guerre mondiale: ordre aux partisans de rendre les armes à la bourgeoisie après la victoire de 1945, interdiction des grèves aux ouvriers et participation active à la reconstruction de la bourgeoisie française, y compris participation sans principe au gouvernement bourgeois de 1945 à 1948, opposition au droit à l'autodétermination du peuple algérien au cours des années 50 et 60, réduction de son activité au crétinisme parlementaire, etc. Telles sont les raisons véritables du retard de la révolution en France et dans les autres pays impérialistes, à peu de différence près.

Mais, malgré tout, Poulantzas n'a pas tort: les conditions sont mûres et même de plus en plus mûres pour la révolution. Reprenons donc son exposé: la crise hégémonique au sein de la bourgeoisie peut avoir des effets décisifs. "Elle peut se traduire par une alliance de la classe ouvrière et de ces fractions de la nouvelle petite bourgeoisie **dans un processus prolongé**, c'est-à-dire ininterrompu et par étapes, de révolu-

Mais que peut bien vouloir dire pour la classe ouvrière ce socialisme où ce sont les cadres, les représentants du capital qui continuent de gérer et d'administrer les entreprises? Où les intellectuels et professeurs vont continuer de propager l'idéologie bourgeoise? Où les petits propriétaires pourront grossir et se développer sans se soumettre aux conditions fixées par les besoins de l'ensemble du peuple? Ce soi-disant socialisme n'est rien d'autre que du capitalisme où continue de régner une bourgeoisie qui n'a d'autre choix que d'exploiter et d'opprimer la classe ouvrière.

Et cet "anti-révisionniste" Poulantzas, qu'a-t-il à dire sur le sujet? Rien de mieux et même pire. Suivons donc son raisonnement tel qu'il nous le présente dans la conclusion de son ouvrage cité plus haut.

> "Ainsi, le développement massif du salariat des villes et de la nouvelle petite bourgeoisie, arrivée à la polarisation objective prolétarienne de ses fractions qui englobent la grande majorité de ces salariés, constitue la nouvelle chance historique de la révolution socialiste en France. Ce n'est pas que la bourgeoisie française n'ait pas essayé, et n'ait pas réussi pendant longtemps, à s'appuyer également sur la petite bourgeoisie des villes... Or, dans le procès actuel du capitalisme monopoliste, ce sont les bases objectives même de cet appui qui sont ruinées... C'est là une cause fondamentale de la crise hégémonique larvée qui affecte actuellement la bourgeoisie française (et pas seulement elle d'ailleurs) qui peut avoir des effets décisifs." (42)

Bref! si nous avons bien compris, les conditions sont mûres pour la révolution prolétarienne en France et dans les autres pays capitalistes avancés, dans la mesure où ce dont traite Poulantzas se reproduit à peu de choses près dans tous les autres pays impérialistes, y compris au Canada. Ainsi, la "chance historique de la révolution socialiste", c'est bien plus "la nouvelle petite bourgeoisie" que le prolétariat qui n'a pas réussi jusqu'ici à faire mûrir les conditions de la révolution.

Il n'y a pas de quoi en faire un plat! Les conditions objectives sont mûres pour la révolution depuis fort longtemps, comme en témoignent les mouvements de résistance du prolétariat à la bourgeoisie impérialiste depuis le début du siècle, au cours des deux guerres mondiales, luttes anti-fascistes de l'entre-guerre, développement du mouvement gréviste depuis les années 60, occupations d'usines, etc., et en France particulièrement, la grande grève ouvrière de Mai 68.

Si la révolution n'a pas encore réussi dans aucun de ces pays, il faut bien plus en chercher la cause dans le facteur subjectif, dans la stratégie et la tactique suivies par les communistes. Or, l'histoire du PCF, entre autres, est une longue suite de trahisons du prolétariat français depuis la Deuxième Guerre mondiale: ordre aux partisans de rendre les armes à la bourgeoisie après la victoire de 1945, interdiction des grèves aux ouvriers et participation active à la reconstruction de la bourgeoisie française, y compris participation sans principe au gouvernement bourgeois de 1945 à 1948, opposition au droit à l'autodétermination du peuple algérien au cours des années 50 et 60, réduction de son activité au crétinisme parlementaire, etc. Telles sont les raisons véritables du retard de la révolution en France et dans les autres pays impérialistes, à peu de différence près.

Mais, malgré tout, Poulantzas n'a pas tort: les conditions sont mûres et même de plus en plus mûres pour la révolution. Reprenons donc son exposé: la crise hégémonique au sein de la bourgeoisie peut avoir des effets décisifs. "Elle peut se traduire par une alliance de la classe ouvrière et de ces fractions de la nouvelle petite bourgeoisie dans un processus prolongé, c'est-à-dire ininterrompu et par étapes, de révolution socialiste: **cela veut dire en clair qu'elle n'aura pas nécessairement ces effets.**" (43)

Tout cela semble bien nébuleux: une révolution socialiste accomplie par un processus prolongé, c'est-à-dire ininterrompu et par étapes, d'autant qu'on n'a encore rien dit du programme de cette révolution, qu'on n'a encore rien dit de ces étapes, d'autant qu'on n'en dira rien non plus! Cela devient cependant un peu moins nébuleux lorsque cette proposition de stratégie politique s'accompagne de la menace que toutes ces conditions propices à la révolution peuvent s'effondrer du jour au lendemain si on ne l'adopte pas.

Et, enfin, à la dernière page de son ouvrage, le "camarade" Poulantzas nous livre le fond de sa pensée sur le contenu véritable de sa "révolution socialiste ininterrompue par étapes":

> *"Cette polarisation de la nouvelle petite bourgeoisie vers des positions de classe prolétariennes dépend pour l'essentiel de la stratégie de la classe ouvrière, et de ses organisations de lutte de classe, à son égard... En fait, la polarisation de la petite bourgeoisie vers des positions de classe prolétariennes dépend de la* ***représentation****, et non simplement de la "prise en charge" — comme un boulet qu'on traîne au pied — de la petite bourgeoisie par les organisations de lutte de classe de la classe ouvrière elle-même." (44)*

Le chat est sorti du sac, enfin! Tout ce traité n'avait finalement pour objectif que d'amener les "organisations de lutte de classe du prolétariat (ce qui dans l'esprit de Poulantzas vise nommément le PCF!) à s'ouvrir à la petite bourgeoisie, de ne pas simplement lui faire telle ou telle concession ici et là, mais de la **représenter**, de porter ses intérêts de classe, et aussi sans doute, d'adopter un fonctionnement qui tienne compte des caractéristiques de la petite bourgeoisie: droit à la dissidence, débats aussi... prolongés et ininterrompus que son processus révolutionnaire, etc.

Fallait le dire! Fallait le dire plus tôt, parce que d'autres l'ont dit et l'ont fait bien avant vous, "camarade", y compris le PCF depuis au-delà d'une trentaine d'années. Le PCF qui s'est tellement ouvert à la petite bourgeoisie, qui la représente tellement qu'il se félicite dans son programme "Le socialisme pour la France", de compter parmi ses députés à l'Assemblée nationale: des cadres supérieurs, des cadres moyens, des membres des professions libérales, des enseignants, des journalistes..., bref "Le Parti communiste représente l'ensemble du peuple travailleur (sic), dans toute sa diversité." (45)

Mais justement parce que d'autres l'ont dit et l'ont fait plus tôt, nous savons où mène cette représentation de la petite bourgeoisie, elle mène à l'adoption d'un programme bourgeois, pro-capitaliste et pro-impérialiste sur toute la ligne. Il n'y a pas deux voies qui mènent au socialisme, une pour le prolétariat et une pour la petite bourgeoisie. Il n'y en a qu'une, celle du prolétariat. Et les éléments de la petite bourgeoisie peuvent y participer, plusieurs le font déjà et plus encore le feront à l'avenir, mais cette participation passe par une renonciation à leurs intérêts de classe et leur ralliement à la cause du prolétariat, à son programme.

Et le Parti communiste canadien mange de ce pain-là lui aussi, comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer. Rappelons simplement que depuis 1943, ce parti a abandonné toute référence en théorie et en pratique à la révolution prolétarienne, au renversement de la bourgeoisie et à l'instauration de la dictature du prolétariat, qu'il a troqué le programme communiste contre un programme de renforcement de la bourgeoisie nationale. Dans le dernier de ces programmes, il présente ainsi les développements du capitalisme monopoliste d'Etat:

> *"A mesure que le capitalisme monopoliste se sert de son contrôle plus puissant et plus complet sur l'Etat pour*

saper le niveau de vie et les intérêts du peuple, les classes et les groupes anti-monopolistes, pour défendre leurs propres intérêts économiques et politiques, sont contraints de lutter pour mettre en échec la puissance du monopolisme et de son Etat. Ceci représente la caractéristique principale de notre époque. Les travailleurs entreprennent des luttes économiques pour défendre leurs besoins; les cultivateurs formulent leurs propres revendications envers le gouvernement; les professionnels et les petits hommes d'affaire formulent leurs revendications propres; et les capitalistes non-monopolistes, tout en défendant le capitalisme et en exigeant une plus grande part des profits, n'en unissent pas moins leurs voix à celles des masses populaires." (46)

Tout ce mouvement anti-monopoliste doit s'unir, selon le PCC, de la façon suivante:

"Cette nouvelle alliance politique basée sur la prise du pouvoir politique par une coalition démocratique anti-monopoliste, devra introduire de profondes réformes sociales et économiques dont le remplacement de la propriété privée monopoliste par la propriété publique constituera le noyau. Ce gouvernement anti-monopoliste ne sera pas encore un gouvernement socialiste. (sic)" (47)

On s'en doutait, merci! En fait, le PCC propose pour l'an 2,000 un programme que la bourgeoisie elle-même met en application depuis le début du siècle! Tous ces futurs Pétro-Canada, Hydro-Ontario, Canadair, Société générale de financement, Sidbec, toutes ces entreprises d'Etat, voilà qui intéresse non seulement le grand capital mais nos "nouveaux intellectuels salariés" en mal de servir la patrie et surtout en quête de postes à leur mesure, voilà qui contribue à ce que les petits-bourgeois se sentent bien "représentés" et non portés comme un boulet au pied par le PCC. Mais le prolétariat, lui, n'a rien à gagner dans cette galère où il sera le seul à ramer.

* * *

L'analyse de classes tout à fait erronée que font les révisionnistes des nouvelles couches du prolétariat, tout comme leur affirmation suivant laquelle le prolétariat serait en train de disparaître n'ont en fait d'autre but que de justifier, à l'encontre du marxisme-léninisme et de la réalité concrète, leur politique de collaboration de classes sur toute la ligne avec la bourgeoisie: bref, leur abandon de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Ne semblent-ils pas en effet justifiés de collaborer avec la bourgeoisie, ou d'adopter le programme de la petite bourgeoisie, alors que, selon eux, le prolétariat ne cesse de décroître, ou, suivant une autre version, alors que ce qui est significatif dans les rapports de classes, c'est le développement de nouvelles couches "moyennes"?

La seule justification à de tels points de vue, ce n'est pas la disparition progressive du prolétariat comme on tente de le faire croire, c'est bien plutôt l'abandon du point de vue de classe et la peur effarante qu'ont tous ces illustres membres de la "nouvelle petite bourgeoisie salariée" de la force immense et révolutionnaire de la classe ouvrière. Une force révolutionnaire qui est la seule capable de mettre fin à toute exploitation de classes, et aux classes elles-mêmes.

Le prolétariat, en tant que classe irrémédiablement opposée à la bourgeoisie, est en effet la seule classe capable, de par ses qualités révolutionnaires, de mener le peuple à une société socialiste débarrassée de l'exploitation, des guerres et du lot d'oppression que représente le capitalisme. Seul le prolétariat, dont la place dans le système capitaliste est directement opposée à celle de la bourgeoisie, a acquis avec le temps les qualités de discipline, d'organisation et de détermination qui le rendent apte à diriger les masses laborieuses dans la guerre contre la bourgeoisie. Ces qualités, le prolétariat les a apprises à la dure école du capital.

Dénaturer le marxisme-léninisme sur la théorie des classes sociales et rompre la ligne de démarcation qui distingue la classe ouvrière de toutes les autres classes, c'est en même temps porter atteinte à ses qualités révolutionnaires au profit de l'indécision et de l'hésitation de la petite bourgeoisie. Il est donc inévitable que ceux-là en soient arrivés à formuler un programme qui a pour objectif, non pas de renverser le capitalisme, mais de développer le capitalisme monopoliste d'Etat, et que leur parti ait dégénéré en parti bourgeois de soutien à l'impérialisme.

Ce n'est pas d'un tel programme dont le prolétariat a besoin, mais d'un programme qui sache mettre à profit ses qualités révolutionnaires et le guider vers une société où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu.

---

(1) **Voir à ce propos** *"Eurocommunisme" ou révisionnisme sans masque*, **EN LUTTE! vol.5, nos 20-21**
(2) *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, **no 7 (vol.2, no 1), p.15 à 17**
(3) *Rapport du Comité central du Parti communiste français lors du XXIIe Congrès*, **in Le socialisme pour la France, éditions sociales, Paris, 1976, p.103**
(4) *La voie vers le socialisme au Canada*, **programme du Parti communiste canadien, p.26**
(5) **Idem, p.26**
(6) **Voir** *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, **vol.1, no 3, p.36**
(7) **Karl Marx et Friedrick Engels,** *Le Manifeste du Parti communiste*, **Editions en langues étrangères, Pékin, 1970, p.32**
(8) **Idem, p.32, c'est nous qui soulignons**
(9) *Lettre de Marx à Weydemeyer*, **citée dans l'Etat et la Révolution, Lénine, Oeuvres complètes, Tome 25, p.445**
(10) **La Presse, 19 juin 1978, p.4**
(11) **Lénine,** *La grande initiative*, **Oeuvres complètes, Tome 29, p.425**
(12) **Karl Marx, Friedrick Engels,** *Le Manifeste...*, **ouv. cité, p.33**
(13) **Karl Marx,** *Le Capital*, **Editions sociales, Paris, Livre IV, Tome 1, chap. 4, p.161**
(14) **Idem, p.167**
(15) **Karl Marx,** *Un chapitre inédit du Capital*, **Editions 10-18, p.236**
(16) **Idem, p.240**
(17) **Karl Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, Livre III, Tome 1, p. 303**
(18) *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, **ouvrage rédigé sous la direction du Comité central du Parti communiste français, Editions sociales, Paris 1971, Tome 1, p. 219**
(19) **Nicos Poulantzas,** *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, **Editions du Seuil, Paris, 1974, p. 226**
(20) **Karl Marx,** *Le Capital*, **ouv. cité, Livre III, Tome 1, p. 291**
(21) **Idem, p.309**
(22) **Idem, p.310**
(23) **Idem, p. 310**
(24) **Karl Marx et Friedrich Engels,** *Le Manifeste du Parti communiste*, **ouv. cité, p. 41**
(25) **Idem, p.376**
(26) *Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, **ouv. cité, pp. 221-222**
(27) **Idem, p.226**
(28) **Idem, p.231**
(29) **Idem, p.253**
(30) **Nicos Poulantzas, ouv. cité, p.209**
(31) **Idem, p.221**
(32) **Idem, p.335**
(33) **Financial Post, Avril 1978, p.41**
(34) *Communist Viewpoint*, **revue théorique du Parti communiste canadien, novembre-décembre 1977, vol.1, no 6, p.36**
(35) **Idem, p.38 et 39**
(36) **Source: The Canadian State, édité Leo Panitch, p. 295**
(37) **Friedrich Engels,** *Anti-Duhring*, **Editions sociales, Paris 1971, p. 315**
(38) *La classe ouvrière dans la société capitaliste actuelle*, **tiré de Albanie aujourd'hui, janvier-février 1975, no 1(20), p.43**
(39) **Karl Marx et Friedrich Engels,** *Le Manifeste...*, **ouv. cité, pp.45-46**
(40) *Projet de programme pour la parti prolétarien*, **EN LUTTE!, article 14, p.25**
(41) *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, **ouv. cité, p. 240**
(42) **Nicos Poulantzas, ouv. cité, p.357**
(43) **Idem, p.357**
(44) **Idem, p.358**
(45) *Le socialisme pour la France*, **ouv. cité, p.212**
(46) *La voie vers le socialisme au Canada*, **ouv. cité, p. 25**
(47) **Idem, p.35**

A propos de la "théorie des trois mondes"

De la voie non-capitaliste de développement à la "théorie des trois mondes", un même abandon de la révolution prolétarienne

Pour la grande majorité des pays du monde, l'impérialisme est synonyme de dépendance et de servitude, de retard économique et social toujours grandissant. Ces pays sous-développés, que la propagande bourgeoise tente de présenter comme des pays "en voie de développement" sont en réalité, pour la grande majorité d'entre eux, des lieux où la classe ouvrière et les couches populaires subissent l'exploitation capitaliste la plus extrême et la dictature sanguinaire de castes bourgeoises qui ont fait de la répression contre le peuple leur monnaie d'échange pour transiger avec l'impérialisme.

Mais tous ces pays, des Philippines au Brésil, de l'Egypte à l'Afrique du Sud en passant par le Zaïre, le Maroc, le Chili ou Panama, tous ces pays sont aussi des marmites où la lutte des masses, et même la lutte armée, risque à tout moment de faire sauter le couvercle. Quelle est pour la classe ouvrière et les masses opprimées de ces pays la voie de la libération des chaînes de l'impérialisme? C'est là, on en conviendra, une question d'une importance capitale alors que toutes les forces de l'impérialisme et de la réaction, USA et URSS en tête, ne cessent de tramer complots et intrigues pour contrer la révolution et consolider leur propre pouvoir en dressant les uns contre les autres les peuples du monde.

Avec l'écroulement des anciennes puissances coloniales, en particulier depuis la guerre de 39-45, on pourrait croire que la situation mondiale s'est transformée de façon si radicale qu'il faille aujourd'hui réviser la ligne marxiste-léniniste sur la révolution prolétarienne dans les pays colonisés ou dominés par les puissances impérialistes. N'est-il pas vrai en effet que la majorité des anciennes colonies ont obtenu leur indépendance politique, du moins formellement? Ne serait-il pas vrai en conséquence que la voie du progrès pour ces pays devrait maintenant passer par une phase de consolidation nationale, par une phase transitoire et évolutive, que les idéologues de Moscou désignent sous le nom de "voie non-capitaliste de développement"? Et, l'indépendance politique des pays du "tiers monde" étant acquise, le moteur de l'histoire, la voie du progrès, ne résiderait-elle pas dans l'unité de tous ces pays du "tiers monde" qui, imposant leurs conditions aux pays impérialistes plus faibles, du "deuxième monde", pourraient alors venir à bout du "monde des superpuissances" et mettre ainsi fin à la domination de l'impérialisme, sans qu'il soit nécessaire que la classe ouvrière renverse la bourgeoisie et établisse sa propre dictature? Ou encore, la voie de la libération des peuples des pays sous-développés ne passerait-elle pas par la consolidation de ces "pays non-alignés" ou de ces dizaines de pays africains, arabes, etc. qui se revendiquent du "socialisme national" et de la "révolution nationale", mots d'ordre que vont même jusqu'à reprendre les tortionnaires éthiopiens, le régime corrompu de Mobutu au Zaïre et celui d'Idi Amin Dada en Ouganda! Comme on peut le constater, les peuples des pays sous-développés font face à un étalage bien garni de solutions diverses...

Nous n'avons pas l'intention ici d'examiner toutes et chacune de ces prétendues solutions ni non plus de tracer la voie de la révolution dans tel ou tel pays particulier. Notre objectif est plutôt de montrer que, devant ce foisonnement de démagogie à couleur de socialisme, la position du marxisme-léninisme sur la révolution prolétarienne est plus que jamais la seule et unique voie pour en finir avec le capitalisme et la réaction dans les pays dominés par l'impérialisme. Mais, réaffirmer le point de vue du marxisme-léninisme en ce qu'il a de plus fondamental, c'est-à-dire la politique indépendante et révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est en même temps attaquer de front ces théories qui, se présentant sous le masque du marxisme et du léninisme, cherchent à présenter la consolidation d'un capitalisme "national" comme une étape intermédiaire et préalable à la prise du pouvoir par le prolétariat, dirigeant la lutte de l'ensemble des masses opprimées.

Parmi toutes les théories révisionnistes qui se présentent comme un "développement novateur" du marxisme-léninisme, il y a cette "théorie des trois mondes", que certains pensent nous faire avaler en invoquant la mémoire du président Mao Tsé-toung. Mais ces procédés opportunistes ne résistent pas longtemps à l'analyse des faits et de l'histoire, et en particulier de l'histoire de la glorieuse Révolution chinoise. En réalité, sous des allures "anti-social-impérialiste soviétique", la "théorie des trois mondes" ne fait que reprendre sous de nouveaux atours les thèses des révisionnistes khrouchtchéviens sur la "voie non-capitaliste de développement", avec sa conclusion essentielle: l'abandon de la révolution socialiste au profit de la consolidation de l'économie nationale capitaliste et du soutien à la bourgeoisie nationale dans sa prétendue lutte anti-impérialiste.

La "voie non-capitaliste de développement": du capitalisme enrobé de faux socialisme

Ce sont les révisionnistes khrouchtchéviens qui ont le plus systématiquement théorisé l'abandon de la révolution

prolétarienne dans les pays dominés par l'impérialisme. Les idéologues de la nouvelle bourgeoisie soviétique ont en effet inventé une "nouvelle" théorie qui, paraît-il, constituerait un développement créateur du marxisme-léninisme. Ils ont appelé cela la "voie non-capitaliste de développement".

"Le développement non-capitaliste est le processus qui permet qu'une révolution de libération nationale se transforme progressivement en révolution socialiste dans des pays où les conditions concrètes favorisant une révolution socialiste immédiate ne sont pas encore tout à fait mûres." (1)

A première vue, cette définition que nous livrent "d'éminents" théoriciens du révisionnisme soviétique pourrait laisser croire à une profession de foi envers la révolution prolétarienne... D'ailleurs, on pourra constater que le mot "révolution" apparaît bien quatre fois dans cette phrase de moins de quarante mots! Eh oui! il n'y a pas plus "révolutionnaires" que les révisionnistes quand il s'agit de répéter des mots pour les vider de leur contenu. Car, ce que nous disent en réalité nos "éminents" théoriciens, c'est qu'entre l'étape de la révolution de libération nationale et l'étape de la révolution socialiste, il y aurait une autre étape, qualifiée de "processus graduel" et au cours de laquelle la classe ouvrière devrait attendre que mûrissent les conditions pour une éventuelle révolution socialiste. En d'autres mots:

"La voie non-capitaliste est une forme d'approche et, en dernière instance, une forme de transition vers le socialisme. En d'autres mots, c'est le maillon qui établit le lien entre la révolution de libération nationale et la révolution socialiste." (2)

Dans les pays capitalistes avancés, les révisionnistes khrouchtchéviens ont substitué à la révolution socialiste le "passage pacifique au socialisme" car, les conditions économiques dans ces pays seraient à ce point développées et "près" du socialisme qu'il suffirait d'isoler les monopoles par un vaste front anti-monopoliste pour que l'on puisse glisser pacifiquement vers le socialisme.

Ainsi, en nationalisant petit à petit les "grosses compagnies", et en se transformant en super-monopole capitaliste pour engraisser ces nouveaux bourgeois, disciples de Brejnev, l'Etat bourgeois pourrait alors être rebaptisé "Etat du peuple tout entier".

Pour ce qui est des pays sous-développés, nos "révolutionnaires" soviétiques trahissent encore une fois la révolution socialiste mais en employant, cette fois-ci à l'envers, la même argumentation. Car ces pays seraient tellement sous-développés qu'il ne saurait être question de socialisme... Et que proposent-ils alors? La même chose que dans les pays capitalistes développés, c'est-à-dire la constitution d'un monopole capitaliste contrôlé par l'Etat bourgeois. Nous livrant l'"essence de la voie non-capitaliste de développement" (3), nos théoriciens révisionnistes proclament:

"Au niveau **économique**, *la voie non-capitaliste est caractérisée par l'attaque contre le gros et moyen capital étranger et local; la nationalisation des moyens de production de base et la création du secteur d'Etat; la mise en application de réformes agraires radicales basées sur l'abolition des droits des propriétaires fonciers, le partage des terres entre les paysans et l'organisation de coopératives.*

Au niveau **social**, *la voie non-capitaliste entraîne une exploitation limitée; la naissance et le développement de relations de travail basées sur des propriétés d'Etat et des propriétés coopératives; un changement dans la structure de la société en faveur des intérêts du peuple travailleur et au détriment des exploiteurs; une amélioration des conditions de vie et de la culture des travailleurs et des paysans.*

Au niveau **économique**, *la voie non-capitaliste crée les conditions qui favorisent l'implication directe du peuple travailleur dans l'instauration et le développement d'un Etat national et de l'unification de toutes les forces progressistes. Elle détermine aussi la gravitation des pays nouvellement indépendants et des autres pays vers les pays socialistes et celle des organisations et partis démocratiques révolutionnaires vers les Partis communistes et travailleurs du monde.*

Au niveau **idéologique**, *le développement non-capitaliste accentue la différence des doctrines socialistes actuelles mises de l'avant par les pays nouvellement indépendants et renforce leur tendance à se rapprocher du socialisme scientifique." (4)*

Comme on le voit, toute l'argumentation des révisionnistes consiste à remplacer la révolution socialiste, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière, par la nationalisation par l'Etat **bourgeois** des entreprises contrôlées par des capitalistes individuels ou des groupes monopolistes étrangers. Que veut dire, dans ce contexte, **limiter** l'exploitation, développer des rapports de production basés sur la propriété d'Etat, raffermir l'Etat national ("national Statehood"), qu'est-ce que cela veut dire, si ce n'est institutionaliser et rationaliser l'exploitation en supprimant les **"excès"** des capitalistes individuels, tout en enchaînant encore davantage l'**ensemble** de la classe ouvrière aux chaînes de l'exploitation au nom, bien entendu, de la consolidation de la "patrie". Et quand nos démagogues parlent de la "gravitation" des pays nouvellement indépendants vers les pays "socialistes", et quand ils parlent de "tendance vers l'approximation plus fine du socialisme scientifique", que peuvent-ils signifier d'autre en réalité que l'asservissement des nouveaux pays indépendants aux chaînes du néo-colonialisme soviétique? Que peuvent-ils signifier d'autre que l'utilisation, par les cliques au pouvoir, d'une terminologie marxiste destinée à masquer l'exploitation et à éloigner les masses du véritable contenu révolutionnaire du marxisme-léninisme?

"Un large front national et démocratique détient le pouvoir dans les pays qui suivent la voie du développement non-capitaliste. Ce front est formé des forces progressistes et démocratiques du pays et on y retrouve les travailleurs, les paysans, les artisans, les intellectuels et des éléments de la petite et moyenne bourgeoisie nationale." (5)

C'est bien beau de parler de "large front national démocratique", mais cette alliance, autour des intérêts de quelle classe sera-t-elle constituée? Qui dirige? Le prolétariat ou la bourgeoisie? Mais laissons donc parler, encore une fois, nos "révolutionnaires".

"Ceux qui participent à la lutte de libération nationale sont issus des secteurs progressistes et anti-impérialistes de la bourgeoisie nationale, des couches révolutionnaires du peuple (ouvriers, paysans, artisans et intellectuels), de diverses couches de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, ainsi que des autres couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population. Ces classes sociales, secteurs et groupes constituent le front national et démocratique, un front qui sert d'axe au pouvoir démocratique populaire en dirigeant les pays en voie de développement dans la voie non-capitaliste. Dans certains cas, l'armée joue un rôle important, par exemple, si elle participe activement à la lutte de libération nationale ou si le pouvoir est instauré grâce à un coup militaire anti-impérialiste, comme en Birmanie, en République populaire du Congo, au Mali et ailleurs." (6)

Comme on peut le constater, nos théoriciens ont aussi "innové" en matière de définition de classes. Voilà que

les intellectuels se retrouvent en bloc parmi le "peuple" sur le même pied que les ouvriers et voilà, du même coup, que seules les "strates révolutionnaires" de ce peuple travailleur se retrouvent dans le front uni qui compte aussi d'autres strates prolétariennes... Et parmi ces amas de strates, voilà qu'apparaît l'armée "libérant" le pays par un coup d'Etat! Et la classe ouvrière dans tout cela?

"Dans plusieurs pays, les ouvriers sont si peu nombreux que cela les empêche de jouer un rôle dirigeant dans la vie socio-politique du pays." (7)

Et si ce n'est pas la classe ouvrière qui joue le rôle dirigeant, alors il est clair que le "large front national démocratique" ne saurait être autre chose qu'un front de la bourgeoisie, de la classe capitaliste. C'est à la bourgeoisie que reviendra la tâche de s'engager dans la "voie non-capitaliste de développement" qui doit elle-même créer les "pré-requis", la transition, vers le "développement socialiste" ou, plus précisément, la transition vers la "transition au développement socialiste".

"De cette façon, les pré-requis sont créés et les préparatifs accomplis pour la transition au développement socialiste." (8)

Tout ce verbiage sur les "pré-requis", "transition" à une éventuelle prise de pouvoir par le prolétariat, n'ont en réalité qu'un seul objectif: justifier le pouvoir de la bourgeoisie nationale, mettre le prolétariat à la remorque des intérêts capitalistes et engager le développement d'un capitalisme d'Etat contrôlé par des cliques bureaucratiques complètement dépendantes de l'"aide" des impérialistes soviétiques.

Cette prétendue "transition entre la libération nationale et la révolution socialiste", et qui se présente comme un pouvoir "intermédiaire" entre le prolétariat et la bourgeoisie, ne conduit en effet nullement à la révolution prolétarienne, mais bien plutôt à son contraire, c'est-à-dire à la contre-révolution. La question des étapes pour construire le socialisme et en finir avec l'exploitation et le pillage impérialiste n'est qu'une supercherie si elle est séparée de la question du pouvoir politique. Car, l'enjeu essentiel de ce combat à finir contre la bourgeoisie et l'impérialisme, c'est justement la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat et l'établissement de sa dictature sur la bourgeoisie.

Certes, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat va devoir s'exercer dans des formes correspondant à la situation concrète de chaque pays, c'est-à-dire dans le cadre d'une alliance de classes particulière rassemblant, sous la direction de la classe ouvrière, toutes les forces révolutionnaires, en particulier les masses paysannes soumises aux grands propriétaires fonciers, et possiblement, certaines fractions de la bourgeoisie nationale susceptibles de s'opposer, pour un temps, à l'impérialisme. Certes, aussi, la lutte de libération nationale dans les pays colonisés constitue, pour le prolétariat, une étape nécessaire dans la poursuite de la révolution et son passage de la lutte principale contre l'impérialisme étranger à la lutte principale contre le capitalisme national. Mais toute la supercherie révisionniste consiste précisément à confondre la question des étapes, nécessaires dans la poursuite de la révolution prolétarienne, avec une prétendue prise de pouvoir par étapes où la classe ouvrière, après avoir appuyé la bourgeoisie dans la lutte nationale devrait, une fois acquise l'indépendance politique de la colonie, collaborer avec la nouvelle bourgeoisie nationale qui s'engagerait dans la "voie non-capitaliste de développement".

Ce raisonnement des révisionnistes est doublement faux. **D'abord**, il rejette le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte de libération nationale et il rejette la conséquence immédiate à la libération du pays, soit la prise du pouvoir par la classe ouvrière, dirigeant le front démocratique. Ensuite, voyant la libération nationale comme le remplacement de la dictature de la bourgeoisie étrangère par celle de la bourgeoisie nationale, les révisionnistes fixent, comme "étape" suivante à leur stratégie contre-révolutionnaire, la collaboration avec la bourgeoisie nationale au sein d'un Etat qui ne serait, paraît-il, ni bourgeois, ni prolétarien. Participant activement au renforcement de la dictature de la bourgeoisie nationale sur le prolétariat, ce même prolétariat pourrait, toujours selon nos révisionnistes, se renforcer petit à petit, prendre de l'influence et tracer la voie au socialisme!

Mais, cette prétendue "transition vers le socialisme" va-t-elle s'en prendre à la propriété capitaliste des moyens de production et à la loi du profit? Va-t-elle même s'en prendre véritablement à la domination impérialiste? Va-t-elle se transformer "graduellement" en révolution socialiste, et se transformer pacifiquement de dictature bourgeoise en dictature du prolétariat? Bien sûr que non: jamais la bourgeoisie ne se pendra elle-même!

En réalité, tout ce verbiage sur la "voie non-capitaliste de développement" n'est qu'un nouveau discours pour décrire la stratégie bien connue des bourgeoisies faibles et pressées de faire leur place au soleil: s'appuyer au maximum sur le pouvoir d'Etat pour suppléer à leur faiblesse économique. Le programme révisionniste se résume donc finalement à s'en prendre aux vestiges de la féodalité dans les campagnes en disloquant le pouvoir des propriétaires terriens, tout en prenant bien garde de ne pas éveiller le mouvement révolutionnaire des masses paysannes. C'est ainsi qu'au Chili, par exemple, les révisionnistes ont tout fait pour empêcher le mouvement d'occupation des grandes propriétés foncières. Ensuite, il s'agit de constituer un monopole capitaliste directement géré par l'Etat. Et, pour apaiser le mouvement révolutionnaire des masses, les révisionnistes vont systématiquement prêcher la collaboration de classes en tentant d'associer les ouvriers, au nom de la "conscience nationale", à l'édification de l'économie nationale capitaliste. C'est ainsi qu'ils auront recours à des "approximations du socialisme scientifique", c'est-à-dire à la démagogie pseudo-marxiste, pour prêcher la "patience" aux masses révoltées. Enfin, puisqu'il est impossible sur le terrain du capitalisme d'échapper aux crocs des puissances impérialistes, les révisionnistes proposeront au nouvel Etat bourgeois de se mettre dans l'orbite "protectrice" de la superpuissance soviétique afin, bien entendu, d'empêcher les "impérialistes", et surtout la superpuissance américaine, d'exporter la contre-révolution, c'est-à-dire le retour dans leur propre giron.

La voilà la "transition vers le socialisme" des révisionnistes de Moscou: capitalisme et impérialisme, contre-révolution et dictature féroce sur les masses populaires. C'est, en somme, la voie du néo-colonialisme, c'est-à-dire du colonialisme s'accommodant d'une indépendance politique formelle et illusoire destinée, dans ce cas-ci, à renforcer l'impérialisme soviétique.

A la base de cette théorie de la "voie non-capitaliste de développement", on retrouve donc une des falsifications fondamentales du marxisme-léninisme, à savoir la falsification de la nature de classe de l'Etat et sa conséquence, le rejet de la dictature du prolétariat, de l'hégémonie de la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, de la seule classe capable, en dirigeant la construction du socialisme, de couper court à la domination coloniale et néo-coloniale. Et ce rejet de la dictature du prolétariat et de la révolution socialiste trouve sa justification dans la deuxième grande falsification du marxisme-léninisme par les révisionnistes, celle qui concerne la nature de l'impérialisme comme stade ultime du capitalisme pourrissant et réactionnaire sur toute la ligne. Cette falsification est surtout ap-

parente dans la conception qu'ont les révisionnistes de la situation internationale et des prétendus changements fondamentaux qu'auraient subis les rapports impérialistes mondiaux.

"Cependant, la présente situation internationale garantit que les pays ayant acquis sous peu leur indépendance seront relativement libres de choisir la voie de développement non-capitaliste et de s'y engager véritablement. Ceci est dû surtout au fait que les impérialistes ont perdu à tout jamais leur droit exclusif de contrôle despotique sur le développement du monde. La position dominante des impérialistes et la façon qu'ils avaient de s'ingérer impunément et librement dans les affaires internes d'autres Etats sont maintenant choses du passé. Ceci est loin d'impliquer que l'impérialisme a changé de nature, mais plutôt que son influence est grandement minée. L'existence de l'URSS et du système socialiste mondial avec sa force économique, politique et militaire empêchent les impérialistes d'exercer leur pouvoir impunément sur les pays en voie de développement. Les impérialistes ne peuvent plus exporter la contre-révolution comme si de rien n'était sur une grande échelle." (9)

La nature de l'impérialisme n'a pas changé, nous disent les révisionnistes, **mais, cependant**, les pouvoirs despotiques de l'impérialisme sur le destin du monde auraient, paraît-il, été abolis à jamais... Et voilà que nos "révolutionnaires" de Moscou enchaînent en affirmant qu'aujourd'hui, "c'est pas pareil" car, si les pays nouvellement indépendants se mettent sous le parapluie de "grand-papa Brejnev", ils pourront, sous la gouverne de la bourgeoisie, cheminer, sans crainte du méchant loup impérialiste, sur la "voie non-capitaliste de développement". Mais il faut cependant, nous disent les révisionnistes, prendre bien garde aux excès et faire comprendre aux masses qu'elles doivent être patientes et collaborer avec leur bourgeoisie qui s'engage en retour à développer le capitalisme "non-capitaliste" afin d'apporter graduellement des améliorations à la situation économique du pays. Prolétaires des nations opprimées, serrez-vous la ceinture, car l'heure n'est pas à la révolution mais au réalisme...

"Beaucoup dépend de la capacité des régimes progressistes à poursuivre une politique réaliste, sans créer une atmosphère de hâte et d'impatience, sans donner l'illusion aux masses qu'il sera facile de surmonter toutes les difficultés et sans leur faire croire qu'elles atteindront rapidement le stade du bien-être universel. Il faudra aussi que ces régimes sachent montrer aux masses populaires les perspectives d'une amélioration stable et constante de la situation économique du pays et des conditions de vie de la population. C'est pourquoi un travail d'éducation sur l'essence du développement non-capitaliste s'avère si important." (10)

"La création et le développement de liens serrés et de coopération sincère avec l'URSS et d'autres pays socialistes, qui poursuivent une politique d'internationalisme prolétarien, est d'une importance vitale pour les pays et les gouvernements engagés dans la voie du développement non-capitaliste." (11)

On peut difficilement trouver pire apologie de la contre-révolution. Mais les révisionnistes ont la "conscience révolutionnaire" tranquille, car voyez-vous, à la "nouvelle époque" de l'impérialisme, la lutte contre la bourgeoisie n'est pas nécessaire, car les puissances impérialistes peuvent être neutralisées par l'union de tous les pays engagés dans la "voie non-capitaliste"... et protégés par les armées soviétiques qui, comme tout le monde l'a vu en Tchécoslovaquie, poursuivent une "politique d'internationalisme prolétarien" d'un genre très spécial...

L'époque de l'impérialisme, c'est l'époque de la révolution prolétarienne

Tous les révisionnistes, quels que soient les déguisements dont ils se parent, ont en commun l'abandon de la politique indépendante du prolétariat et, par conséquent, l'opposition de fait, si ce n'est en paroles, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. Pour tous les courants révisionnistes, le prétexte immédiat de cet abandon du point de vue de classe du prolétariat a reposé et repose encore sur une prétendue transformation fondamentale des rapports impérialistes mondiaux. Interprétant à leur manière l'évolution des rapports de force mondiaux, ils en viennent, pour ainsi dire, à modifier, secondariser et atténuer la nature foncièrement réactionnaire et agressive de l'impérialisme et sa tendance objective à corrompre, pénétrer et soumettre toutes les fractions de la bourgeoisie et toutes les classes réactionnaires.

C'est ainsi que les révisionnistes soviétiques invoquent l'existence de pays socialistes pour tenter de faire croire que l'impérialisme serait soudainement devenu moins agressif et ne pourrait plus "exporter la contre-révolution". Ils vont même jusqu'à prétendre que l'expérience "positive" de l'URSS et son "influence" dans les pays sous-développés rendent inutile la lutte contre la bourgeoisie dans ces pays.

Cet embellissement de l'impérialisme et de la bourgeoisie est foncièrement opposé à la réalité. Car s'il est vrai que la Grande Révolution d'Octobre 1917 en Russie marque le début de la fin pour l'impérialisme, le début de la crise générale du capitalisme, alors que se lève un monde nouveau, socialiste, cette crise inextricable ne fait qu'exacerber la férocité de l'impérialisme. Forcé d'accorder leur indépendance aux anciennes colonies, les pays impérialistes n'ont pas cessé pour autant de pénétrer ces pays, de fomenter des coups d'Etat pour mettre au pouvoir des castes bourgeoises compradores, et d'entraîner toujours davantage la bourgeoisie nationale de ces pays dans les filets de l'impérialisme et de la lutte pour l'hégémonie mondiale. Car s'il faut tirer une leçon de l'évolution de la situation mondiale, c'est que partout où la bourgeoisie est au pouvoir, c'est l'impérialisme qui est au pouvoir. Et cela s'applique non seulement aux pays capitalistes de tous les mondes qu'on voudra bien définir, mais aussi aux pays, autrefois socialistes, où les révisionnistes se sont emparés du pouvoir et ont saboté de l'intérieur la dictature du prolétariat pour y substituer la dictature de la bourgeoisie. **Révolution prolétarienne et dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie et impérialisme, telle est, plus que jamais, la seule et unique alternative.**

Les luttes nationales, comme d'ailleurs toutes les luttes dans le domaine de la démocratie politique, ont toujours essentiellement un caractère de classe, c'est-à-dire qu'elles sont le **moyen** pour l'une ou l'autre classe d'avancer ses propres intérêts et en particulier de prendre le pouvoir. C'est ainsi qu'on peut affirmer que la question nationale de la bourgeoisie et la question nationale du prolétariat sont par essence différentes et deviennent nécessairement antagonistes à un moment ou l'autre de la lutte.

D'ailleurs, si on étudie l'histoire, on constatera qu'à l'époque du capitalisme ascendant, à l'époque de la lutte révolutionnaire de la bourgeoisie contre le féodalisme, la lutte nationale dirigée par la bourgeoisie, c'est-à-dire en fonction de ses propres intérêts de classe, constituait en réalité la **forme** de la lutte de classe menée par la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir, constituer les

Etats-nations avec un marché unique et libre des anciennes contraintes féodales. A l'opposé, la question nationale de l'aristocratie consistait à maintenir en place les anciens empires féodaux construits à coups d'invasions et de campagnes de terreur contre les peuples. A cette époque donc, la lutte nationale de la bourgeoisie était une lutte révolutionnaire dirigée contre les classes féodales.

La constitution des nations modernes et leur libération du joug féodal constituait donc la base matérielle et une des formes principales de la lutte révolutionnaire de la bourgeoisie contre l'aristocratie, de la lutte du capitalisme contre le féodalisme. Mais cette lutte, malgré les progrès qu'elle représente à l'échelle de l'histoire humaine, ne signifiait cependant rien d'autre que le remplacement d'un système d'exploitation par un autre système d'exploitation. Voilà pourquoi on peut dire que la question nationale de la bourgeoisie est également dirigée contre les nations plus faibles que le capitalisme a toujours cherché à dominer, et contre le prolétariat. Car la question nationale de la bourgeoisie, c'est aussi la démagogie nationaliste, le chauvinisme et le patriotisme bourgeois qui, au nom de "la Nation", plus précisément, au nom des intérêts de la bourgeoisie nationale, invite les ouvriers à se serrer la ceinture, à travailler comme des forcenés, mais aussi à s'engager sur les champs de bataille de la bourgeoisie afin de servir de chair à canon dans ses guerres de rapine. Et si, à l'époque du capitalisme ascendant, le caractère révolutionnaire, anti-féodal de la question nationale de la bourgeoisie pouvait être l'aspect principal, aujourd'hui, alors que les bourgeoisies naissantes des siècles derniers se sont transformées en bourgeoisies impérialistes et parasitaires, qui ont poussé l'exploitation, l'oppression des peuples, les guerres de rapine et la réaction politique à son paroxisme, c'est sous son caractère foncièrement réactionnaire qu'apparaît la question nationale de la bourgeoisie.

Certes, toutes les bourgeoisies nationales n'ont pas atteint le stade parasitaire de la bourgeoisie monopoliste. Egalement, la généralisation de l'oppression des peuples à l'époque de l'impérialisme confère à la question nationale un caractère plus explosif encore qu'à l'époque du capitalisme ascendant. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la question nationale s'est élargie pour englober la question coloniale. Mais l'étude de l'impérialisme et de l'exacerbation des contradictions nationales à l'époque de l'impérialisme serait incomplète si on oubliait que l'époque de l'impérialisme, c'est également l'époque de la **révolution prolétarienne**. Cela veut dire qu'aujourd'hui, la classe qui représente le progrès social de l'humanité, la classe qui seule est en mesure de révolutionnariser la société, de jeter dans les poubelles de l'histoire le système d'exploitation capitaliste décadent, c'est le prolétariat, la classe ouvrière. Le prolétariat est la classe de l'avenir, celle dont la mission historique consiste à arracher le pouvoir à la bourgeoisie et à entreprendre la construction du socialisme afin d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, et conduire finalement les sociétés humaines à l'abolition des classes sociales et au communisme. Dans ce contexte, la question nationale de la bourgeoisie et la question nationale du prolétariat apparaissent de façon toute aussi distincte, sinon plus, que l'étaient jadis la question nationale de l'aristocratie et la question nationale de la bourgeoisie.

Pour le prolétariat, comme pour toutes les autres classes, la lutte nationale n'est pas une lutte en soit, mais le moyen, la **forme** nécessaire de sa lutte pour le pouvoir. C'est le capitalisme qui a créé et consolidé les nations en même temps qu'il a généralisé l'oppression des nations. Pour la bourgeoisie, les nations et l'oppression nationale sont aussi vitales que le charbon et le pétrole de ses usines. La bourgeoisie a un besoin vital de son Etat-nation pour délimiter son marché et constituer un capital qu'elle contrôle en propre. C'est à partir de cette base nationale que la bourgeoisie va tenter de se soumettre les Etats et les nations plus faibles afin de devenir plus forte encore et de s'établir comme puissance hégémonique. En fait, même si l'impérialisme crée les conditions économiques de la fusion des nations en internationalisant comme jamais le processus de production et d'échange, il consolide du même coup les barrières nationales en accentuant l'oppression et l'inégalité des nations, et en propageant systématiquement le nationalisme et le chauvinisme.

Tout à l'opposé, se dresse le prolétariat international qui, dans tous les pays capitalistes, subit l'exploitation capitaliste et la réaction impérialiste. Le prolétariat n'a aucun intérêt à l'oppression des nations, si ce n'est une infime minorité, l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes, à qui la bourgeoisie remet certaines miettes de l'exploitation des peuples pour acheter leur trahison face aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Plus encore, le prolétariat a un intérêt décisif à l'union la plus étroite des ouvriers de toutes les nations car, l'impérialisme, en tant que système mondial, ne pourra être détruit que par la force conjuguée des ouvriers, peuples et nations opprimées à travers le

monde. En un mot, la question nationale du prolétariat, c'est l'**internationalisme prolétarien**. Mais n'est-ce pas paradoxal que d'affirmer que la question nationale du prolétariat, c'est l'union de toutes les nations et ultimement la fusion des nations et leur disparition sous le communisme? En réalité, ce paradoxe s'explique très bien si on comprend que pour réaliser ses objectifs et ses intérêts de classe, qui représentent fondamentalement les intérêts de l'avenir de toute l'humanité, il est absolument essentiel, d'abord et avant tout, que le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et détruise la dictature de la bourgeoisie pour la remplacer par la dictature du prolétariat sur les exploiteurs. Nécessairement, cette lutte revêt une forme nationale car, c'est à partir des nations et des Etats institués sous le capitalisme que devra être amorcée la construction du socialisme.

Plus encore, à notre époque, **seul** le prolétariat est véritablement en mesure de résoudre la question nationale et de libérer pleinement les nations des chaînes de l'impérialisme au point même de les rendre inutiles. Concrètement, cela veut dire que les communistes, bien loin de se désintéresser de la question nationale sous prétexte que c'est une question bourgeoise, c'est-à-dire qui appartient au cadre historique de la société capitaliste, vont devoir s'en servir pour développer la lutte contre la bourgeoisie et engager la révolution prolétarienne.

C'est en s'appuyant sur l'analyse historique de Marx que Lénine tire précisément cette conclusion générale: que la lutte pour la république, que la lutte pour l'indépendance nationale, à l'instar de toutes les questions de démocratie politique qui se posent sur le terrain de la société bourgeoise, doivent être utilisées par le prolétariat pour renforcer sa lutte contre la bourgeoisie.

"A l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie pour tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie." (12)

Lénine pose ici une question capitale, celle de la **politique indépendante du prolétariat** qui doit aborder la question nationale de son propre point de vue, c'est-à-dire du point de vue de la révolution prolétarienne, de la lutte pour **renverser** et non pas consolider, la bourgeoisie. Certains pourront penser qu'il s'agit là d'une évidence, d'une vérité "simpliste", et pourtant c'est cette "simple" vérité que les révisionnistes s'acharnent à nier en spéculant sur une prétendue transformation fondamentale des rapports de force mondiaux.

En fait, ce que les révisionnistes tentent de falsifier, c'est la portée même du principe selon lequel, à l'époque de l'impérialisme, la lutte contre l'oppression nationale et coloniale fait partie intégrante de la révolution prolétarienne. Car, ils essaient de tirer de ce principe la conclusion que la question nationale de la bourgeoisie et la question nationale du prolétariat au sein des pays colonisés, ou dominés par l'impérialisme, se confondraient et qu'il n'y aurait, par conséquent, aucune différence fondamentale entre la lutte nationale dirigée par la bourgeoisie et la lutte nationale dirigée par le prolétariat. Cela est particulièrement évident pour les pays nouvellement indépendants du "tiers monde" pour lesquels les révisionnistes prêchent la collaboration avec les bourgeoisies au pouvoir, en présentant comme authentiquement patriotes et anti-impérialistes des régimes bourgeois qui vont de compromis en compromis avec l'impérialisme, ou encore qui sont carrément mis et maintenus en place par les puissances impérialistes. Or, affirmer que la lutte contre l'oppression nationale et coloniale fait partie de la révolution prolétarienne, ce n'est pas, d'aucune façon, affirmer que la bourgeoisie des pays colonisés se transforme en combattants de la révolution prolétarienne, mais au contraire que le prolétariat doit prendre la direction de la lutte de libération nationale pour s'en servir comme tremplin pour la révolution **socialiste**.

"(...) il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en la brisant; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution qui exproprie la bourgeoisie. (...)

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte "utopique", comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent **également** *sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie." (13)*

Or, non seulement le prolétariat doit aborder la lutte de libération nationale dans l'esprit de s'en servir pour réaliser la révolution socialiste, mais encore, seule la direction de la classe ouvrière dans cette lutte peut permettre de réaliser de façon conséquente la lutte pour l'indépendance nationale. Et cela précisément parce qu'à l'époque de l'impérialisme, à l'époque de la domination de la bourgeoisie monopoliste, le caractère révolutionnaire que pourrait revêtir les bourgeoisies des pays opprimés est extrêmement incertain et chancelant, en raison des multiples liens de corruption que l'impérialisme tisse avec ces bourgeoisies, et en raison aussi de la crainte de tous les bourgeois face à la classe ouvrière et à la révolution socialiste. Et si la bourgeoisie arrive à prendre la tête du mouvement de libération nationale, cette attitude chancelante a tôt fait de se transformer, une fois l'indépendance acquise, en capitulation devant l'impérialisme, doublée d'une offensive en règle pour tenter d'écraser la révolution ouvrière.

"Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers: en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens); en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats des Balkans, etc)." (14)

Cette observation de Lénine qui date de 1916 a été reprise en juillet 1920 au IIe Congrès de l'Internationale communiste. Tout en observant que le mouvement national est démocratique bour-

en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution qui exproprie la bourgeoisie. (...)

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte "utopique", comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent **également** sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie." (13)

Or, non seulement le prolétariat doit aborder la lutte de libération nationale dans l'esprit de s'en servir pour réaliser la révolution socialiste, mais encore, seule la direction de la classe ouvrière dans cette lutte peut permettre de réaliser de façon conséquente la lutte pour l'indépendance nationale. Et cela précisément parce qu'à l'époque de l'impérialisme, à l'époque de la domination de la bourgeoisie monopoliste, le caractère révolutionnaire que pourrait revêtir les bourgeoisies des pays opprimés est **extrêmement** incertain et chancelant, en raison des multiples liens de corruption que l'impérialisme tisse avec ces bourgeoisies, et en raison aussi de la crainte de tous les bourgeois face à la classe ouvrière et à la révolution socialiste. Et si la bourgeoisie arrive à prendre la tête du mouvement de libération nationale, cette attitude chancelante a tôt fait de se transformer, une fois l'indépendance acquise, en capitulation devant l'impérialisme, doublée d'une offensive en règle pour tenter d'écraser la révolution ouvrière.

"Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers: en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens); en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats des Balkans, etc.)" (14)

Cette observation de Lénine qui date de 1916 a été reprise en juillet 1920 au IIe Congrès de l'Internationale communiste. Tout en observant que le mouvement national est démocratique bourgeois, dans la mesure où il met en mouvement une population opprimée majoritairement composée de paysans et qu'il se situe encore dans le cadre des rapports bourgeois et capitalistes, Lénine indique que ce mouvement participe à la révolution s'il prend une direction révolutionnaire.

"Si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploiteurs et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. (...) en tant que communistes, nous ne devrons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la IIe Internationale." (15)

En somme, c'est déjà sur le terrain même de la lutte nationale démocratique bourgeoise que s'opère la distinction très nette entre la voie réformiste à laquelle tend à adhérer la bourgeoisie nationale, et la voie révolutionnaire que défend avec conséquence le prolétariat. Et malgré qu'en 1920, le prolétariat dans ces pays coloniaux était infiniment moins développé qu'il l'est aujourd'hui avec le développement de la pénétration impérialiste, déjà Lénine et l'Internationale indiquaient qu'il revenait au prolétariat, même très minoritaire, d'assumer la direction du mouvement national **révolutionnaire** qui s'oppose, non seulement à l'impérialisme, mais aussi au mouvement réformiste qui collabore avec l'impérialisme pour mater les classes révolutionnaires.

"(...) comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports pré-capitalistes y prédominent encore, et que, par la suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs." (16)

De la même façon, en 1920 déjà, Lénine indiquait que les peuples opprimés des colonies, bien loin d'avoir à passer par un stade de développement capitaliste dirigé par la bourgeoisie nationale, peuvent et doivent directement s'engager dans le pouvoir soviétique, c'est-à-dire établir le régime de dictature du prolétariat adapté aux conditions concrètes du régime social pré-capitaliste.

"(...) pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés (...). Nous y avons répondu par la négative. (...) les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste." (17)

Cette réalité que décrivait Lénine au début des années 20 a été mille fois confirmée depuis. Et cela d'autant plus que dans plusieurs pays, qui ont obtenu leur indépendance de façon relativement pacifique au cours du processus de "décolonisation" des années d'après-guerre, la bourgeoisie a pris le pouvoir sans même s'engager dans la lutte armée révolutionnaire et en conservant encore des liens étroits avec les puissances impérialistes. Que l'on pense seulement à plusieurs de ces anciennes colonies de l'Afrique "française" où les avions Mirages et les parachutistes de la Légion française assurent la protection des capitaux impérialistes tout en s'offrant "bénévolement" comme police au service de la bourgeoisie locale pour réprimer les classes révolutionnaires. De telles alliances, dites de "sécurité", existent aussi, non seulement dans le cadre du Commonwealth britannique, mais aussi et surtout dans l'orbite des deux superpuissances. Que l'on pense à l'Ethiopie et à l'Angola pour l'URSS, ou au Zaïre dans le cas des USA qui collaborent ici généreusement avec ses "ennemis" du "second monde", comme la France et la Belgique. C'est ainsi que le colonialisme, bien loin d'avoir été supprimé dans la plupart de ces pays, a simplement changé de forme et s'est

transformé en néo-colonialisme, c'est-à-dire en colonialisme sous couleur d'indépendance formelle.

Cette situation contraste brutalement avec la situation des Révolutions chinoise et albanaise, où le rôle dirigeant dans la lutte de libération nationale a été tenu par le prolétariat et son parti communiste. Le Parti communiste chinois n'a pas refusé de s'allier avec la bourgeoisie mais, en autant que celle-ci adhérait à la lutte anti-impérialiste. La même chose s'est produite en Albanie durant la guerre de libération antifasciste. Mais en même temps, les communistes chinois et albanais ont défendu résolument, et de façon indépendante, le programme politique du prolétariat. Même si, dans la lutte, l'ennemi principal était l'envahisseur japonais, italien et allemand, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est exacerbée sur le terrain même de la lutte de libération nationale, alors que la plus grande partie de la bourgeoisie a trahi la lutte pour s'allier à l'impérialisme contre le prolétariat, et alors que les masses se sont rendues compte au cours même de la lutte de la justesse du point de vue communiste. C'est ainsi que le triomphe de la lutte de libération nationale en Chine et en Albanie a signifié du même coup le triomphe du prolétariat qui a pris le pouvoir dans les formes concrètes d'un front démocratique constitué autour de sa direction. Bien sûr les révisionnistes aussi utilisent l'expression "large front démocratique". Mais, c'est pour tenter de faire croire qu'il s'agirait là d'un Etat neutre, d'un gouvernement démocratique soit-disant au-dessus des classes, alors qu'en fait, nous l'avons vu, il ne s'agit de rien d'autre qu'un front dirigé par la bourgeoisie et qui donne lieu, lors de la prise du pouvoir, à l'établissement d'un Etat national de dictature **bourgeoise**. Ici encore, toute la supercherie révisionniste consiste à confondre l'hégémonie du prolétariat et l'hégémonie de la bourgeoisie en jouant sur le fait que l'une ou l'autre classe cherche à rassembler autour de sa direction d'autres classes et fractions de classes appelées à rallier, selon la situation, l'une ou l'autre des deux classes fondamentales de notre époque. Voilà pourquoi, aussi, quand il définit la dictature du prolétariat, Lénine ne rejette pas les alliés du prolétariat mais indique clairement que c'est autour des intérêts du prolétariat que se constitue l'Etat et que ces intérêts visent l'élimination définitive de la bourgeoisie.

"La dictature du prolétariat est une forme spéciale d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches de travailleurs non-prolétariens (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou leur majorité, alliance dirigée contre le capital et ayant pour but le renversement complet de ce dernier, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, l'instauration définitive et la consolidation du socialisme. Cette alliance particulière qui s'établit dans une situation particulière, c'est-à-dire au cours de la guerre civile la plus acharnée, c'est l'alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois avec les "neutres" (...) (18)

Et, comme le fait remarquer Staline:

"Ce qui caractérise essentiellement cette alliance, c'est que sa force directrice est le prolétariat, c'est que le directeur de l'Etat, le directeur de la dictature du prolétariat est un seul parti, celui du prolétariat, le Parti des communistes, ***qui ne partage pas et ne peut partager la direction avec les autres partis."*** *(19)*

Aussi, en proclamant la république populaire en Chine et en Albanie, le peuple, dirigé par le prolétariat et son parti communiste, n'a pas simplement proclamé une indépendance formelle, mais s'est engagé dans la consolidation économique de cette indépendance politique, en construisant la société socialiste, et en engageant la lutte pour faire disparaître progressivement les séquelles du capitalisme. Telle est la voie marxiste-léniniste de la libération nationale des peuples opprimés. C'est là la voie de la révolution prolétarienne où la classe ouvrière, dirigeant la libération de la nation du joug colonial et de la domination impérialiste, s'empare du pouvoir d'Etat, détruit l'ancien Etat colonial capitaliste et instaure sa propre dictature pour s'engager directement, sans passer par le stade du capitalisme avancé, dans la révolution socialiste, dans la lutte pour en finir avec la bourgeoisie, le capitalisme et l'impérialisme.

L'histoire des Révolutions chinoise, albanaise, et aussi, ne l'oublions pas, l'histoire de la Révolution bolchévique elle-même, démontre clairement que le prolétariat participe à la lutte démocratique pour y défendre ses propres intérêts, pour faire triompher la révolution socialiste. Et ces intérêts, **nécessairement**, entrent en contradiction avec ceux de la bourgeoisie exploiteuse qui participe aussi à ces luttes mais dans le seul but de développer un capitalisme national qui **nécessairement** fournira un terrain propice à la pénétration impérialiste. A un moment ou l'autre de la lutte, la question nationale du prolétariat et la question nationale de la bourgeoisie vont s'affronter de façon antagoniste. Inévitablement, à un moment ou l'autre, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie deviendra principale. Pouvoir bourgeois ou pouvoir prolétarien, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, capitalisme ou socialisme, tel est finalement l'enjeu fondamental de la révolution prolétarienne, qu'elle procède en une ou plusieurs étapes. Qu'il soit possible à certaines étapes de cheminer temporairement avec certaines fractions patriotes de la bourgeoisie ne change rien à la question fondamentale de la révolution, à savoir: qui dirige et qui triomphe, le prolétariat ou la bourgeoisie?

La "théorie des trois mondes": une nouvelle variante du révisionnisme khrouchtchévien

Khrouchtchev et cie ont inventé la théorie de la "voie non-capitaliste de développement" pour tenter de s'opposer à la révolution prolétarienne dans les pays du "tiers-monde". Pour eux, le prolétariat est trop faible pour jouer un rôle décisif dans la vie du pays. Pour eux aussi, après la révolution de libération nationale, les conditions ne seraient pas mûres pour entamer la révolution socialiste. Voilà pourquoi ils proposent aux peuples de ces pays de laisser la bourgeoisie faire la "transition" en engageant le pays dans le développement d'un capitalisme d'Etat "aidé" par l'Union soviétique. Et ce processus de passage pacifique à un éventuel "socialisme" serait maintenant possible car, la situation mondiale aurait tellement évolué que les pays impérialistes seraient obligés de rentrer leurs crocs devant la "concurrence pacifique" du "camp socialiste". Précisons que, pour les nouveaux tsars de Moscou, le "camp socialiste" n'a rien à voir avec le camp du **socialisme** et de la **révolution**, le camp du **prolétariat** mondial, des pays authentiquement socialistes et des peuples du monde, mais a beaucoup à voir, par ailleurs, avec le Comecon et le Pacte de Varsovie, ce bloc militaire agressif dominé par l'impérialisme russe. Pour les révisionnistes de Moscou, le prolétariat n'a pas à faire la révolution mais à se rapprocher sous la gouverne de la bourgeoisie, du système néo-colonial soviétique. Voilà finalement l'essence de la théorie révisionniste de la "voie non-capitaliste de développement".

Mais Khrouchtchev n'est pas l'unique poulain de l'écurie révisionniste. Déjà

Kautsky, à l'époque de la Première Guerre mondiale, avait décidé de substituer le nationalisme bourgeois à l'internationalisme prolétarien. Déjà, il avait abandonné le point de vue indépendant du prolétariat, le point de vue de la révolution pour s'aligner sur le point de vue de la bourgeoisie et du développement d'un capitalisme "national" célébré par le sang ouvrier versé dans les abominables tranchées de la guerre de 14-18! Tito, en Yougoslavie, a aussi depuis longtemps révisé le marxisme-léninisme pour s'engager dans la collaboration avec l'impérialisme américain en se donnant des airs de "socialisme national", de "non-alignement" pour tenter de camoufler l'extrême oppression de la classe ouvrière et des diverses nationalités de la République yougoslave. Or, voici qu'aujourd'hui apparaît une "nouvelle" théorie, prétendument inspirée de Mao Tsé-toung, et qui, en réalité, est en totale contradiction avec l'acquis historique de la Révolution chinoise et avec le marxisme-léninisme.

Cette théorie, dite des "trois-mondes", prétend en effet qu'aujourd'hui, la situation mondiale aurait connu un *"changement énorme"* (20). D'une part on considère l'apparition des superpuissances comme un *"phénomène nouveau dans l'histoire du développement de l'impérialisme"* (21). D'autre part, ces "nouveaux théoriciens" affirment que *"l'entrée en scène du tiers monde en tant que force principale dans la lutte mondiale contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme a créé une situation sans précédent dans l'histoire de l'humanité"* (22). Cette situation serait à ce point sans précédent que la lutte des classes aurait cédé le pas à la lutte des pays du "tiers monde" en tant que *"force motrice qui fait avancer la roue de l'histoire"* (23). La plupart des pays du "tiers monde" ayant acquis leur indépendance se trouvent aujourd'hui *"confrontés à la tâche cruciale de la conquérir totalement sur les plans politiques et économiques"* (24). Pour cela, les pays du "tiers monde" qui *"englobent les pays socialistes"* (25), peuvent compter sur le *"mouvement non-aligné"* (26), et leur soutien réciproque. Aussi, *"les pays indépendants du tiers monde utilisent le pouvoir d'Etat qu'ils détiennent pour s'assurer des moyens d'action plus nombreux et un terrain de manoeuvre plus vaste que par le passé, ce qui leur permet de renforcer graduellement leur coopération et d'entreprendre des actions concertées dans la lutte commune."* (27)

Mais dans cette "coopération" et ces "actions concertées dans la lutte commune", il y a un grand absent: la révolution prolétarienne... Tout ce que nous disent ces "nouveaux innovateurs" du marxisme, parmi lesquels il faut compter les dirigeants actuels du Parti communiste chinois, c'est que dans les 120 pays qui constituent le "tiers monde", existent des *"conditions favorables au développement et à l'accroissement sur une période prolongée, des forces révolutionnaires anti-impérialistes du tiers monde"* (28). Mais les tenants de la "voie non-capitaliste" nous disent exactement la même chose, à savoir que leur prétendue stratégie transitoire, qui laisse la porte toute grande ouverte à la bourgeoisie, aurait pour but, paraît-il, de développer les forces de la révolution.

"Un des principaux objectifs du développement non-capitaliste est de consolider le pouvoir du peuple travailleur, de renforcer les positions et l'influence des forces révolutionnaires les plus conséquentes" (29).

Eux aussi prennent la peine de nous dire que leur mot d'ordre n'est pas un simple recul tactique imposé par la force de l'ennemi mais constitue au contraire une voie stratégique valable pour toute une période historique.

"Les tendances anti-capitalistes se développent de plus en plus dans les pays du Tiers Monde. Ce développement dirigera de plus en plus de pays, qui ont acquis leur indépendance sous peu, dans la voie non-capitaliste qui est une étape de transition vers le socialisme" (30).

"Le développement non-capitaliste exige un laps de temps relativement long parce que les forces productives doivent être bâties à partir de rien" (31).

Au fond, la théorie du "développement non-capitaliste" et la "théorie des trois mondes" reposent sur les mêmes fondements théoriques. Premièrement, ces deux théories avancent que l'on serait aujourd'hui dans une nouvelle époque de l'impérialisme. Dans un cas, on prétend que l'impérialisme serait neutralisé par le prétendu "camp socialiste" de l'URSS. Dans l'autre, on prétend que nous en sommes aujourd'hui à l'époque des superpuissances, superpuissances qui peuvent être neutralisées par l'union de tous les pays du "tiers monde" alliés aux pays impérialistes, à l'exclusion des USA et de l'URSS, ou seulement même de l'URSS. Deuxièmement, ces deux théories tirent de cette nouvelle situation mondiale la conclusion que les bourgeoisies qui dirigent les pays du "tiers monde" seraient fondamentalement révolutionnaires et anti-impérialistes. Troisièmement, ces deux théories considèrent que le prolétariat de ces pays ne doit pas s'engager

transformé en néo-colonialisme, c'est-à-dire en colonialisme sous couleur d'indépendance formelle.

Cette situation contraste brutalement avec la situation des Révolutions chinoise et albanaise, où le rôle dirigeant dans la lutte de libération nationale a été tenu par le prolétariat et son parti communiste. Le Parti communiste chinois n'a pas refusé de s'allier avec la bourgeoisie mais, en autant que celle-ci adhérait à la lutte anti-impérialiste. La même chose s'est produite en Albanie durant la guerre de libération antifasciste. Mais en même temps, les communistes chinois et albanais ont défendu résolument, et de façon indépendante, le programme politique du prolétariat. Même si, dans la lutte, l'ennemi principal était l'envahisseur japonais, italien et allemand, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est exacerbée sur le terrain même de la lutte de libération nationale, alors que la plus grande partie de la bourgeoisie a trahi la lutte pour s'allier à l'impérialisme contre le prolétariat, et alors que les masses se sont rendues compte au cours même de la lutte de la justesse du point de vue communiste. C'est ainsi que le triomphe de la lutte de libération nationale en Chine et en Albanie a signifié du même coup le triomphe du prolétariat qui a pris le pouvoir dans les formes concrètes d'un front démocratique constitué autour de sa direction. Bien sûr les révisionnistes aussi utilisent l'expression "large front démocratique". Mais, c'est pour tenter de faire croire qu'il s'agirait là d'un Etat neutre, d'un gouvernement démocratique soit-disant au-dessus des classes, alors qu'en fait, nous l'avons vu, il ne s'agit de rien d'autre qu'un front dirigé par la bourgeoisie et qui donne lieu, lors de la prise du pouvoir, à l'établissement d'un Etat national de dictature **bourgeoise**. Ici encore, toute la supercherie révisionniste consiste à confondre l'hégémonie du prolétariat et l'hégémonie de la bourgeoisie en jouant sur le fait que l'une ou l'autre classe cherche à rassembler autour de sa direction d'autres classes et fractions de classes appelées à rallier, selon la situation, l'une ou l'autre des deux classes fondamentales de notre époque. Voilà pourquoi, aussi, quand il définit la dictature du prolétariat, Lénine ne rejette pas les alliés du prolétariat mais indique clairement que c'est autour des intérêts du prolétariat que se constitue l'Etat et que ces intérêts visent l'élimination définitive de la bourgeoisie.

"La dictature du prolétariat est une forme spéciale d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches de travailleurs non-prolétariens (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou leur majorité, alliance dirigée contre le capital et ayant pour but le renversement complet de ce dernier, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, l'instauration définitive et la consolidation du socialisme. Cette alliance particulière qui s'établit dans une situation particulière, c'est-à-dire au cours de la guerre civile la plus acharnée, c'est l'alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois avec les "neutres" (...) (18)

Et, comme le fait remarquer Staline:

"Ce qui caractérise essentiellement cette alliance, c'est que sa force directrice est le prolétariat, c'est que le directeur de l'Etat, le directeur de la dictature du prolétariat est un seul parti, celui du prolétariat, le Parti des communistes, **qui ne partage pas et ne peut partager la direction avec les autres partis."** *(19)*

Aussi, en proclamant la république populaire en Chine et en Albanie, le peuple, dirigé par le prolétariat et son parti communiste, n'a pas simplement proclamé une indépendance formelle, mais s'est engagé dans la consolidation économique de cette indépendance politique, en construisant la société socialiste, et en engageant la lutte pour faire disparaître progressivement les séquelles du capitalisme. Telle est la voie marxiste-léniniste de la libération nationale des peuples opprimés. C'est là la voie de la révolution prolétarienne où la classe ouvrière, dirigeant la libération de la nation du joug colonial et de la domination impérialiste, s'empare du pouvoir d'Etat, détruit l'ancien Etat colonial capitaliste et instaure sa propre dictature pour s'engager directement, sans passer par le stade du capitalisme avancé, dans la révolution socialiste, dans la lutte pour en finir avec la bourgeoisie, le capitalisme et l'impérialisme.

L'histoire des Révolutions chinoise, albanaise, et aussi, ne l'oublions pas, l'histoire de la Révolution bolchévique elle-même, démontre clairement que le prolétariat participe à la lutte démocratique pour y défendre ses propres intérêts, pour faire triompher la révolution socialiste. Et ces intérêts, **nécessairement**, entrent en contradiction avec ceux de la bourgeoisie exploiteuse qui participe aussi à ces luttes mais dans le seul but de développer un capitalisme national qui **nécessairement** fournira un terrain propice à la pénétration impérialiste. A un moment ou l'autre de la lutte, la question nationale du prolétariat et la question nationale de la bourgeoisie vont s'affronter de façon antagoniste. Inévitablement, à un moment ou l'autre, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie deviendra principale. Pouvoir bourgeois ou pouvoir prolétarien, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, capitalisme ou socialisme, tel est finalement l'enjeu fondamental de la révolution prolétarienne, qu'elle procède en une ou plusieurs étapes. Qu'il soit possible à certaines étapes de cheminer temporairement avec certaines fractions patriotes de la bourgeoisie ne change rien à la question fondamentale de la révolution, à savoir: qui dirige et qui triomphe, le prolétariat ou la bourgeoisie?

La "théorie des trois mondes": une nouvelle variante du révisionnisme khrouchtchévien

Khrouchtchev et cie ont inventé la théorie de la "voie non-capitaliste de développement" pour tenter de s'opposer à la révolution prolétarienne dans les pays du "tiers-monde". Pour eux, le prolétariat est trop faible pour jouer un rôle décisif dans la vie du pays. Pour eux aussi, après la révolution de libération nationale, les conditions ne seraient pas mûres pour entamer la révolution socialiste. Voilà pourquoi ils proposent aux peuples de ces pays de laisser la bourgeoisie faire la "transition" en engageant le pays dans le développement d'un capitalisme d'Etat "aidé" par l'Union soviétique. Et ce processus de passage pacifique à un éventuel "socialisme" serait maintenant possible car, la situation mondiale aurait tellement évolué que les pays impérialistes seraient obligés de rentrer leurs crocs devant la "concurrence pacifique" du "camp socialiste". Précisons que, pour les nouveaux tsars de Moscou, le "camp socialiste" n'a rien à voir avec le camp du **socialisme** et de la **révolution**, le camp du **prolétariat** mondial, des pays authentiquement socialistes et des peuples du monde, mais a beaucoup à voir, par ailleurs, avec le Comecon et le Pacte de Varsovie, ce bloc militaire agressif dominé par l'impérialisme russe. Pour les révisionnistes de Moscou, le prolétariat n'a pas à faire la révolution mais à se rapprocher sous la gouverne de la bourgeoisie, du système néo-colonial soviétique. Voilà finalement l'essence de la théorie révisionniste de la "voie non-capitaliste de développement".

Mais Khrouchtchev n'est pas l'unique poulain de l'écurie révisionniste. Déjà

Kautsky, à l'époque de la Première Guerre mondiale, avait décidé de substituer le nationalisme bourgeois à l'internationalisme prolétarien. Déjà, il avait abandonné le point de vue indépendant du prolétariat, le point de vue de la révolution pour s'aligner sur le point de vue de la bourgeoisie et du développement d'un capitalisme "national" célébré par le sang ouvrier versé dans les abominables tranchées de la guerre de 14-18! Tito, en Yougoslavie, a aussi depuis longtemps révisé le marxisme-léninisme pour s'engager dans la collaboration avec l'impérialisme américain en se donnant des airs de "socialisme national", de "non-alignement" pour tenter de camoufler l'extrême oppression de la classe ouvrière et des diverses nationalités de la République yougoslave. Or, voici qu'aujourd'hui apparaît une "nouvelle" théorie, prétendument inspirée de Mao Tsé-toung, et qui, en réalité, est en totale contradiction avec l'acquis historique de la Révolution chinoise et avec le marxisme-léninisme.

Cette théorie, dite des "trois-mondes", prétend en effet qu'aujourd'hui, la situation mondiale aurait connu un *"changement énorme"* (20). D'une part on considère l'apparition des superpuissances comme un *"phénomène nouveau dans l'histoire du développement de l'impérialisme"* (21). D'autre part, ces "nouveaux théoriciens" affirment que *"l'entrée en scène du tiers monde en tant que force principale dans la lutte mondiale contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme a créé une situation sans précédent dans l'histoire de l'humanité"* (22). Cette situation serait à ce point sans précédent que la lutte des classes aurait cédé le pas à la lutte des pays du "tiers monde" en tant que *"force motrice qui fait avancer la roue de l'histoire"* (23). La plupart des pays du "tiers monde" ayant acquis leur indépendance se trouvent aujourd'hui *"confrontés à la tâche cruciale de la conquérir totalement sur les plans politiques et économiques"* (24). Pour cela, les pays du "tiers monde" qui *"englobent les pays socialistes"* (25), peuvent compter sur le *"mouvement non-aligné"* (26), et leur soutien réciproque. Aussi, *"les pays indépendants du tiers monde utilisent le pouvoir d'Etat qu'ils détiennent pour s'assurer des moyens d'action plus nombreux et un terrain de manoeuvre plus vaste que par le passé, ce qui leur permet de renforcer graduellement leur coopération et d'entreprendre des actions concertées dans la lutte commune."* (27)

Mais dans cette "coopération" et ces "actions concertées dans la lutte commune", il y a un grand absent: la révolution prolétarienne... Tout ce que nous disent ces "nouveaux innovateurs" du marxisme, parmi lesquels il faut compter les dirigeants actuels du Parti communiste chinois, c'est que dans les 120 pays qui constituent le "tiers monde", existent des *"conditions favorables au développement et à l'accroissement sur une période prolongée, des forces révolutionnaires anti-impérialistes du tiers monde"* (28). Mais les tenants de la "voie non-capitaliste" nous disent exactement la même chose, à savoir que leur prétendue stratégie transitoire, qui laisse la porte toute grande ouverte à la bourgeoisie, aurait pour but, paraît-il, de développer les forces de la révolution.

"Un des principaux objectifs du développement non-capitaliste est de consolider le pouvoir du peuple travailleur, de renforcer les positions et l'influence des forces révolutionnaires les plus conséquentes" (29).

Eux aussi prennent la peine de nous dire que leur mot d'ordre n'est pas un simple recul tactique imposé par la force de l'ennemi mais constitue au contraire une voie stratégique valable pour toute une période historique.

"Les tendances anti-capitalistes se développent de plus en plus dans les pays du Tiers Monde. Ce développement dirigera de plus en plus de pays, qui ont acquis leur indépendance sous peu, dans la voie non-capitaliste qui est une étape de transition vers le socialisme" (30).

"Le développement non-capitaliste exige un laps de temps relativement long parce que les forces productives doivent être bâties à partir de rien" (31).

Au fond, la théorie du "développement non-capitaliste" et la "théorie des trois mondes" reposent sur les mêmes fondements théoriques. Premièrement, ces deux théories avancent que l'on serait aujourd'hui dans une nouvelle époque de l'impérialisme. Dans un cas, on prétend que l'impérialisme serait neutralisé par le prétendu "camp socialiste" de l'URSS. Dans l'autre, on prétend que nous en sommes aujourd'hui à l'époque des superpuissances, superpuissances qui peuvent être neutralisées par l'union de tous les pays du "tiers monde" alliés aux pays impérialistes, à l'exclusion des USA et de l'URSS, ou seulement même de l'URSS. Deuxièmement, ces deux théories tirent de cette nouvelle situation mondiale la conclusion que les bourgeoisies qui dirigent les pays du "tiers monde" seraient fondamentalement révolutionnaires et anti-impérialistes. Troisièmement, ces deux théories considèrent que le prolétariat de ces pays ne doit pas s'engager

dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie avec laquelle il partagerait, même si c'est à des degrés divers, le même intérêt anti-impérialiste. Finalement, ces deux théories se présentent comme des stratégies devant assurer la transition vers un éventuel socialisme, transition au cours de laquelle pourront se développer les forces productives et révolutionnaires, et au cours de laquelle pourra être consolidée l'indépendance politique et économique des pays du "tiers monde".

Car, si les révisionnistes rejettent la nécessité absolue de la direction prolétarienne et de la révolution socialiste, c'est parce qu'ils prétendent que le prolétariat n'est pas assez développé. Aussi prétendent-ils du même coup que ce sont les bourgeoisies des pays du "tiers monde" qui vont mener la lutte "anti-impérialiste" (version "voie non-capitaliste") ou "anti-superpuissance" (version "trois-mondiste"). Voilà pourquoi aussi, ils favorisent la consolidation de la bourgeoisie et du capitalisme national dans ces pays car, en consolidant "l'économie nationale" capitaliste, cette bourgeoisie va développer les forces productives, en particulier accroître les rangs du prolétariat, en prévision d'un éventuel socialisme. Mais ces "brillants dialecticiens" semblent oublier que leur "brillante" stratégie a pour effet non seulement de développer les forces productives (les moyens de production et la classe ouvrière) mais aussi et surtout des rapports de production **capitalistes** et **impérialistes,** c'est-à-dire l'exploitation et la répression féroce des masses travailleuses, comme cela se produit dans la majorité des pays du "tiers monde".

La base théorique de toute cette argumentation, ce n'est rien d'autre que cette conception matérialiste vulgaire que tous les révisionnistes emploient pour saboter la révolution, à savoir la "théorie des forces productives". Puisqu'en dernière instance, c'est le degré de développement des forces productives et l'infrastructure économique en général qui déterminent l'évolution des sociétés, les révisionnistes ne cessent de nous crier que les conditions ne sont pas prêtes pour la révolution, qu'il ne faut pas aller trop vite, car les forces productives, et en particulier la classe ouvrière, ne sont pas assez développées et qu'il faut donc attendre que le capitalisme les développe... Mais cette jérémiade est doublement réactionnaire.

D'abord, il suffit d'examiner l'ensemble des pays dits du "tiers monde" pour s'apercevoir que, si le capitalisme y développe les forces productives, c'est à pas de tortue. C'est même devenu un cliché que de constater que tout ce que le capitalisme arrive à développer dans les pays sous-développés, c'est bien, justement, leur sous-développement... L'écart entre les pays riches et les pays pauvres ne cesse en effet de grandir et nos "trois-mondistes" auront beau crier au "tiers monde, force motrice de l'histoire" et au "nouvel ordre économique mondial", ils ne pourront rien changer au fait que tous ces pays capitalistes subissent toujours davantage le pillage impérialiste. Car, tant et aussi longtemps que la bourgeoisie y maintiendra son pouvoir, les filets de l'impérialisme ne feront que s'y resserrer. Etrangement, si les révisionnistes, et en particulier les "trois-mondistes", ne tarissent pas d'éloges pour ces régimes bourgeois qui développeraient prétendument les forces productives, et l'économie, et l'indépendance nationale, ils sont par contre étrangement muets sur ce fait que le triomphe de la révolution prolétarienne, et le rejet définitif de l'impérialisme, auraient pour résultat quant à eux, de libérer les forces productives d'une façon qu'on ne peut même pas imaginer sous le capitalisme, et d'engager véritablement la lutte contre le retard économique.

Mais ce n'est là encore que la moitié du mensonge. Car, la démagogie révisionniste ne vise pas seulement à consolider dans les faits le retard économique des pays sous-développés, mais encore elle justifie le retard social que représente la consolidation de la réaction bourgeoise. Car, plus le capitalisme se consolide dans ces pays, et plus la bourgeoisie, confrontée à la force montante du prolétariat, doit avoir recours à la pire répression pour contrer la révolution. C'est ainsi qu'elle fait de plus en plus corps avec la réaction impérialiste afin de saboter la révolution palestinienne, la lutte des peuples érithréen, sahraoui, omani, et la lutte toujours plus vive des forces prolétariennes, paysannes, et démocratiques en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Mais qu'importe à ces traîtres, champions de la "théorie des trois mondes", que la réaction bourgeoise ne cesse de se consolider dans leur "troisième monde" puisque, aveuglés par leurs visées nationalistes, ils font disparaître d'un trait de plume l'existence même des classes et de la dictature de classe dans les pays du "troisième monde".

Quand nos "trois-mondistes", qui visiblement n'ont pas la subtilité du grand frère révisionniste de Moscou, déclarent que *"les* ***pays*** *indépendants du tiers monde utilisent le pouvoir d'Etat qu'****ils*** *détiennent pour s'assurer des moyens d'action plus nombreux et un terrain de manoeuvre plus vaste que par le passé, ce qui leur permet de renforcer graduellement leur coopération et d'entreprendre des actions concertées dans la lutte commune"* (32 — c'est nous qui soulignons), que cachent-ils derrière tout ce fatras de mots creux sur la "coopération", si ce n'est la négation même de la nature de classe de l'Etat qui ne serait pas, paraît-il, détenu par la bourgeoisie, mais plutôt par le peuple et le pays tout entier. Aussi, quand tous ces régimes bourgeois négocient avec l'impérialisme, il est bien entendu que ce n'est pas pour consolider leur régime de dictature sur le prolétariat. Qui oserait croire que le Shah d'Iran et le Sheik d'Arabie saoudite, transigeant, bras dessus, bras dessous, à l'OPEP, ne représentent pas les intérêts de la nation toute entière? Qui oserait ainsi s'en prendre à "l'unité du tiers monde" alors qu'aujourd'hui, à l'époque des "trois mondes", l'impérialisme recule devant "l'unité du troisième monde" et des "non-alignés", Yougoslavie et Cuba en tête, puisque ces pays utilisent "un terrain de manoeuvre plus vaste que par le passé" afin de "renforcer graduellement leur coopération et d'entreprendre des actions concertées dans la lutte commune"?

Etrangement, nos "trois-mondistes", dont on n'arrive plus à distinguer le langage de celui des théoriciens de la "voie non-capitaliste de développement", ont oublié de terminer leur phrase. Sans doute, ont-ils été gênés d'écrire que cette "lutte commune" et ce "pouvoir d'Etat qu'ils détiennent" risquent fort d'être tout autant, et sans doute davantage, dirigés contre le prolétariat et la révolution dans leur pays que contre l'impérialisme... Ces démagogues pourront toujours continuer à déformer le léninisme et en allant pêcher par-ci par-là des citations décrivant la division changeante du monde capitaliste en divers groupes, au gré des guerres et rivalités interimpérialistes, mais ils ne pourront camoufler ce fait que faire passer la consolidation du capitalisme et de la réaction pour une stratégie révolutionnaire", ce n'est rien d'autre que substituer la contre-révolution à la révolution.

Et si on regarde la réalité actuelle de notre monde, en y cherchant l'essence des choses, et non les discours ronflants de tel ou tel chef d'Etat, on s'apercevra que ces thèses révisionnistes sont en totale contradiction avec la réalité. D'abord, au niveau international, la présence de superpuissances ne constitue, d'aucune façon, un "phénomène nouveau" de l'impérialisme. Depuis que l'impérialisme existe, et tant qu'il existera, il émergera toujours une ou plusieurs puissances hégémoniques, qui se disputeront le partage du monde. C'est là la loi même du développement inégal du capitalisme. Khrouchtchev et

ses descendants, qui invoquent la présence du "camp socialiste" pour faire croire que la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes serait maintenant inutile, et les "trois-mondistes" qui invoquent la dégénérescence de l'URSS pour affirmer qu'il n'existe plus de camp socialiste, et que la révolution n'est plus à l'ordre du jour, et qu'il faudrait maintenant passer par "l'étape" de la lutte contre les superpuissances, ceux là sont des révisionnistes qui substituent les rapports conjoncturels entre pays et groupes de pays occupant des positions différentes dans la chaîne impérialiste mondiale, à la division fondamentale du monde entre deux classes, entre deux systèmes sociaux fondamentalement opposés. Que l'on divise le monde, à un moment ou l'autre, en deux, trois, quatre ou cinq types de pays ne change rien au fait que partout, selon la voie qui convient le mieux à la situation de chaque pays, l'objectif du prolétariat est de s'emparer du pouvoir d'Etat, en ralliant à lui toutes les couches opprimées. Partout la tâche du prolétariat est de constituer son parti communiste et de s'engager dans la révolution prolétarienne, de réaliser l'indépendance nationale, là où elle n'existe pas encore ou a été trahie, pour s'engager ensuite, sans passer par la phase du capitalisme avancé, dans la révolution socialiste.

Deuxièmement, faut-il le rappeler, la bourgeoisie au pouvoir, c'est le capitalisme au pouvoir. C'est là sans doute une autre idée "simpliste" que nos révisionnistes préfèrent oublier. Or, dans la majorité des pays du "tiers monde', c'est bel et bien la bourgeoisie qui est au pouvoir, quand ce ne sont pas carrément des cliques compradores. Nos "théoriciens" ont beaucoup spéculé depuis quelques années sur le "nouvel ordre économique mondial" comme manifestation de l'anti-impérialisme des bourgeoisies au pouvoir dans les pays du "tiers monde". On a aussi beaucoup parlé des "pays non-alignés", et des fronts économiques comme l'OPEP. Mais, s'il est clair que certaines revendications économiques peuvent permettre une moins grande inégalité dans les échanges internationaux, c'est une autre chose que de faire croire qu'il s'agit là d'une opposition révolutionnaire à l'impérialisme. Surtout quand on sait que beaucoup de ces nations prétendument *"foncièrement et essentiellement révolutionnaires, progressistes"* (33) sont en réalité dirigées par des régimes sanguinaires, souvent créés de toutes pièces par l'impérialisme, tel le régime du Shah en Iran qui profite des pétro-dollars pour acheter des armes américaines afin de casser la lutte de libération nationale du peuple d'Oman, afin aussi d'écraser le prolétariat iranien.

L'"anti-impérialisme" de ces régimes bourgeois, comme celui de Sadate en Egypte, consiste essentiellement à pactiser avec l'une ou l'autre superpuissance, en foulant aux pieds la lutte révolutionnaire des peuples et en se livrant aux pires campagnes anti-communistes. La bourgeoisie au pouvoir, c'est le capitalisme au pouvoir; et le capitalisme au pouvoir, c'est l'exploitation de la classe ouvrière et, à notre époque, c'est aussi nécessairement la collaboration avec l'impérialisme et la soumission, à un degré ou à un autre, à la politique agressive et expansionniste des puissances impérialistes, USA et URSS en tête. L'apologie du caractère "anti-impérialiste" et "révolutionnaire" des bourgeoisies du "tiers monde" est une tromperie monumentale destinée à saboter la préparation active de la révolution.

Aussi, les prétentions, selon lesquelles le prolétariat ne serait pas assez développé dans les pays du "tiers monde" pour jouer le rôle dirigeant et prendre la direction de la lutte, ne visent qu'à justifier la soumission du prolétariat à la dictature bourgeoise. En Chine, en Albanie et en Russie, le prolétariat aussi était minoritaire. Nous ne doutons pas que dans certains pays du "tiers monde", il soit peu développé, quoique dans beaucoup d'autres, il constitue déjà une force numérique importante d'opposition au régime. Qu'on pense en particulier à beaucoup de pays d'Amérique latine et à des pays comme le Zaïre, où l'impérialisme possède des intérêts énormes. Quoiqu'il en soit, dans tous les pays du "tiers monde", le prolétariat constitue la seule classe qui peut vraiment diriger de façon conséquente la lutte de libération nationale et sa transformation en révolution socialiste. C'est en s'appropriant le point de vue marxiste-léniniste et en ralliant à sa direction les classes paysannes et les couches progressistes de la petite bourgeoisie et possiblement de la bourgeoisie nationale, que la classe ouvrière de ces pays pourra s'engager dans la révolution prolétarienne.

Finalement, si la bourgeoisie au pouvoir, c'est le capitalisme au pouvoir, il faut aussi rappeler que le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir. Tout en se revendiquant à cor et à cri de la révolution, les révisionnistes ne se lassent pas d'inventer transition sur transition pour remettre aux calendes grecques la révolution. Ce sont là autant de tentatives pour s'opposer à la théoirie léniniste de la révolution selon laquelle le prolétariat, en s'engageant dans la lutte de libération nationale, et en prenant la direction

de cette lutte, ne doit pas se contenter de réaliser l'indépendance, mais s'engager dans la deuxième étape, celle de la révolution socialiste dont le but est d'exproprier la bourgeoisie, d'abord la bourgeoisie étrangère, mais aussi la bourgeoisie nationale.

Si on ne peut prévoir en détails les modalités du passage de la lutte de libération nationale à la révolution socialiste, ni l'ordre, ni le moment précis des diverses mesures d'expropriation de la bourgeoisie, l'histoire a prouvé que cette période de transition est en réalité très courte car, très rapidement, se pose de façon antagoniste la lutte pour le pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le capitalisme et le socialisme. Or, consolider cette nouvelle bourgeoisie et ce nouveau capitalisme, sous prétexte de consolider l'indépendance nationale, c'est consolider le pouvoir de la bourgeoisie, sa dictature sur le prolétariat et finalement aussi sa collaboration avec l'impérialisme.

Prônant une phase évolutive et pacifique vers le socialisme, les théories révisionnistes de la "voie non-capitaliste de développement" et des "trois-mondes" prétendent "neutraliser' l'impérialisme en s'appuyant sur les contradictions entre pays, plutôt que sur l'unité révolutionnaire des peuples dirigés par la classe ouvrière. Pour les uns, il s'agit d'unir le "tiers monde" et l'URSS contre les USA et les pays impérialistes du "bloc occidental". Pour les autres, il s'agit d'unir le "tiers monde", y compris les pays socialistes, avec les pays impérialistes du "second monde" contre les superpuissances, ou même uniquement contre l'une d'entre elles. La nouvelle "théorie des trois mondes" n'a donc de "nouvelle" que le nom car, de la "voie non capitaliste de développement" à la "théorie des trois mondes", on retrouve finalement les mêmes fondements révisionnistes: confusion volontaire entre régimes sociaux diamétralement opposés et abandon de la dictature du prolétariat. Partout où elles seront appliquées, ces théories ne pourront mener qu'à la consolidation de la bourgeoisie, du capitalisme, et de l'impérialisme.

Il n'y a pas de troisième voie

Nous sommes à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, et la lutte contre l'oppression nationale est partie prenante de la révolution prolétarienne mondiale. Cela veut dire que, contrairement à l'époque du capitalisme ascendant où la bourgeoisie dirigeait la lutte nationale pour réaliser ses propres intérêts de classe et s'établir en tant que classe dominante, aujourd'hui c'est au prolétariat, guidé par son parti communiste, que revient la tâche historique de libérer les nations en poursuivant dans cette lutte ses propres intérêts de classe: s'emparer du pouvoir, exproprier la bourgeoisie et construire une société socialiste où sera éliminée l'exploitation de l'homme par l'homme. La bourgeoisie ne peut mener à terme la révolution anti-impérialiste car, à l'époque de l'impérialisme, il ne peut exister de pays capitalistes qui soient à l'abri de la pénétration impérialiste.

Seule la classe ouvrière, dont l'intérêt fondamental est d'abolir le capitalisme, pourra réaliser l'indépendance intégrale des colonies. Car, en établissant son Etat de dictature sur la bourgeoisie, elle détruira de fond en comble l'ancien Etat bourgeois imbriqué de multiples manières dans le système colonial et néo-colonial impérialiste. La classe ouvrière des anciennes colonies pourra alors exproprier la bourgeoisie impérialiste et limiter toujours davantage le capitalisme national. Le prolétariat pourra achever la réforme agraire, développer une économie diversifiée en appliquant le principe "compter sur ses propres forces", tout en maintenant vis-à-vis du prolétariat mondial et des peuples opprimés une attitude internationaliste de principe, une attitude de solidarité inébranlable envers la révolution mondiale. Il mettra fin à l'analphabétisme en élargissant, mais aussi en révolutionnarisant la culture. C'est ainsi que le peuple, dirigé par le prolétariat, pourra entreprendre la bataille historique en vue de réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes, en vue de mettre fin à toute forme de discrimination envers les nations et minorités nationales, en vue d'abolir la division entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel...

Cela, ce n'est pas la "voie non-capitaliste de développement", ce n'est pas l'union sans principes de tous les pays et classes du "tiers monde" et du "second monde", cela, c'est le socialisme, la dictature du prolétariat. Telle est la voie que nous indiquent, en particulier, les Révolutions soviétique, chinoise et albanaise, la voie de la libération nationale dirigée par le prolétariat et la voie de la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste.

La question décisive de la révolution demeure celle de la prise du pouvoir. Et pour prendre le pouvoir, le prolétariat a besoin d'un parti solide comme le roc et qui saura défendre sans compromis le point de vue indépendant du prolétariat et rallier à ce point de vue les masses paysannes et les éléments authentiquement patriotes des classes bourgeoise et petite-bourgeoise.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons reprendre le mot d'ordre de Lénine selon lequel la lutte contre l'impérialisme est un mot creux si on n'entreprend pas en même temps de lutter contre l'opportunisme, porte d'entrée du point de vue bourgeois dans le mouvement ouvrier. La lutte contre le révisionnisme moderne n'est pas terminée, bien au contraire. La "voie non-capitaliste de développement", et aujourd'hui son frère jumeau la "théorie des trois mondes", font partie de ces falsifications révisionnistes qui entendent spéculer sur de prétendus changements fondamentaux dans la conjoncture internationale pour étouffer cette vérité fondamentale que notre époque est l'époque de la révolution prolétarienne. Riposter fermement à ces tentatives de sabotage de la révolution en s'emparant du point de vue indépendant du prolétariat, en défendant le marxisme-léninisme contre le révisionnisme, voilà, plus que jamais, une condition à la victoire du camp de la révolution et du socialisme sur le camp de l'impérialisme et de la réaction.

---

(1) **Solodovnikov, Bogoslovsky,** *Non-Capitalist Development*, **Editions du Progrès, Moscou 1975, p.89.**
(2) **idem, p.247**
(3) **idem, p.241**
(4) **idem, p.246**
(5) **idem, p.248**
(6) **idem, p.250**
(7) **idem, p.250**
(8) **idem, p.248**
(9) **idem, p.249**
(10) **idem, p.249**
(11) **idem, p.249**
(12) **Lénine,** *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* **Oeuvres complètes, tome 22, p. 162**
(13) **idem, p.158**
(14) **idem, p.161**
(15) **Lénine,** *Rapport de la Commission nationale et coloniale (26 juillet 1920),* **Sur la situation internationale, Réédition EN LUTTE!, mai 78, p.37.**
(16) **idem, p.38**
(17) **idem, pp.39-40**
(18) **Lénine,** *Préface à l'édition du discours "Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité"* **(1919), Oeuvres complètes, tome 23, p. 385**
(19) **Staline,** *Du Léninisme* **(1926),** *Les bases du léninisme,* **Editions 10/18, Paris, 1969, p.240**
(20) *Pékin information*, **7 nov. 77, p. 18**
(21) **idem, p. 19**
(22) **idem, p. 26**
(23) **Teng Siao-ping,** *Intervention à la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU,* **1974, EN LUTTE! no 96, p.10**
(24) *Pékin Information*, **7 nov. 77, p.27**
(25) **Idem, p.28**
(26) **Idem, p.28**
(27) **Idem, p.28**
(28) **Idem, p.28**
(29) **Solodovnikov, ouv. cité, p.248**
(30) **Idem, pp.251-252**
(31) **Idem, p.248**
(32) *Pékin Information*, **7 nov. 77, p.28**
(33) **idem, p.30**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE



De la dictature intégrale sur la bourgeoisie

Tchang Tchouen-kiao

Le texte que nous publions aujourd'hui dans les pages de notre chronique fait partie de ces textes qui furent rédigés il y a environ trois ans en Chine durant le vaste mouvement d'étude de la dictature du prolétariat visant à battre en brèche le révisionnisme. On doit savoir aussi que ce document fait partie de ces textes qui, depuis quelques temps, ne sont plus diffusés par le Parti communiste chinois, depuis l'élimination en Chine de ceux qu'on a appelés la "Bande des 4".

Or, comme on pourra le constater, le texte qui suit revêt des aspects très importants pour étudier les événements qui se déroulent présentement en Chine. Abordant la question de la dictature du prolétariat et de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, il offre un éclairage intéressant sur les conditions économiques et politiques qui font que le système socialiste est encore marqué par les traces du capitalisme, conditions qui, comme le disaient Lénine et Mao, sont celles qui peuvent permettre à la bourgeoisie de reprendre le pouvoir, comme cela s'est d'ailleurs produit en URSS.

On sait en effet, comme nous l'a appris la Grande Révolution culturelle prolétarienne, et avant cela, Marx et Lénine, que le droit bourgeois, le système d'échange marchand et la répartition inégale persistent sous le socialisme. Toutes ces conditions sont inévitables dans un système issu de l'ancienne société, un système où la contradiction principale oppose encore le prolétariat à la bourgeoisie. Par contre, comme le démontre le texte qui suit, ces conditions, on ne peut que lutter sans répit sous le socialisme pour les restreindre. Sinon, on ne pourrait que préparer le terrain à un retour en arrière, au retour au capitalisme qui demeure toujours un danger sous le socialisme. Le texte de Tchang Tchouen-kiao nous démontre comment le socialisme n'est pas un "état de fait accompli" une fois pour toute comme le prétendent les dirigeants de la Chine actuelle; mais au contraire un état de lutte perpétuelle et constante, parfois même très vive, contre la bourgeoisie pour maintenir la dictature du prolétariat.

S'appuyant sur les acquis de la Révolution culturelle, le texte offre un autre intérêt, en ce sens qu'il fournit des données concrètes sur le régime de propriété actuellement pratiqué en Chine, sur la propriété d'Etat possédée par le peuple et la propriété commune, encore largement dominante dans certains secteurs comme l'agriculture. Dans ce domaine aussi, celui du régime de propriété, la lutte pour élargir et développer la propriété d'Etat et faire de la commune et de la brigade de production l'unité de compte est partie prenante de la lutte contre les résidus du capitalisme et pour l'édification socialiste.

Ce n'est certainement pas sans raisons que les dirigeants actuels du Parti communiste chinois ont suspendu la diffusion de ce document qui renoue avec les acquis de la Révolution culturelle et les principes du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat. Au moment où la direction du PCC considère la Révolution culturelle comme une "ère" achevée, au moment où celle-ci semble remettre en question certains des principes fondamentaux de la dictature du prolétariat et surtout l'hégémonie de la classe ouvrière dans certains secteurs de la société chinoise comme les sciences et l'enseignement (*), il importe que les marxistes-léninistes s'emparent des principes fondamentaux du marxisme-léninisme sur l'édification du socialisme et la dictature du prolétariat. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons intensifier la lutte, non seulement contre les manifestations superficielles du révisionnisme, mais contre ses thèses de fond. Pour toutes ces raisons, nous croyons que le texte qui suit, plutôt que d'être soumis à la censure, doit au contraire être étudié en profondeur, afin que chacun puisse se faire un point de vue sur ces questions fondamentales du socialisme. La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE reviendra d'ailleurs dans les pages d'un de ses prochains numéros sur les questions abordées dans ce texte et sur les questions plus générales de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives, et du maintien de la dictature du prolétariat sous le socialisme.

(*) Voir à ce propos l'éditorial du présent numéro.

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE



La Grande Révolution culturelle prolétarienne a démontré que le prolétariat ne pouvait conserver le pouvoir sous le socialisme qu'au prix d'une lutte de tous les instants, que s'il exerçait sa dictature intégrale sur la bourgeoisie. Ci-dessus: ouvriers des chantiers navaux de Changaï.

La question de la dictature du prolétariat est depuis longtemps au cœur de la lutte entre le marxisme et le révisionnisme. Lénine a dit: **«Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*.»** Quand le président Mao appelle le pays tout entier à bien comprendre cette question, c'est précisément pour que nous appliquions le marxisme, en théorie comme en pratique, et non le révisionnisme.

Notre pays traverse une importante période historique de son développement. Après plus de deux décennies de révolution et d'édification socialistes, et en particulier après la Grande Révolution culturelle prolétarienne qui a détruit les deux quartiers généraux de la bourgeoisie, celui de Liou Chao-chi et celui de Lin Piao, notre dictature du prolétariat est plus solide que jamais et notre cause socialiste respire la prospérité. A l'heure actuelle, animé d'un esprit combatif, le peuple entier est déterminé à faire de notre pays un Etat socialiste puissant avant la fin du siècle. Persister ou non dans la dictature du prolétariat tout au long de cette étape ainsi que dans toute la période historique du socialisme est une question d'importance primordiale qui conditionne le développement ultérieur de notre pays. La lutte de classes en cours exige elle aussi que cette question soit bien comprise. **«Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme»**, nous dit le président Mao. Il ne suffit pas qu'un petit nombre de gens la comprennent, il faut absolument qu'elle soit **«portée à la connaissance du pays tout entier»**. On ne soulignera jamais à quel point il est important — pour aujourd'hui et pour demain — de mener à bien cette étude.

Dès 1920, se fondant sur son expérience pratique acquise en dirigeant la grande Révolution socialiste d'Octobre et le premier Etat de dictature du prolétariat, Lénine indique avec acuité: **«La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la résistance est *décuplée* du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production: or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable.»** Et il précise que cette dictature est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, dirigée contre les forces et les traditions de l'ancienne société, qu'il s'agit d'une dictature intégrale sur la bourgeoisie. Il souligne à maintes reprises qu'il est impossible de vaincre la bourgeoisie si l'on n'exerce pas sur elle une dictature intégrale et prolongée. Ces phrases de Lénine, et surtout les passages qu'il a lui-même soulignés, devaient être confirmés par les faits. En effet, de nouveaux éléments bourgeois sont apparus les uns après les autres. Ils sont personnifiés par la clique des renégats Khrouchtchev et Brejnev. En général de très bonne origine de classe, ces gens-là ont presque tous grandi sous le drapeau rouge, ont adhéré du point de vue de l'organisation au Parti communiste, ont été formés dans les universités, et sont devenus de prétendus experts rouges. Or, ils sont de nouvelles herbes vénéneuses nées sur le vieil humus du capitalisme. Après avoir trahi leur propre classe, usurpé la direction du Parti et de l'Etat et restauré le capitalisme, ils sont devenus les chefs de file de la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le prolétariat, réussissant dans une entreprise où Hitler avait échoué. «Le spoutnik lancé, le drapeau rouge est tombé»: cette expérience historique, nous ne devons jamais l'oublier, et surtout pas au moment où nous nous efforçons d'édifier un puissant pays.

Il faut être pleinement conscient du fait que la Chine est toujours exposée au danger de tomber dans le révisionnisme. Car non seulement l'impérialisme et le social-impérialisme n'ont jamais abandonné leurs visées d'agression et de subversion contre nous, non seulement les vieux propriétaires fonciers et bourgeois sont toujours là et ne se résignent pas à leur perte, mais encore, comme disait Lénine, chaque jour, à chaque heure, sont **engendrés** de nouveaux éléments bourgeois. Certains de nos camarades affirment que Lénine parlait alors d'un phénomène qui existait avant la coopération.

Cette opinion est de toute évidence erronée. Les thèses de Lénine ne sont pas dépassées. Nous proposons à ces camarades de lire encore un ouvrage du président Mao publié en 1957: *De la juste solution des contradictions au sein du peuple.* Il y analyse concrètement la situation dans notre pays où, après la victoire fondamentale remportée dans la transformation socialiste du système de propriété — qui inclut l'établissement des coopératives —, existent encore les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, où les rapports de production et les forces productives, tout comme la superstructure et l'infrastructure économique, sont à la fois en accord et en contradiction. Il y dresse le bilan de la nouvelle expérience de la dictature du prolétariat acquise après Lénine, répond systématiquement à toutes les questions surgies depuis le changement du système de propriété, définit les tâches et les mesures politiques de la dictature du prolétariat, jetant ainsi la base théorique de la ligne fondamentale du Parti et de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. La pratique de ces 18 dernières années, et en particulier celle de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, prouvent que la théorie, la ligne et les mesures politiques avancées par le président Mao sont tout à fait justes.

Le président Mao a récemment indiqué: **«En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé.»** Pour approfondir notre compréhension de cette directive du président Mao, nous allons jeter un coup d'œil sur les changements intervenus en Chine dans le système de propriété, sur la part que les divers secteurs économiques occupaient dans l'industrie, l'agriculture et le commerce en 1973.

D'abord l'industrie. Le secteur de la propriété du peuple entier compte pour 97 pour cent dans les immobilisations, 63 pour cent pour le nombre des travailleurs et 86 pour cent pour la valeur globale de la production industrielle. Et celui de la propriété collective pour 3 pour cent, 36,2 pour cent et 14 pour cent respectivement. Restent les artisans individuels dont le nombre représente 0,8 pour cent.

Ensuite l'agriculture. En ce qui concerne les moyens de production, la part de la propriété collective est environ de 90 pour cent pour les terres cultivées et l'équipement de drainage et d'irrigation, et approximativement de 80 pour cent pour les tracteurs et le gros bétail. La part de la propriété du peuple entier est minime. Ainsi, plus de 90 pour cent de la production nationale des céréales et des cultures industrielles provient de l'économie collective, les fermes d'Etat n'intervenant que pour un très faible pourcentage. D'autre part, on conserve dans une proportion restreinte des parcelles réservées à l'usage privé des membres des communes populaires, ainsi que les occupations subsidiaires familiales.

Enfin le commerce. Dans le volume global de la vente au détail, le secteur d'Etat, celui de la propriété collective et celui des petits marchands individuels comptent respectivement pour 92,5 pour cent, 7,3 pour cent et 0,2 pour cent. Et dans les régions rurales, le commerce par l'intermédiaire des foires a encore une certaine importance.

Il ressort de ces chiffres que la propriété socialiste du peuple entier et la propriété collective socialiste des masses travailleuses l'ont effectivement emporté de façon éclatante dans notre pays. La prépondérance de la propriété du peuple entier s'est encore beaucoup plus fortement affirmée, et dans l'économie gérée par les communes populaires, la part afférente aux trois échelons de propriété — commune populaire, brigade de production et équipe de production — a aussi accusé des changements. Prenons la banlieue de Changhaï: les revenus afférents à l'échelon de la commune populaire sont passés de 28,1 pour cent en 1973 à 30,5 pour cent en 1974; à l'échelon de la brigade de production, ils sont passés de 15,2 à 17,2 pour cent pendant la même période, alors que ceux des équipes de production tombaient de 56,7 à 52,3 pour cent. Ainsi s'accuse de plus en plus nettement la supériorité de la commune populaire, caractérisée par l'ampleur de son champ d'activité et son plus

haut degré de socialisation. Au cours de ces 25 dernières années, nous avons éliminé graduellement les propriétés impérialiste, capitaliste-bureaucratique et féodale, et transformé pas à pas les propriétés du capitalisme national et des travailleurs individuels; et les deux formes de propriété publique socialiste se sont progressivement substituées à ces cinq formes de propriété privée. Nous sommes donc fondés à affirmer, non sans fierté, que dans notre pays le système de propriété a changé, que le prolétariat et les autres travailleurs se sont pour l'essentiel affranchis du carcan de la propriété privée, et que la base économique du socialisme s'est graduellement développée et consolidée. La Constitution adoptée à la 4e Assemblée populaire nationale rend compte en termes explicites de ces grandes victoires que nous avons obtenues.

Nous devons toutefois savoir que le problème de la propriété n'est pas encore totalement résolu. Si nous disons fréquemment qu'il est "réglé pour l'essentiel", c'est précisément qu'il ne l'est pas complètement, et que le droit bourgeois n'a pas non plus été complètement supprimé du point de vue de la propriété. Les chiffres susmentionnés nous permettent de constater que la propriété privée subsiste partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, que la propriété publique socialiste se présente sous deux formes, et non pas exclusivement sous la forme de propriété du peuple entier, et que la part de cette propriété du peuple entier est encore très faible dans l'agriculture, base de notre économie nationale. Quand ils prévoyaient qu'en société socialiste, le droit bourgeois n'existerait plus dans le domaine de la propriété, Marx et Lénine supposaient que l'ensemble des moyens de production appartiendraient déjà à la société tout entière. Nous ne sommes assurément pas encore parvenus à cette étape. Nous ne devons pas perdre de vue qu'à cet égard, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique, la dictature du prolétariat se trouve toujours confrontée à une tâche très ardue.

Nous devons aussi savoir que, pour la propriété du peuple entier comme pour la propriété collective, se pose la question de la direction sous laquelle elles sont placées, c'est-à-dire à quelle classe elles appartiennent, non pas nominalement mais effectivement.

Le 28 avril 1969, lors de la première session plénière du Comité central issu du IXe Congrès du Parti, le président Mao a dit: **«A ce qu'il semble sans la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ça n'irait pas, car notre base n'était pas solide. A en juger par ce que j'ai observé, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'était pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières. Non pas qu'il n'y ait eu de bons éléments parmi ceux qui dirigeaient les usines. Il y en avait, il y en avait parmi les secrétaires, les secrétaires adjoints et les membres des comités du Parti, il y en avait parmi les secrétaires de cellule. Mais ils suivaient la ligne autrefois mise en avant par Liou Chao-chi, ce qui se ramenait simplement de leur part à des pratiques du genre stimulants matériels, profit au poste de commandement, pas de politique prolétarienne mise à l'honneur, distributions de primes, et ainsi de suite.» «Toutefois, il se trouve effectivement des mauvais éléments dans les usines.» «Cela montre que la révolution n'est pas terminée.»** Ces propos du président Mao expliquent la nécessité de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et nous font aussi comprendre plus clairement que, pour ce qui est de la propriété comme dans toute autre question, nous ne pouvons pas nous borner à envisager les choses dans leur forme apparente, mais nous devons en discerner le contenu réel. Il est tout à fait juste d'attacher une grande importance au rôle décisif de la propriété dans les rapports de production. On aurait toutefois tort de ne pas observer avec toute l'attention voulue si le problème de la propriété a été résolu effectivement ou seulement en apparence; on aurait tort de négliger la rétroaction sur la propriété des deux autres éléments des rapports de production — les rapports entre les hommes et la forme de répartition —, et la rétroaction de la superstructure sur l'infrastructure économique, car ces deux éléments et la superstructure jouent un rôle décisif dans des conditions données. La politique est l'expression concentrée de l'économie. La ligne idéologique et politique, la classe qui exerce la direction sont les facteurs qui déterminent à quelle classe appartiennent en réalité ces usines. Nos camarades peuvent se rappeler comment une entreprise relevant du capitalisme bureaucratique ou du capitalisme national devenait

entreprise socialiste: quand on y envoyait un de nos représentants de la commission de contrôle militaire ou du secteur public, pour la transformer en application de la ligne et des mesures politiques du Parti, n'est-ce pas? Tout changement important du système de propriété au cours de l'histoire, tant lors de la substitution du système féodal à l'esclavagisme que pendant celle du capitalisme au féodalisme, a invariablement commencé par la prise du pouvoir, pour passer ensuite, en s'appuyant sur la force du pouvoir conquis, à la transformation sur une vaste échelle de la propriété, et à la consolidation et au développement du nouveau système de propriété. Il en va de même *a fortiori* pour la propriété publique socialiste qui, elle, ne peut naître sous la dictature de la bourgeoisie. Le capital bureaucratique — qui intervenait pour 80 pour cent dans l'industrie de l'ancienne Chine — n'a pu être transformé en propriété du peuple entier qu'après la victoire de l'Armée populaire de libération sur Tchiang Kaï-chek. De même, la restauration du capitalisme commence nécessairement par la prise du pouvoir de direction, par l'altération de la ligne et des mesures politiques du Parti. N'est-ce pas ainsi que Khrouchtchev et Brejnev ont changé le système de propriété en Union soviétique? Et que Liou Chao-chi et Lin Piao ont changé, à des degrés différents, la nature d'un certain nombre de nos usines et de nos entreprises?

Nous devons aussi être conscients du fait que nous pratiquons en ce moment le système marchand. Le président Mao a dit: **«Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste.»** Cet état de choses que souligne le président Mao ne saurait changer à bref délai. Citons l'exemple des communes populaires de la périphérie de Changhaï où le développement économique a été relativement rapide à l'échelon de la commune et à celui de la brigade de production: dans les immobilisations afférentes aux trois échelons de propriété, la commune compte pour 34,2 pour cent, la brigade pour 15,1 pour cent seulement, et l'équipe pour 50,7 pour cent. A envisager uniquement les conditions économiques des communes populaires, il faudra encore beaucoup de temps pour que le rôle d'unité comptable de base puisse passer du niveau de l'équipe de production à celui de la brigade, puis au niveau de la commune. Et même lorsque la commune sera devenue l'unité comptable, il s'agira encore d'un système de propriété collective. Par conséquent, la situation caractérisée par la coexistence des deux formes — propriété du peuple entier et propriété collective — ne saurait être modifiée radicalement à brève échéance. Tant qu'elles subsisteront, la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail seront inévitables. Etant donné que **«tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat»**, le développement des facteurs capitalistes dans les villes comme à la campagne et l'apparition des nouveaux éléments bourgeoîs sont également inévitables. Si on ne leur impose pas de restrictions, le capitalisme et la bourgeoisie connaîtront un développement encore plus rapide. Pour cette raison, nous ne devons en aucun cas relâcher notre vigilance sous le prétexte d'avoir remporté une grande victoire dans le domaine de la transformation du système de propriété et d'avoir mené une Grande Révolution culturelle prolétarienne. Il faut bien voir que notre infrastructure économique n'est pas encore solide, que le droit bourgeois n'a pas été totalement supprimé du point de vue de la propriété, qu'il se manifeste encore sérieusement dans les rapports entre les hommes et qu'il occupe une position dominante dans la répartition. Dans les divers domaines de la superstructure, virtuellement la bourgeoisie détient encore quelques secteurs, et y conserve l'avantage; et si des réformes sont en cours dans certains autres secteurs, leurs résultats ne sont pas consolidés; la vieille idéologie et la vieille force de l'habitude entravent opiniâtrement la croissance des nouvelles réalités socialistes. En raison du développement des facteurs capitalistes dans les villes et les campagnes, de nouveaux éléments bourgeois apparaissent les uns après les autres, la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. Même quand les propriétaires fonciers et les bour-

geois de la vieille génération seront tous devenus poussière, cette lutte de classes n'aura toujours pas pris fin, et il se pourra encore que des gens comme Lin Piao se hissent au pouvoir et que la bourgeoisie opère une restauration. Dans son discours sur «La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon», le président Mao a dit qu'en 1936, près de Paoan où siégeait le Comité central du Parti, une bande armée contre-révolutionnaire tenait un village fortifié et refusait obstinément de se rendre, et c'est seulement quand l'Armée rouge a attaqué et pris le village que l'affaire fut réglée. Cette anecdote est d'une portée universelle, car elle nous apprend que **«tout ce qui est réactionnaire est pareil: tant qu'on ne le frappe pas, impossible de le faire tomber. C'est comme lorsqu'on balaie: là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même.»** Aujourd'hui, très nombreux encore sont les «villages fortifiés» tenus par la bourgeoisie; quand on en élimine un, un autre peut encore surgir; même lorsqu'il n'en resterait qu'un seul, il ne disparaîtrait pas pour autant de lui-même, tant que le balai de fer de la dictature du prolétariat n'aurait pas passé. Et Lénine avait parfaitement raison de dire que **«pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable»**.

De l'expérience historique se dégage l'enseignement suivant: continuer d'exercer la dictature intégrale sur la bourgeoisie, dans tous les domaines et à toutes les phases du développement de la révolution, est un impératif qui garantit que le prolétariat triomphera de la bourgeoisie et que la Chine ne deviendra pas un Etat révisionniste. Qu'est-ce que la dictature intégrale sur la bourgeoisie? La formulation la plus lapidaire se trouve dans ce passage d'une lettre de Marx adressée en 1852 à J. Weydemeyer, et que nous étudions tous en ce moment. Marx y écrivait: **«En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que l'*existence des classes* n'est liée qu'à des *phases historiques déterminées du développement de la production*; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la *dictature du prolétariat*; 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'*abolition de toutes les classes* et à une *société sans classes*.»** Lénine notait que cette brillante thèse de Marx met parfaitement en lumière la différence essentielle et fondamentale entre la théorie de l'Etat avancée par Marx et celle de la bourgeoisie, et fait bien ressortir l'essence de celle de Marx. Il est à noter que sa formulation sur la dictature du prolétariat s'échelonne en trois termes, corrélatifs et indissolubles. Aucun ne peut être isolé des deux autres. Car la phrase interprète dans son intégrité l'évolution complète de la dictature du prolétariat — naissance, développement et disparition — dont elle résume toutes les tâches et le contenu concret. Dans *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, Marx précise encore que cette dictature constitue un point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des **différences de classes en général**, à la suppression de **tous les rapports de production** sur lesquels elles reposent, à la suppression de **toutes les relations sociales** qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de **toutes les idées** qui émanent de ces relations sociales. Marx utilise ici les mots **«tous»** ou **«en général»** à quatre reprises! Il ne dit pas en partie ni en grande partie, ni en très grande partie, il dit en totalité! Rien d'étonnant à cela, puisque le prolétariat ne pourra s'affranchir définitivement sans avoir émancipé toute l'humanité. Pour y parvenir, il faut nécessairement exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, poursuivre la révolution sous cette dictature jusqu'au bout, jusqu'à avoir atteint sur notre planète les quatre objectifs en question — de sorte que la bourgeoisie et les autres classes exploiteuses ne puissent ni exister ni se reformer à nouveau —, et il ne faut surtout pas s'arrêter à mi-chemin dans le processus de **transition.** A notre avis, c'est seulement par une telle compréhension qu'on aura véritablement assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat. Réfléchissons un peu, camarades. Si, au lieu de comprendre les choses ainsi, on s'emploie, en théorie comme dans la pratique, à limiter, tronquer et altérer le marxisme, à faire de la dictature du prolétariat un mot creux, à mutiler la dictature intégrale sur la bourgeoisie, et que l'on exerce cette dictature dans certains domaines seulement, et non pas dans tous les

domaines, à une certaine étape seulement (par exemple avant la transformation du système de propriété) et non pas à toutes les étapes; autrement dit, si, au lieu de détruire totalement tous les «villages fortifiés» de la bourgeoisie, on en conserve quelques-uns et qu'on la laisse élargir à nouveau ses effectifs, n'est-ce pas préparer là des conditions à la restauration de la bourgeoisie et faire de la dictature du prolétariat un paravent de la bourgeoisie, notamment de la bourgeoisie nouvellement engendrée? Chaque ouvrier, paysan pauvre, paysan moyen-pauvre ou autre travailleur qui refuse de retomber dans la misère et les souffrances d'autrefois, tout membre du Parti communiste déterminé à consacrer toute sa vie à la lutte pour le communisme, tout camarade qui ne veut pas voir la Chine devenir révisionniste doit graver dans son esprit ce principe fondamental du marxisme: il faut exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie et surtout ne pas s'arrêter à mi-chemin. Il est indéniable qu'un certain nombre de nos camarades n'ont adhéré au Parti communiste que sur le plan de l'organisation, mais pas du point de vue idéologique. Leur conception du monde n'a toujours pas dépassé le cadre de la petite production et celui de la bourgeoisie. Ils sont pour la dictature du prolétariat à une étape donnée ou dans un domaine particulier, et se réjouissent de certaines victoires du prolétariat, car ils y trouvent quelques avantages. Mais, ces avantages une fois acquis, ils estiment qu'il est temps de s'installer et d'aménager confortablement son petit chez-soi. Dictature intégrale sur la bourgeoisie? Premier pas d'une longue marche de dix mille lis? Très peu pour moi! Que d'autres s'y mettent, pour moi, terminus, je descends. A ces camarades, nous donnerons ce conseil: Descendre à mi-chemin est dangereux! La bourgeoisie vous fait déjà signe, vous feriez bien de rattraper le gros de nos forces et de continuer à aller de l'avant!

L'expérience historique nous apprend également que, devant les victoires que la dictature du prolétariat remporte l'une après l'autre, la bourgeoisie fait mine d'accepter cette dictature, mais qu'elle ne travaille pas moins, dans ses actes, à restaurer la dictature de la bourgeoisie. C'est justement ce qu'ont fait Khrouchtchev et Brejnev. Ils n'ont pas changé le nom des Soviets, ni celui du Parti de Lénine, ni celui des Républiques socialistes. Pourtant sous le couvert de ces appellations qu'ils conservent, ils ont vidé la dictature du prolétariat de son contenu, et en ont fait une dictature de la bourgeoisie monopoliste opposée aux Soviets, au Parti de Lénine et aux Républiques socialistes. Ils ont avancé un programme d'Etat du peuple tout entier et de parti du peuple tout entier, programme révisionniste trahissant ouvertement le marxisme. Mais quand le peuple soviétique se dresse contre leur dictature fasciste, ils arborent le drapeau de la dictature du prolétariat pour soumettre les masses à la répression. Pareilles choses se sont aussi produites dans notre pays. Liou Chao-chi et Lin Piao n'ont pas simplement propagé la théorie de «l'extinction de la lutte de classes»; quand ils réprimaient la révolution, ils ont agité ce même drapeau. Lin Piao n'avait-il pas un mémento en quatre points dont l'un s'énonçait: «ne jamais oublier la dictature du prolétariat»? En effet, il ne l'oubliait jamais, seulement il convient d'insérer ici le mot «renverser», ce qui donne: «ne jamais oublier de renverser la dictature du prolétariat». Selon les propres aveux de ces gens-là, il s'agissait d'«attaquer les forces du président Mao en arborant le drapeau du président Mao». Parfois, ils se montrent «soumis» au prolétariat et même affichent un air plus révolutionnaire que quiconque, lançant des mots d'ordre «de gauche» pour fomenter des troubles et mener des activités de sape. Mais le plus souvent, c'est une lutte implacable qu'ils livrent au prolétariat. Tu veux la transformation socialiste? Il prétend consolider l'ordre de démocratie nouvelle. Tu veux l'établissement des coopératives et des communes populaires? Il dit que c'est trop tôt. Tu estimes qu'il faut faire la révolution dans l'art et la littérature? Il soutient que présenter quelques pièces de fantômes ne fera aucun mal. Tu veux restreindre le droit bourgeois? Il le trouve excellent et dit qu'il faut plutôt l'élargir. Ces champions des vieilleries bourdonnent, tel un essaim de mouches, autour de ce que Marx dénommait les «stigmates» et les «défauts» de l'ancienne société. Ils portent un intérêt tout particulier à prêcher aux jeunes et aux adolescents, en profitant de leur inexpérience, que le stimulant matériel est comme un fromage fermenté qui, s'il sent fort, n'en est pas moins savoureux. Et toutes ces menées abjectes, ils les camouflent sous une appellation socialiste. Certaines canailles, en se livrant à la

spéculation, à la concussion et au vol, ne prétendent-elles pas faire de la coopération socialiste? Et ces instigateurs criminels qui empoisonnent les jeunes et adolescents, n'affectent-ils pas de témoigner de la sollicitude envers les continuateurs de la cause du communisme? Il nous faut étudier leurs tactiques et synthétiser notre expérience pour exercer encore plus efficacement la dictature intégrale sur la bourgeoisie.

«Vous voulez faire souffler un vent de 'communisation'?» Poser ce genre de question pour faire courir des rumeurs est une tactique à laquelle certains individus ont recouru tout récemment. Nous pouvons leur répondre nettement: un vent de «communisation» comme celui de Liou Chao-chi et Tchen Po-ta, on ne tolérera jamais qu'il se lève à nouveau. Nous avons toujours estimé que notre pays, loin d'avoir trop de marchandises, n'en a pas encore en assez grande abondance. Tant que les communes populaires n'auront pas assez à offrir pour «pratiquer la communauté des biens» avec les brigades et les équipes de production, et que le système de propriété du peuple entier ne disposera pas d'une extrême abondance de produits pour appliquer, parmi nos 800 millions d'habitants, le principe de la répartition selon les besoins, on ne pourra que conserver la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail. Quant aux effets nuisibles qui en découlent, nous avons pris et continuerons à prendre des mesures adéquates pour les limiter. La dictature du prolétariat est une dictature exercée par les masses. Nous sommes convaincus que, sous la direction du Parti, les larges masses ont la force et la capacité de combattre et vaincre finalement la bourgeoisie. L'ancienne Chine était un pays littéralement submergé par un océan de petite production. L'éducation socialiste de centaines de millions de paysans a toujours été un problème sérieux, qui demandera les efforts de plusieurs générations. Or, sur ces centaines de millions, les paysans pauvres et moyens-pauvres sont la majorité, et ils ont compris, à travers la pratique, que la seule voie radieuse pour eux est de suivre le Parti communiste et d'emprunter la voie socialiste. En s'appuyant sur eux pour réaliser l'union avec les paysans moyens, notre Parti a permis aux paysans de s'acheminer étape par étape jusqu'à la commune populaire, en passant par l'équipe d'entraide, la coopérative agricole de production de formes élémentaire et supérieure. De même, nous serons en mesure de les conduire pour qu'ils continuent dans leur marche en avant.

Nous voudrions plutôt attirer l'attention de nos camarades sur le fait qu'il souffle aujourd'hui un autre genre de vent, qui s'appelle l'«embourgeoisement». Il s'agit du style de vie bourgeois dont a parlé le président Mao, du vent funeste qui fait dégénérer en éléments bourgeois les quelques «une partie» dont il a été question. Et parmi ces quelques «une partie», l'embourgeoisement d'une partie des communistes et surtout d'une partie des cadres dirigeants est susceptible de nous causer le plus grand tort. Sous l'emprise de ce sinistre courant, certains individus imbus d'idées bourgeoises se lancent dans une course acharnée aux honneurs et aux richesses, et loin d'en rougir, ils s'en vantent. Certains en sont même venus à tout convertir en marchandises, jusqu'à leur propre personne. Pour eux, adhérer au Parti communiste et travailler pour le prolétariat n'est qu'un moyen d'obtenir pour la marchandise qu'ils sont un avantageux reclassement et pour se faire payer au prix fort par le prolétariat. Ceux qui ne sont communistes que de nom et sont en fait de nouveaux éléments bourgeois présentent les traits caractéristiques de l'ensemble de la bourgeoisie à l'agonie et en putréfaction. Au cours de l'histoire, alors que les classes des propriétaires d'esclaves et des propriétaires fonciers et la bourgeoisie se trouvaient dans leur période ascendante, elles avaient apporté une certaine contribution utile à l'humanité. Or aujourd'hui, tournant complètement le dos à leurs ancêtres, les nouveaux éléments bourgeois ne sont qu'une «nouvelle» sale engeance et ne jouent qu'un rôle nuisible vis-à-vis de l'humanité. Parmi ceux qui font courir des rumeurs au sujet du vent de «communisation» figurent de nouveaux éléments bourgeois qui, s'étant approprié des biens publics, craignent que le peuple ne les «communise», et aussi des individus qui voudraient bien profiter de cette aubaine. Tous ces gens ont les sens plus aiguisés que beaucoup de nos camarades. Alors que certains de nos camarades tiennent l'étude pour une tâche compressible, ils sentent d'instinct que le présent mouvement d'étude est une tâche impérieuse, aussi bien pour le prolétariat que pour la bourgeoisie. Il se peut qu'ils soulèvent vraiment

un petit vent de «communisation», ou qu'ils ourdissent quelques machinations en reprenant à leur compte un de nos mots d'ordre et en suscitant délibérément des confusions entre les deux types de contradictions de nature différente. C'est un point qui mérite notre attention.

Forte de centaines de millions d'hommes, la grande armée révolutionnaire prolétarienne que nous formons va de l'avant, sous la direction du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao. Nous avons vingt-cinq années d'expérience de la dictature du prolétariat, à quoi s'ajoute l'expérience acquise sur le plan international depuis la Commune de Paris. Pourvu que les centaines de membres du Comité central de notre parti, et nos milliers de hauts cadres donnent l'exemple, qu'ils étudient consciencieusement avec la masse des cadres, procèdent à des enquêtes et recherches et dressent le bilan de leur expérience, nous parviendrons à matérialiser l'appel du président Mao, à acquérir une bonne compréhension de la question de la dictature du prolétariat et à garantir que notre pays progressera victorieusement à la lumière du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsétoung. **«Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.»** Cette perspective infiniment radieuse encourage et encouragera un nombre croissant d'ouvriers et de travailleurs conscients, et leur détachement d'avant-garde, les communistes, à continuer dans la ligne fondamentale du Parti et la dictature intégrale sur la bourgeoisie, et à poursuivre jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat! La bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses seront éliminées et le communisme triomphera, c'est chose inévitable, inéluctable, indépendante de la volonté de l'homme.

(Publié dans Hongqi, *N° 4, 1975)*

A propos d'une déclaration du Parti communiste de Nouvelle-Zélande

Contre la ligne des "étapes" dans la lutte pour le socialisme

Dans une déclaration récente de son Comité national, publiée dans son journal *People's Voice*, le 22 mai dernier, le Parti communiste de Nouvelle-Zélande affirme que *"l'adoption d'une ligne pour une étape intermédiaire de révolution démocratique nationale, démocratique populaire ou anti-impérialiste, pourtant valable pour plusieurs pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, n'est qu'une collaboration de classes en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande développée. Ceci signifie collaboration avec sa "propre" classe capitaliste, union avec cette classe, qui est entièrement pro-impérialiste..." (1)*

On comprend aisément l'intérêt porté à cette déclaration par le Parti du travail d'Albanie, PTA, dont l'organe central, *Zëri i popullit*, a reproduit le texte dans son édition du 17 juin et l'a commenté le lendemain en soulignant l'importance de rejeter *"les prédications sur une étape intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat". (2)*

Nous connaissons bien ces "prédications" au Canada où, pendant les huit dernières années, Hardial Bains et ses "assistants-prédicateurs" ont répété sans relâche que le *"programme fondamental du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) — le PCC(m.-l.) — est d'achever la révolution démocratique de masse anti-impérialiste par laquelle la première étape vers le renversement total de la bourgeoisie et de toutes les autres classes sera franchie" (3).* **Incidemment, le "programme fondamental" du PCC(m.-l.) a fondamentalement (!) changé récemment, mais nous reviendrons sur cette question dans un prochain article.**

Le PCC(m.-l.) n'est pas le seul agent de la théorie des étapes vers le socialisme au Canada. En fait, il partage essentiellement le point de vue des sociaux-démocrates radicaux, du Saskatchewan Waffle et du Socialist Organizing Committee de Colombie-Britannique; il fait cause commune avec les trotskystes qui, ou bien soutiennent le NPD, ou bien préconisent de briser l'Etat fédéral, tout en laissant la bourgeoisie au pouvoir; il partage fondamentalement la position des nationalistes de la Ligue (LC(m.-l.)C) et du Red Star Collective de Vancouver qui reprennent la ligne "indépendance et socialisme" du Progressive Worker's Movement. Bref, le PCC(m.-l.) a jusqu'ici avancé une ligne révisionniste, de collaboration de classes, dont les origines se retrouvent dans les positions du Parti ouvrier progressiste et de Tim Buck durant la Deuxième Guerre mondiale.

Les camarades néo-zélandais et albanais ont bien raison de s'insurger contre la ligne capitulationniste des partisans de la révolution par étapes dans les pays capitalistes. Ils ont d'autant plus raison qu'aujourd'hui encore, parmi les marxistes-léninistes, se retrouve l'erreur que Lénine dénonçait en 1920 au IIe Congrès de l'Internationale communiste, le Comintern, alors qu'il déclarait que: *"L'opportunisme régnait encore dans les partis qui désiraient adhérer à la IIIe Internationale"* **partis dont** *"le travail est loin de préparer la classe révolutionnaire à mettre à profit la crise révolutionnaire"*. **Cela, disait encore Lénine, se manifeste** *"non seulement dans l'incapacité, mais également le refus d'utiliser dans un sens révolutionnaire la crise révolutionnaire ou, en d'autres termes, l'incapacité et le refus de procéder à une préparation réellement révolutionnaire du parti et de la classe à la dictature du prolétariat" (4).*

A moins de se boucher les yeux, force nous est de reconnaître que l'erreur dénoncée par Lénine en 1920 n'a pas été totalement extirpée de la ligne et du programme de bien des organisations et partis par ailleurs engagés dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Cette situation, qui n'est pas propre au Canada, ainsi que l'illustre la Déclaration du Parti communiste de Nouvelle-Zélande et l'attention qu'apporte le PTA à celle-ci, nous convainc encore davantage de la nécessité d'intensifier la lutte contre les déviations révisionnistes, d'autant plus qu'aujourd'hui comme hier, elles se présentent le plus souvent sous les apparences du marxisme-léninisme.

---

(1) Cité à partir de la traduction parue dans le *Bulletin d'information* de l'Agence télégraphique albanaise du samedi 17 juin 1978 (34e année, No 168).

(2) *Bulletin d'information* de l'ATA du dimanche 18 juin 1978 (Vol.34, no 169).

(3) *Statuts du PCC(m.-l.)*, revisés en mars 1978. Cité dans la brochure d'EN LUTTE!, Le PCC(m.-l.): une organisation révisionniste d'agents provocateurs.

(4) *Sur la situation internationale* (Documents du IIe Congrès de l'Internationale communiste), Réédition EN LUTTE!, Montréal, mai 1978, pp. 24-25.

Document marxiste-léniniste important du Parti communiste de Nouvelle-Zélande

(Commentaire de l'Agence télégraphique albanaise)

Tirana 18 juin /ATA/.

Sous le titre précité, le journal "Zëri i popullit" organe du Comité central du PTA publie aujourd'hui un article dans lequel il est souligné:

La déclaration du Comité national du Parti communiste de Nouvelle-Zélande du 22 mai 1978, publiée hier dans la presse albanaise, et dans laquelle il réaffirme sa ligne et sa politique de base, représente un document important marxiste-léniniste en un moment décisif dans la vie de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat néo-zélandais.

Conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, appliqués dans les conditions concrètes de la Nouvelle-Zélande, la déclaration affirme qu'à la classe ouvrière néo-zélandaise incombe, à l'heure actuelle, le devoir de la révolution socialiste, et que le Parti communiste de Nouvelle-Zélande s'en tient de façon conséquente à la ligne de la lutte des classes révolutionnaire pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Rejetant les prédications sur une étape intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat, qui, dans les conditions de la Nouvelle-Zélande, en tant qu'un pays capitaliste développé, visent l'abandon de la révolution et la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale, alliée de l'impérialisme, le Comité national du PC de Nouvelle-Zélande, dans sa déclaration, condamne sévèrement ces prédications comme de l'opportunisme, du révisionnisme, du nationalisme réactionnaire bourgeois pur et de pleine trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Sur le plan international, la déclaration du Comité national du Parti communiste de Nouvelle-Zélande réaffirme aussi une ligne nette marxiste-léniniste et internationaliste. La ligne de la solidarité et de l'union avec la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière des pays capitalistes pour le socialisme, contre le régime d'exploitation bourgeoise et l'impérialisme, avec la lutte des peuples opprimés, pour se libérer de l'impérialisme et des régimes réactionnaires locaux, avec la lutte des forces révolutionnaires et des peuples épris de liberté, contre les deux ennemis et les deux plus grands exploiteurs — l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre leurs visées de dominer le monde et contre leurs préparatifs en vue d'une nouvelle guerre mondiale.

La déclaration témoigne clairement que le Parti communiste de Nouvelle-Zélande s'en tient avec persévérance aux rapports corrects, internationalistes entre les partis frères, sur la base de la fidélité inébranlable aux principes du marxisme-léninisme, de l'égalité et de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autrui, du droit de chaque parti de résoudre les problèmes de la révolution dans son propre pays sans interventions et pressions de l'étranger, suivant les enseignements universels du marxisme-léninisme, selon sa propre expérience révolutionnaire et les conditions concrètes du pays.

Le Parti du travail d'Albanie, les communistes albanais appuient pleinement ces positions justes, révolutionnaires, marxistes-léninistes, du Parti communiste frère de Nouvelle-Zélande et appuient puissamment sa lutte ferme contre les complots révisionnistes, qui visent à éloigner le Parti communiste de Nouvelle-Zélande de la voie révolutionnaire, à le faire dégénérer et à le détruire. Le PTA exprime la conviction profonde que de tels complots contre le Parti communiste frère de Nouvelle-Zélande, comme par le passé, échoueront lamentablement, et lui souhaite des succès dans sa lutte révolutionnaire et dans son travail pour le renforcement ultérieur, idéologique, politique et organisationnel des rangs du parti. (ATA, 18 juin 1978, Vol 34, no 169)

Le Parti communiste de Nouvelle-Zélande réaffirme sa ligne et sa politique de base

Déclaration du Comité national du parti

Tirana, 17 juin /ATA/.

Le journal "People's Voice", organe du Parti communiste de Nouvelle-Zélande publie, dans son numéro du 22 mai 1978, une déclaration du Comité national du parti intitulée **Le Parti communiste de Nouvelle-Zélande réaffirme sa ligne et sa politique de base**. La déclaration, que reproduit aujourd'hui la presse albanaise, indique:

Le Parti communiste marxiste-léniniste de Nouvelle-Zélande affirme une fois de plus sa conception que la contradiction de base en Nouvelle-Zélande, un pays capitaliste développé, est la contradiction entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, conduite par la section du grand capital monopoliste. Par conséquent, la classe ouvrière est face à une révolution socialiste directe.

Toute tentative d'introduire une étape intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat est de l'opportunisme et du révisionnisme. L'adoption d'une ligne pour une étape intermédiaire de révolution démocratique nationale, démocratique populaire ou anti-impérialiste, pourtant valable pour plusieurs pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, n'est qu'une collaboration de classes en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande développée. Ceci signifie collaboration avec sa "propre" classe capitaliste, union avec cette classe qui est entièrement pro-impérialiste, ceci signifie faire naître parmi les masses travailleuses l'illusion que leurs exploiteurs et ennemis de classe sont réellement leurs amis et leurs alliés et qu'ils veulent combattre sous la direction de la classe ouvrière et de son parti pour la libération de l'impérialisme et ceci, alors que l'histoire de la Nouvelle-Zélande démontre que les capitalistes nationaux appuient fortement l'impérialisme. Une pareille ligne, en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, est purement et simplement un nationalisme bourgeois réactionnaire, est une trahison complète des intérêts de base de la classe ouvrière.

Telle est en fait la ligne révisionniste que E.F. Hill et les autres dirigeants opportunistes du Parti communiste d'Australie (m.-l.), cherchent à imposer au parti et à la classe ouvrière de la Nouvelle-Zélande, en intervenant brutalement, à la khrouchtchev, dans leurs propres affaires intérieures et en intriguant et en conspirant avec une petite bande de conspirateurs locaux anti-parti, qu'on est en train de démasquer actuellement.

Le Parti communiste de Nouvelle-Zélande suit avec conséquence la ligne de la lutte de classes révolutionnaire en Nouvelle-Zélande dans l'objectif d'y établir la dictature du prolétariat.

A l'échelle internationale, il s'unit avec la classe ouvrière des pays capitalistes développés dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme et contre l'impérialisme et le capitalisme, de façon particulière, contre les deux superpuissances impérialistes, les deux plus grands exploiteurs mondiaux, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Il lutte à la fois, en théorie et en pratique, pour unir la classe ouvrière de la Nouvelle-Zélande à la lutte des peuples opprimés pour leur libération de l'impérialisme et des réactionnaires locaux. Il lutte encore pour la plus large unité entre tous les peuples contre la domination des deux superpuissances et la course à la guerre mondiale.

Le Parti communiste de Nouvelle-Zélande développe sa ligne en conformité avec l'internationalisme prolétarien et sa propre pratique dans la lutte de classes révolutionnaire. Il engage un combat conséquent pour l'entière fidélité aux principes de base du marxisme et les relations correctes entre les partis frères, ce qui implique la non-intervention dans les affaires intérieures des autres partis. Nous soutenons que la solution des problèmes de la révolution dans chaque pays revient aux ouvriers révolutionnaires de ce pays.

Dans les conditions actuelles de la crise du capitalisme en Nouvelle-Zélande et à l'étranger, la bourgeoisie impérialiste cherche à écraser le Parti communiste de Nouvelle-Zélande parce que celui-ci est à la première ligne de la lutte pour la défense des intérêts de base de la classe ouvrière et de la masse du peuple. Les impérialistes sont aidés par une petite bande d'éléments petits-bourgeois à l'intérieur du parti.

Néanmoins, les simples membres du PC de Nouvelle-Zélande, de concert avec les tenants non-membres du parti, défendent fermement le parti. Ce faisant, ils défendent les principes de base du marxisme-léninisme. C'est ce ferme attachement aux principes qui assurera aussi bien la défaite des conspirateurs révisionnistes contre le PC de Nouvelle-Zélande que le renforcement idéologique, politique et organisationnel du parti. (ATA, 17 juin 1978, Vol 34, no 168).

L'essence de classe de l'inflation dans le monde capitaliste-révisionniste

par Dhimiter Mandra et Lulzim Hana (Albanie aujourd'hui no 39)

L'augmentation des salaires des ouvriers est la source de l'inflation", "L'inflation est un phénomène inévitable", voilà à peu de choses près, les discours qu'ont à subir les ouvriers canadiens à chaque fois que les théoriciens de la bourgeoisie se mêlent de comprendre quelque chose à la crise actuelle afin de justifier le rejet de la crise sur le dos des masses travailleuses. Qu'en est-il au juste de cette inflation gallopante qui sévit dans tous les pays capitalistes sans exception?

C'est justement à cette question qu'ont entrepris de répondre nos camarades albanais dans un article important publié dans le no 39 de cette année de la revue *Albanie aujourd'hui*. Ce que démontre cet article, à l'encontre de toutes les théories fumeuses des économistes bourgeois, c'est que la source de l'inflation réside dans les rapports de production capitaliste eux-mêmes et qu'elle est une source constante de nouveaux profits pour les capitalistes tirés de l'exploitation du prolétariat.

Comprendre les sources profondes de l'inflation, c'est entrer dans les rouages complexes de la circulation des marchandises sous le capitalisme qui sont à l'image de ceux de la production capitaliste, soit l'exploitation du prolétariat. C'est en même temps réfuter les théories très répandues suivant lesquelles nous aurions à choisir entre l'inflation ou le chômage et où l'inflation aurait pour cause la hausse du prix des matières premières.

Or, l'analyse marxiste-léniniste démontre le contraire, elle démontre que l'inflation découle des contradictions antagonistes du mode de production capitaliste, contradictions qui sont à la base des luttes innombrables que mènent les ouvriers canadiens contre l'exploitation, contradictions qui ne seront résolues que par la révolution prolétarienne.

L'inflation a sa source directe dans l'action des lois économiques du mode de production capitaliste, action qui a conduit au stade du capitalisme en putréfaction, à la militarisation de l'économie, à la poussée du parasitisme et au gonflement de l'appareil bureaucratique d'Etat

L'aggravation des contradictions du mode de production capitaliste, et surtout de sa contradiction fondamentale, a conduit à l'approfondissement de la crise générale du système capitaliste-révisionniste, à la fréquence toujours accrue des violentes secousses économiques, politiques et sociales, auxquelles il est sujet, à l'ébranlement de toutes ses infrastructures et superstructures, de ses alliances et de ses blocs. Les années '70 ont pour trait d'avoir été les années du déclenchement et de l'approfondissement toujours plus marqués de cette crise, ce qui a conduit à la putréfaction encore plus prononcée de l'impérialisme. Définissant ce processus au VIIe Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha, a dit entre autres: «Le capitalisme mondial qui, conformément aux prévisions géniales de Marx, Engels, Lénine et Staline, va irrésistiblement vers les crises et le déclin, a atteint aujourd'hui le stade de l'impérialisme pourri.» (Enver Hoxha, Rapport au VIIe Congrès du PTA, p. 202).

1.

Ce processus objectif de putréfaction, de stagnation de la production et de la reproduction capitalistes, trouve, entre autres phénomènes de la crise économique qui tenaille aujourd'hui tout le système capitaliste-révisionniste, son expression dans l'inflation. Celle-ci est devenue actuellement pour tous les pays capitalistes, un mal général qui frappe non seulement les pays capitalistes moins développés. mais aussi les plus développés, et en premier lieu les deux superpuissances impérialistes — les Etats-Unis et l'Union soviétique. De surcroît, elle est devenue omniprésente et se développe partout sur une grande échelle et à des rythmes galopants.

L'inflation constitue une catégorie économique déterminée du monde capitaliste et révisionniste et, en tant que telle, elle exprime des intérêts de classe donnés. Elle est devenue aujourd'hui le moyen le plus adéquat dans les mains de la bourgeoisie monopoliste pour sortir temporairement de la crise sur le dos des masses travailleuses du pays et des peuples des pays en voie de développement. L'analyse scientifique de cette catégorie économique du capitalisme n'a été faite que par l'économie politique marxiste-léniniste, qui a défini le contenu, l'essence, les causes et les conséquences de l'inflation.

Bien que l'inflation soit un phénomène qui agit dans la sphère de la circulation, ses racines se situent dans les

DHIMITËR MANDRO et LULZIM HANA — Economistes.

rapports de production capitalistes, dans les contradictions qui rongent la production et la reproduction capitalistes. Le rôle prééminent de la production sur tous les autres moments de la reproduction, y compris la circulation, est bien connu. Les échanges, la répartition et la consommation seront à l'image du contenu, du caractère de la production. Les premières à leur tour, influent sur la production, de même qu'elles s'interinfluencent. C'est précisément sous l'angle de cette interdépendance réciproque dialectique qu'il convient de considérer et de traiter le phénomène de l'inflation dans l'économie capitaliste de la production marchande.

Dans l'économie capitaliste, la circulation monétaire se fonde sur le papier-monnaie inconvertible en or, ainsi que sur la production de marchandises qui n'ont pas pour fin la satisfaction des besoins et des exigences des masses travailleuses, mais, en premier lieu et pardessus tout, l'obtention du maximum de profits pour les propriétaires capitalistes. L'inflation est, elle aussi, par son essence, un moyen pour les monopoles, d'atteindre ce but, à travers la spoliation toujours accrue des larges masses travailleuses. Les dérèglements dans la loi de la circulation monétaire, qui sont principalement provoqués par l'émission d'une quantité excessive de papier-monnaie par l'Etat bourgeois, pour couvrir son déficit budgétaire, entraînent une hausse générale des biens de consommation de masse, à l'exception de la marchandise spécifique qu'est la main-d'oeuvre.

Marx divisait tous les types de biens dans la société capitaliste en deux grands groupes: en marchandises habituelles qui sont la propriété des capitalistes, et en marchandise spécifique, la force de travail, la seule marchandise que l'ouvrier possède dans la société capitaliste. Marx démontrait également de manière scientifique que les prix du premier groupe de marchandises peuvent osciller au-dessus ou au-dessous de leur valeur réelle, alors que le prix de la marchandise qu'est la force de travail ne peut, dans le cas idéal, atteindre que sa valeur. Généralement le prix de la force de travail oscille au-dessous de sa valeur.

C'est précisément en période d'inflation que les prix de toutes les marchandises possédées par les propriétaires capitalistes s'élèvent dans une mesure plus ou moins grande, alors que le prix de la marchandise spécifique qu'est la force de travail n'enregistre dans le meilleur des cas qu'une légère hausse, et cela uniquement comme résultat de l'extension de la lutte résolue du prolétariat contre la domination économique et politique de la bourgeoisie impérialiste. En période d'inflation, la bourgeoisie monopoliste s'approprie non seulement la plus-value, mais aussi une partie de la valeur de la marchandise-force ouvrière, car le salaire réel des travailleurs en régime capitaliste tend à baisser constamment, parce que le salaire minimum ne commence à monter qu'après la hausse des prix, et parce que cette élévation est plus réduite que la hausse des prix. Ainsi, l'inflation, en agissant comme un impôt masqué, abaisse encore le salaire sous la valeur de la marchandise-force de travail. Ces rentrées supplémentaires assurées à travers cette taxation camouflée, l'Etat capitaliste, usant de son autorité d'Etat de la dictature bourgeoise, les redistribue sous diverses formes dans l'intérêt des monopoles et en premier lieu de ceux qui s'occupent de production de guerre.

Ainsi l'inflation, en tant que catégorie économique typique du mode de production capitaliste, se traduit en premier lieu par une redistribution du revenu national et de la richesse nationale dans l'intérêt d'une poignée de monopoleurs et au détriment des masses travailleuses, redistribution qui se réalise à travers l'existence d'un excédent de papier-monnaie inconvertible en or dans les canaux de la circulation monétaire, ce qui entraîne la dépréciation des billets et la hausse des prix des marchandises. Cette définition de l'essence de l'inflation nous en éclaire aussi les trois principaux traits: la redistribution du revenu national dans l'intérêt des grands monopoles et au détriment des larges masses travailleuses; l'existence d'une quantité de papier-monnaie excédentaire dans les canaux de la circulation monétaire; la dépréciation de fait du papier-monnaie et la hausse des prix sur le marché. Ces traits sont liés organiquement entre eux. Toute identification de l'inflation avec un seul de ces traits ou toute tentative d'éliminer le premier trait, comme le font les idéologues bourgeois-révisionnistes, écarte des justes positions marxistes-léninistes, conduit à la négation de l'essence de classe de l'inflation et amène à la considérer comme une question purement technique du mécanisme de la circulation monétaire.

Dans l'économie capitaliste il y a inflation lorsque est mise en circulation une quantité de papier-monnaie supérieure au montant effectif des réserves de devises et à la quantité de marchandises en circulation. Toutefois, l'inflation peut se produire même sans que soit mise en circulation une nouvelle quantité de papier-monnaie, il suffit pour cela que se crée une disproportion entre la quantité de papier-monnaie en circulation et celle qui est nécessaire pour la circulation des marchandises. Et c'est précisément ce qu'entraînent les grandes dépenses militaires, car l'accroissement de ces dépenses et la militarisation de l'économie dans son ensemble se traduisent en fin de compte par la contraction de la production de biens matériels pour les masses travailleuses, partant, de la circulation de ces biens, et par la production sur place de biens servant à maintenir sur pied l'armée et l'arsenal militaire bourgeois.

L'inflation a sa source directe dans l'action des lois économiques objectives du mode de production capitaliste, action qui a conduit au stade du capitalisme en putréfaction, à la militarisation de l'économie, à l'accroissement du parasitisme et au gonflement de l'appareil bureaucratique d'Etat.

La militarisation de l'économie, les agressions et l'expansion économique, politique, idéologique et militaire générale constituent les traits essentiels de l'impérialisme. Le maintien sur pied d'armées nombreuses, l'établissement de bases militaires, l'intensification du travail de recherche scientifique pour la découverte et l'utilisation d'armes d'extermination massive, le recours à son arsenal militaire chaque fois qu'il voit ses positions mises en danger par le mouvement révolutionnaire des masses travailleuses, la tendance à fomenter des troubles et à allumer des foyers de guerre sont autant d'éléments qui émanent de la nature même de l'impérialisme, et sans lesquels il ne peut exister. On comprend bien que cela ne peut manquer d'entraîner l'accroissement accéléré des dépenses de guerre. Si, en 1961, les dépenses à des fins militaires se montaient dans le monde à quelque 120 milliards de dollars, 10 ans plus tard, en 1971, cette somme a atteint

environ 200 milliards de dollars et elle dépasse aujourd'hui 300 milliards.

La majeure partie de ces dépenses est naturellement engagée par les deux superpuissances, qui représentent les principales citadelles de la réaction actuelle. Pour réaliser leurs desseins hégémoniques et expansionnistes, Moscou et Washington se livrent à une course fébrile aux armements, ils ont militarisé leur économie, constamment développé leur industrie de guerre, et ils maintiennent sur le pied de guerre des millions d'hommes. Actuellement les USA dépensent à des fins militaires plus de 104,3 milliards de dollars, soit la plus grosse somme jamais affectée à ce secteur durant l'histoire bicentenaire de cet Etat, et les révisionnistes soviétiques, quant à eux, dépensent aux mêmes fins 100 milliards de dollars par an. Il va sans dire que ces sommes colossales affectées à des dépenses militaires ont des effets extrêmement nocifs sur les finances de ces Etats, et aggravent leur déficit budgétaire. Dans le même temps, elles mettent à nu la fausseté et le cynisme des déclarations des chefs de file de Moscou, de Washington et de leurs porte-parole, sur la «détente», le «désarmement», etc.

Les dépenses engagées pour le maintien d'un appareil bureaucratique pléthorique jouent, à part les colossales dépenses militaires, un grand rôle dans la création de la grave situation d'inflation. A mesure que l'impérialisme pourrit, le nombre des personnes qui s'éloignent de la sphère de la production des biens matériels, qui vivent en «détachant des coupons» ou en s'engageant dans les secteurs des services ou de l'appareil bureaucratique d'Etat, ne cesse d'augmenter. Pour en avoir une idée plus claire, il n'est que de rappeler qu'aux Etats-Unis le nombre du personnel administratif bureaucratique et policier s'est accru de plus de 2,5 fois par rapport à vingt ans auparavant. Dans les pays où les cliques révisionnistes sont au pouvoir, l'appareil bureaucratique d'Etat s'est aussi sensiblement gonflé, ce qui a entraîné l'accroissement excessif des personnes occupées dans les services non productifs aux dépens de la sphère productrice. En Union soviétique, en 1974 par exemple, le nombre du personnel occupé dans les services non productifs représentait 21,7% de la population active de ce pays, en regard de 15,4% en 1960. Cet accroissement de l'appareil bureaucratique d'Etat, des travailleurs occupés dans des services non productifs, s'accompagne d'une croissance accentuée de la part du revenu national affectée à leur rémunération. Et on comprend bien que leurs traitements sont assez copieux. Les données de la presse américaine elle-même font apparaître que l'entretien du personnel de l'administration fédérale civile des Etats-Unis coûte chaque année aux contribuables américains plus de 100 milliards de dollars. Quant aux révisionnistes soviétiques, les dépenses de leur administration d'Etat ont augmenté, de 1972 à 1973, de plus de 50 millions de roubles.

Ces sommes énormes affectées à des dépenses militaires et à l'entretien de l'appareil bureaucratique pléthorique ont conduit et conduisent inévitablement à l'aggravation des déficits budgétaires. Afin de faire front à cette aggravation alarmante, les Etats bourgeois pratiquent la politique connue de l'élévation des impôts et des taxes. Aujourd'hui dans le monde capitaliste et dans le monde révisionniste, l'augmentation des impôts a atteint des proportions sans précédent. Aux Etats-Unis, les seuls impôts locaux avaient augmenté en 1975 de 2,7 fois par rapport à 1960, cependant qu'en Union soviétique les impôts directs qui frappent la population s'étaient élevés en 1974 d'un milliard de roubles par rapport à l'année précédente et constituaient environ 9% des recettes annuelles de l'Etat.

Toutefois, en dépit de la grande quantité de moyens monétaires mobilisés par les Etats bourgeois et révisionnistes à travers les taxes et les impôts, ils ne sont pas en mesure de faire face aux besoins de l'appareil de violence et de bureaucratie. Et cela, parce que, entre autres, l'augmentation des impôts dans les conditions actuelles accroîtrait encore la révolte des masses travailleuses et mettrait en danger les positions des monopoles. Aussi les Etats capitalistes et révisionnistes, pour couvrir leur énormes besoins en moyens monétaires, accroissent à l'extrême la dette publique. Et comme ce moyen non plus ne leur permet pas de couvrir toutes leurs dépenses, ils recourent à l'émission de billets, ils accroissent «la taxation masquée» des larges masses travailleuses. En particulier dans la période qui suivit 1960 dans tout le monde capitaliste et révisionniste on a eu recours à l'inflation à très grande échelle.

2.

L'inflation est un ancien phénomène du monde capitaliste, qui s'est manifesté dans certains groupes d'Etats ou dans le monde capitaliste tout entier, avec une violence et à des rythmes divers. Après la Seconde Guerre mondiale, cette plaie typique de l'impérialisme a commencé à se développer encore plus rapidement. Le trait distinctif de l'inflation à l'époque actuelle c'est que, en tant que composante organique de la crise économique et financière, elle est enchevêtrée avec tous les autres phénomènes de la crise, avec le chaos de la production et de la reproduction capitaliste, dont elle est interdépendante. Ce processus de désagrégation a encore aggravé l'action destructrice de l'inflation. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, elle a pris des dimensions mondiales et agit avec une intensité et une aprêté sans précédents dans l'histoire économique.

Evoquant ce processus, le camarade Enver Hoxha, dans son discours du 3 octobre 1974 a indiqué: «Voyez ce qui se produit aujourd'hui dans le monde! Une grave crise économique et financière sévit dans tous les pays capitalistes. L'inflation fait partout des ravages et a atteint des proportions menaçantes». Il suffit de rappeler que les taux d'inflation dans les principaux pays capitalistes pour les années 1974-1975 ont été de 3 à 5 fois plus élevés que les taux moyens de l'ensemble de la période 1955-1972.

Cette augmentation des taux d'inflation en même temps que les facteurs objectifs qui découlent de la nature même de l'ordre bourgeois-révisionniste, de l'entrelacement de l'inflation avec le violent surgissement de tous les phénomènes de la crise de la structure et de la superstructure capitalistes-révisionnistes, ont conduit et conduisent toujours à ce nouveau phénomène de l'inflation actuelle que l'on appelle inflation galopante, et qui a désorganisé l'ensemble du processus de la reproduction capitaliste, aussi bien dans des pays particuliers, que dans l'ensemble du monde capitaliste-révisionniste. Elle a accentué les disproportions dans le développement des

diverses branches de la production capitaliste, désorganisé le commerce et le système monétaire, frappant surtout le secteur du crédit, ce qui a conduit à l'aggravation des contradictions entre les puissances impérialistes et entre celles-ci et les pays en voie de développement.

Les causes de cet ancien phénomène du capitalisme, qui se présente toutefois de nos jours sous une nouvelle forme et dans des proportions accrues, doivent être recherchées tant dans l'action vigoureuse des anciens facteurs de toute inflation, que dans l'action des nouveaux facteurs qu'a engendrés le développement cyclique même des pays capitalistes et révisionnistes de nos jours.

Le cycle de développement de l'économie américaine, en raison de l'intégration du capital américain dans l'économie des autres pays capitalistes, intégration consécutive à l'expansion générale, économique, politique et militaire des Etats-Unis dans divers pays et régions du monde, exerce aussi une influence non négligeable sur les processus inflationnistes et sur tous les autres phénomènes de la crise dans divers pays capitalistes. Dans ce cadre, la crise du dollar américain joue un rôle particulier dans l'aggravation des processus inflationnistes actuels. Cette monnaie tenant lieu de monnaie internationale, sa crise de caractère inflationniste influe aussi sur le développement de l'inflation dans les autres pays, ainsi que sur l'exacerbation des contradictions dans le monde du capital. Et cela parce que les alliés des USA ne veulent pas faire les frais des difficultés de l'économie américaine, alors que Washington le leur demande, comme une obligation à son égard.

D'âpres contradictions ont surgi aussi dans le clan révisionniste. Les pays satellites sont mécontents des actions arbitraires des révisionnistes soviétiques, qui ont élevé le prix du gaz et du pétrole qu'ils leur fournissent. Cette politique, à quoi s'ajoutent le pillage systématique de leurs ressources par Moscou et l'application de réformes capitalistes dans la gestion de l'économie, ont encore accru l'instabilité de l'économie et des finances des pays de l'Europe de l'Est, et ont en même temps accentué les tensions politiques et idéologiques dans ces pays.

La crise actuelle a aussi tendu à l'extrême la contradiction entre les métropoles et les anciennes colonies. Quand il est question des rapports avec ces pays, toutes les puissances impérialistes se regroupent, «oublient» leurs propres contradictions et cherchent à faire payer aux pays en voie de développement les frais des phénomènes inflationnistes actuels et de la crise économique et financière, en accroissant toujours plus en leur faveur la différence entre les prix des matières premières qu'elles achètent et ceux des produits industriels qu'elles vendent. Dans ce cadre, elles multiplient leurs efforts pour miner la juste lutte que les peuples des pays en voie de developpement mènent pour devenir pleinement les maîtres de leurs ressources nationales. Or les peuples de ces pays comprennent toujours mieux que leur développement économique et social indépendant et la liquidation du pillage dont ils sont l'objet de la part des monopoles capitalistes étrangers ne peuvent être réalisés qu'à travers une lutte résolue contre les puissances impérialistes oppresseuses et spoliatrices, en premier lieu contre les deux superpuissances — les Etats-Unis et l'Union soviétique.

L'inflation, tout comme les autres phénomènes de la crise, pèse avant tout sur le niveau de vie des masses travailleuses, suscitant leur appauvrissement toujours plus marqué. «Tous les Etats capitalistes et révisionnistes — a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIIe Congrès — s'efforcent de faire retomber les conséquences de la crise sur le dos des masses laborieuses. Et, en fait, partout la bourgeoisie, les monopoleurs et tous les exploiteurs, afin de préserver leurs profits, ont accentué l'oppression et l'exploitation du prolétariat et des travailleurs, en réduisant leurs moyens d'existence et en limitant leurs droits.» (Enver Hoxha, Rapport au VIIe Congrès du PTA, pp. 191-192).

La mise en circulation de grandes quantités de billets par l'Etat bourgeois-révisionniste pour couvrir les grandes dépenses militaires et celles de leur appareil bureaucratique pourri, s'accompagne de l'élévation massive des prix. Il est de fait que l'inflation a conduit aujourd'hui à l'élévation générale et rapide des prix et surtout de ceux des produits de consommation courante. On en a une claire illustration dans les indices de l'élévation du coût de la vie de 1970 à 1976 qui ont enregistré une augmentation aux Etats-Unis de 1,5 fois, en Angleterre de 2,3 fois, en RF d'Allemagne de 1,4 fois, en France de 1,7 fois, et ainsi de suite pour tous les pays capitalistes. La même situation se présente dans les pays révisionnistes, ce qui atteste que l'inflation s'y développe aussi de façon accélérée. Le consommateur ressent les effets de cette inflation non seulement dans le manque chronique de certaines marchandises sur le marché, voire même des produits les plus courants, mais aussi dans la hausse des prix. C'est ainsi que de 1968 à 1975, le niveau des prix des principaux articles de consommation courante a enregistré, entre autres, en Hongrie, une hausse de 17,7%, en Pologne de 16,1%, et en Yougoslavie de 29,4%. Et ce sont là des taux déclarés, alors qu'en fait ces hausses sont beaucoup plus fortes.

Dans la situation de crise dans laquelle le monde capitaliste-révisionniste est actuellement plongé, il faut aujourd'hui de 2 à 3 fois plus d'argent qu'il y a dix ans pour pourvoir à sa subsistance. Et l'aggravation du chômage vient ajouter une charge encore plus lourde au budget des familles ouvrières. Par suite de l'inflation, cette maladie chronique du mode de production capitaliste a pris d'encore plus grandes proportions. La faillite des entreprises industrielles qu'aggrave la faillite des établissements financiers causée par l'inflation, a encore accru le nombre des chômeurs, qui dépassent aujourd'hui les 100 millions.

Ce que perdent les masses travailleuses c'est une poignée de monopoleurs qui le gagne. Au cours de toute cette période, la hausse des prix a entraîné une augmentation des profits des capitalistes et de la rentabilité de leurs investissements. Rappelons seulement que, selon les données de la presse américaine, en 1976 les bénéfices des compagnies américaines étaient de 28% supérieurs par rapport à 1975. Et les bénéfices des industries monopolistes de guerre sont particulièrement importans, beaucoup d'entre elles ayant, en 1975, doublé leurs bénéfices par rapport à l'année précédente.

La hausse des prix, conséquence de l'inflation, est donc l'une des voies principales que les monopoles suivent pour assurer l'augmentation de leurs bénéfices et de la rentabilité de leurs investissements. Dans ces conditions, il devient encore plus évident que

l'inflation ne peut être éliminée tant qu'existe l'ordre capitaliste. Maintenir les rapports capitalistes inchangés, ne pas toucher aux bénéfices des monopoles, mais au contraire les augmenter, et, dans le même temps, prétendre pouvoir éliminer l'inflation dans le cadre capitaliste, c'est là une absurdité. Les «efforts» que déploie la bourgeoisie soi-disant pour juguler l'inflation ne sont que pure démagogie, pour jeter de la poudre aux yeux vive masses travailleuses, c'est une mystification par laquelle les serviteurs de la bourgeoisie cherchent à désorienter la classe ouvrière et les larges masses travailleuses.

Les masses travailleuses se sont dressées dans une âpre lutte de classe contre l'aggravation de la situation, partant, de l'inflation. «Ce qui caractérise cette lutte, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIIe Congrès du PTA, c'est que les travailleurs élargissent le cercle de leurs revendications qui débordent toujours plus le cadre économique. Les grèves, les protestations et les manifestations des travailleurs aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, en Union soviétique, en Pologne, en Italie, en Allemagne fédérale, en Espagne, etc., qui tournent souvent en des affrontements sanglants avec la bourgeoisie et ses appareils de répression, attaquent les fondements mêmes du pouvoir bourgeois et révisionniste.» (Enver Hoxha, Rapport au VIIe Congrès du PTA, p. 186, éd. alb.) Dans ces affrontements et batailles de classe, le prolétariat renforce toujours plus sa conscience politique, se raffermit dans sa conviction que l'on ne peut échapper au joug du capital que par la révolution et à travers celle-ci. Cest précisément là la raison pour laquelle on voit s'affirmer toujours plus la tendance de la classe ouvrière à s'affranchir de l'influence destructrice de la social-démocratie et des révisionnistes et croître les nouveaux partis marxistes-léninistes et leur influence dans les rangs de la classe ouvrière.

3.

Le fait est que l'inflation, tout comme l'ensemble des phénomènes de la crise dans l'ordre capitaliste, a un caractère objectif et émanant de sa nature oppressive et exploiteuse même. C'est pourquoi elle ne peut être ni liquidée ni même limitée dans le cadre de cet ordre social. Les mesures que prend de temps en temps la bourgeoisie pour faire obstacle à l'inflation ne sont qu'un moyen de défendre ses intérêts, de faire retomber ses conséquences sur le dos des masses travailleuses.

A cette fin, la bourgeoisie monopoleuse et l'oligarchie financière capitaliste ont conçu et conçoivent constamment diverses théories en vue de justifier précisément cette politique. Ce qui frappe dans les efforts des milieux monopolistes et gouvernementaux dans les pays capitalistes et révisionnistes, ainsi que de leurs idéologues et apologistes, c'est qu'ils ne se déclarent pas ouvertement contre l'inflation, mais qu'ils s'efforcent d'en camoufler l'essence de classe et recherchent des «recettes» pour la développer de manière «contrôlée», c'est-à-dire de manière à affecter le moins possible les profits de la bourgeoise. Ainsi les idéologues bourgeois et révisionnistes affirment qu'on peut fort bien vivre même avec l'inflation.

Les théoriciens bourgeois actuels, ainsi que leurs successeurs, s'efforcent d'identifier l'essence de l'inflation avec sa manifestation, en passant sous silence précisément ce qui est fondamental et qui émane de la nature même et du contenu de l'ordre social capitaliste, lequel se fonde sur la propriété privée des moyens de production. Une des variantes des théories bourgeoises sur l'inflation est celle qui identifie celle-ci avec la hausse des prix. Ainsi, entre autres, certains idéologues bourgeois posent le problème comme quoi l'inflation atteste toujours une hausse du niveau général des prix, dans les cas où elle se développe lentement comme dans ceux où elle progresse au galop, ce qui est pratiquement le cas de nos jours. Ils identifient donc l'inflation avec un seul de ses traits, avec la hausse des prix.

Toutefois, le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il n'y a de hausse inflationniste des prix que lorsque elle est provoquée par l'existence d'un excédent de papier-monnaie dans les canaux de la circulation monétaire. Si l'on a hausse des prix par suite de la baisse de la valeur de l'or ou d'un excès de la demande par rapport à l'offre dans la période d'élévation de la production capitaliste, cette hausse des prix n'a rien à voir avec l'inflation. Si l'on tente d'identifier toute hausse des prix avec l'inflation, c'est afin de montrer qu'avec le développement cyclique de la production capitaliste, le passage de la phase de hausse à la phase de crise est soi-disant le résultat d'une anomalie de la circulation monétaire. Le but est ici de nier les lois objectives de ce processus et de camoufler les contradictions antagonistes du mode de production capitaliste.

Le caractère antiscientifique des théories bourgeoise et révisionniste apparaît aussi dans la détermination des causes de l'inflation. Selon les idéologues bourgeois et révisionnistes la raison essentielle de l'inflation est à rechercher dans la hausse des salaires des ouvriers. Cette «théorie», connue sous le nom d'«escalade inflationniste salaires-prix» a pour but de «démontrer» que cette hausse de la rémunération du travail conduit inévitablement à la hausse des prix des marchandises, et ce processus se renouvelle continuellement, ce qui conduit à «l'escalade inflationniste».

Le but de cette pseudo-théorie est d'éteindre la juste lutte du prolétariat et des autres masses travailleuses dans les pays capitalistes et révisionnistes pour la hausse des salaires dans les conditions où elles sont spoliées sans scrupules par les monopoles. L'origine de cette pseudo-théorie réside dans la «théorie des facteurs», qui a été liquidée il y a déjà un siècle avec rigueur scientifique par Marx. Les tenants et les propagateurs de cette théorie partent de la prémisse erronée selon laquelle le salaire, en tant qu'élément du coût, détermine le niveau des prix. Marx a démontré que cela n'est pas vrai, car la valeur des marchandises est déterminée par le temps socialement nécessaire pour leur production et non pas par le coût de production, ce qui signifie que, les autres conditions restant inchangées, les variations des salaires s'accompagnent de variations des profits des capitalistes, mais nullement de variations de la valeur, partant des prix. Marx indique que «... le fait que la valeur nouvellement ajoutée... se particularise et se décompose en diverses formes de revenu, salaire, profit et rente, ne modifie en rien les limites de cette valeur elle-même, c'est-à-dire la somme de valeur à répartir entre ces différentes catégories; pas plus qu'un changement dans le rapport respectif de ces diverses fractions entre

elles ne peut modifier leur somme qui est la grandeur donnée. Le nombre 100 reste le même, qu'il se décompose en 50 + 50, en 20 + 70 + 10 ou en 40 + 30 + 30.» (K. Marx, le Capital, éd. alb. tome III, livre III, p. 323)

Ainsi donc, la «théorie» de «l'escalade inflationniste salaires-prix» est incapable de démontrer que l'augmentation de la rémunération du travail conduit à l'inflation. Elle renverse en fait les rapports de cause à effet qui existent dans les phénomènes économiques réels de la société capitaliste. C'est la hausse inflationniste des prix qui provoque en réalité la révolte des masses travailleuses et leurs revendications dans le sens d'une augmentation des salaires, et non l'inverse. C'est ce que la pratique prouve de la meilleure façon. Dans tous les cas, la hausse des prix a lieu avant et dans une mesure beaucoup plus importante que les légères hausses de salaires que la bourgeoisie est contrainte de concéder sous la pression sans cesse croissante du prolétariat. En invoquant cette pseudo-théorie réactionnaire, les apologistes bourgeois et révisionnistes du capital visent à justifier la dégradation du niveau de vie des masses travailleuses à travers l'application de la politique désormais connue du «bloc des salaires» sous le prétexte de la lutte contre l'inflation.

Les apologistes de la bourgeoisie, afin de camoufler les causes véritables de l'inflation, ont créé aussi des théories nouvelles, comme l'est par exemple la «recette» de Keynes, selon lequel pour sortir des crises économiques et éliminer le chômage, il est indispensable que l'Etat effectue des investissements qui accroîtront la demande de main-d'oeuvre, ce qui peut être réalisé à travers la circulation monétaire, par une émission accrue de papier-monnaie, partant, à travers l'inflation. Cette théorie s'est surtout propagée ces 10 à 15 dernières années. Ainsi, l'économiste anglais A. Philips pose la question plus ou moins de la manière suivante: soit l'inflation et un meilleur emploi de la force de travail, soit le chômage et la stabilité des prix.

On comprend aisément qu'en l'occurrence il s'agit d'une variante de la pseudo-théorie de «l'escalade inflationniste salaires-prix», qui vise à légitimer les profits des monopoles, à camoufler l'essence de l'inflation et à faire croire que les masses travailleuses, qui souffrent tellement de l'inflation, en sont les responsables. L'existence et l'accroissement de l'inoccupation sont déterminés par le fait, comme l'indiquait Lénine, que la production capitaliste «*... ne pourrait exister* sans un excédent de population (c'est-à-dire une population dépassant la demande moyenne de main-d'oeuvre présentée par le capitalisme) susceptible de fournir à chaque instant de la main-d'oeuvre à n'importe quelle industrie ou entreprise.» (Lénine, Oeuvres, t. 2, pp. 195-196, éd. alb.). Le nombre des chômeurs ne dépend pas du degré de l'inflation mais, comme l'a indiqué Marx, de «la grandeur absolue du prolétariat et de la force productive de son travail» (K. Marx, «le Capital» t. I, livre 3, pp. 115-116). En fait, l'inflation est le produit de la putréfaction du capitalisme, de l'agressivité et du parasitisme accrus de ce dernier. Chercher des liens de causalité entre l'inflation, d'une part, et le chômage, les salaires et le niveau de prix, d'autre part, comme le font les idéologues bourgeois et révisionnistes, revient à fausser sans aucun fondement la réalité objective, la présenter à l'envers. La réalité témoigne au contraire que même dans les conditions de l'inflation galopante, le chômage, loin d'être atténué, a atteint son plus haut niveau, d'après la Seconde Guerre mondiale.

Dans l'infinité de pseudo-théories et de courants bourgeois sur l'inflation, on trouve aussi celle sur «les conventions collectives salariales». Les tenants de cette «théorie» tendent à faire croire que la bourgeoisie est affectée par l'inflation et rejettent la responsabilité de ce mal chronique du mode de production capitaliste sur la classe ouvrière et les masses travailleuses, cherchant ainsi à provoquer leur division. Selon cette pseudo-théorie, l'inflation serait causée par le fait que les travailleurs de certaines branches mettent à profit les conjonctures du marché pour s'assurer la majeure partie des revenus. Le caractère justificateur de cette pseudo-théorie apparaît au grand jour. En fait ce sont les capitalistes qui profitent le plus de l'inflation effrénée, alors que la classe ouvrière est celle qui en souffre le plus. C'est pourquoi les efforts de la bourgeoisie pour diviser le prolétariat, en avançant de telles pseudo-théories, sont voués à l'échec. Le vigoureux développement de la lutte du prolétariat et des masses travailleuses ces derniers temps atteste que cette lutte tend à se soustraire toujours plus aux influences étrangères qui l'entravent dans la réalisation de ses buts.

La restauration du capitalisme dans les pays ex-socialistes, l'action des lois économiques capitalistes objectives dans l'économie de ces pays ont fait que dans le domaine de la théorie économique également, les révisionnistes modernes avancent et soutiennent les thèses bourgeoises, sans égard au fait que tantôt ils s'efforcent de les affubler d'un habit marxiste et tantôt de se poser en «critiques» du capitalisme, ce qu'ils ne font qu'à des fins démagogiques.

Dans leurs tentatives pour détourner l'attention des masses travailleuses du fait que l'inflation qui frappe maintenant toute l'économie soviétique a sa source dans les grosses dépenses militaires engagées par les nouveaux tsars du Kremlin, les idéologues révisionnistes, dans l'analyse des causes de l'inflation, nient le fait que la cause essentielle doit en être recherchée dans l'accroissement des dépenses militaires. Selon eux, dans le processus inflationniste actuel, le rôle de «premier violon» reviendrait soi-disant à la révolution technico-scientifique, dont l'influence inflationniste «en apparence seulement» se manifeste dans le domaine des dépenses militaires. C'est une absurdité complète, que la pratique réfute avec de nombreux faits concrets à l'appui.

Les révisionnistes soviétiques, maintenant convertis en apologistes du capital, sont allés jusqu'à soutenir que les raisons de l'inflation actuelle du monde capitaliste sont soi-disant à rechercher dans la hausse des prix des matières premières et énergétiques. Rattachant les causes de l'inflation actuelle à «la dynamique des dépenses» et considérant cet indice seulement dans les métropoles, ils révèlent qu'ils ont totalement abandonné la dialectique matérialiste. Si l'on admet qu'on est en présence d'une hausse de la valeur des éléments matériels du coût de production, on est amené, sur la base de la théorie marxiste-léniniste, à en déduire que cette hausse des prix suscitée par un accroissement de valeur, n'est pas un facteur inflationniste. Mais, en l'occurrence, nous n'avons

pas affaire à une hausse de la valeur des matières premières, mais à des mesures légitimes prises par les peuples des pays producteurs de ces matières pour diminuer tant soit peu le pillage dont ils sont l'objet de la part des métropoles. Ainsi donc nous ne sommes ici en présence que d'une redistribution des profits entre les métropoles et les producteurs de matières premières. Et comme les monopoles refusent de voir affecter leurs bénéfices, ils emploient leur méthode bien connue de la hausse des prix, de manière à obtenir les profits qu'ils tiraient naguère de l'achat de matières premières à des prix très bas, de la vente à des prix très élevés des produits à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs pays. Et les révisionnistes soviétiques eux-mêmes ont mis à profit cette situation pour augmenter les prix des matières premières qu'ils vendent aux pays d'Europe qui sont leurs vassaux, et s'assurer ainsi des profits très élevés.

Dans leur rôle de défenseurs de la bourgeoisie, les révisionnistes soviétiques sont allés jusqu'à faire leur la théorie bourgeoise des «facteurs de la production», en rejetant la responsabilité de l'inflation actuelle sur les masses travailleuses. C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir avancé la thèse selon laquelle les causes de l'inflation actuelle sont à rechercher dans «la dynamique du coût de production», ils soulignent que «l'augmentation du salaire nominal dépasse la hausse des prix», et que par conséquent l'inflation est admissible. Comme on le voit, dans les conditions du capitalisme, selon eux, non seulement la loi de la paupérisation relative et absolue du prolétariat n'a pas cours, mais que le prolétariat serait même «responsable» de l'inflation, cette maladie chronique du mode de production capitaliste. C'est là la plus claire démonstration de l'attitude de classe, bourgeoise, des révisionnistes soviétiques, et du fait qu'ils défendent les intérêts du capital monopoliste.

Les efforts des idéologues bourgeois et révisionnistes pour dissimuler les causes véritables et l'essence de l'inflation, ainsi que ceux de la bourgeoisie elle-même pour sortir la production capitaliste de la crise au moyen des mécanismes monétaires ont échoué et continueront d'échouer. La seule voie pour échapper aux crises économiques et financières qui découlent des contradiction antagonistes du mode de production capitaliste, est celle qui aboutit au renversement révolutionnaire de ce système économique et social.

Index du volume 2 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE



No. 7



No. 8



No. 9



No. 10



No.11



No. 12

VIENT DE PARAITRE

LE PCC(m.-l.).
UNE ORGANISATION
RÉVISIONNISTE
D'AGENTS PROVOCATEURS

Publié par EN LUTTE!

LE PCC(m.-l.): UNE ORGANISATION RÉVISIONNISTE D'AGENTS PROVOCATEURS

Le prétendu Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait aujourd'hui beaucoup parler de lui. Après près de 10 ans de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière canadienne, cette organisation se présente aujourd'hui sous un nouveau visage, celui de la lutte contre le révisionnisme et contre la "théorie des trois mondes". Mais l'analyse rigoureuse de la ligne politique du PCC(m.-l.) nous démontre que derrière ce nouveau maquillage, le programme du PCC(m.-l.) n'a guère changé depuis sa création. Ce programme, en est un qui révise tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, un programme qui ne s'est jamais démarqué du révisionnisme, un programme profondément nationaliste qui ne peut mener qu'au renforcement de la bourgeoisie impérialiste canadienne et à la défaite du prolétariat.

Non seulement le PCC(m.-l.) s'est-il autoproclamé le parti d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne en 1970, non seulement a-t-il mis, depuis ce temps, toute son énergie à saboter la lutte pour l'unité des véritables marxistes-léninistes au Canada et même dans le monde, mais nous sommes en mesure d'affirmer que cette organisation n'est rien d'autre qu'une organisation de contre-révolutionnaires et d'agents provocateurs professionnels.

C'est par l'étude rigoureuse de la ligne politique et des pratiques du PCC(m.-l.), ainsi que de son histoire, que nous invitons nos lecteurs à approfondir la critique de cette organisation qui a beaucoup plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme-léninisme.



L'organisation
des marxistes-léninistes
grecs



Réédition
EN LUTTE!

LA LUTTE CONTRE LES AGENTS PROVOCATEURS
L'organisation des marxistes-léninistes grecs

Cet article fut publié pour la première fois à Athènes en Grèce, en novembre 1972 par la revue Drapeau rouge, organe théorique de l'Organisation des marxistes-léninistes grecs et qui est maintenant devenue l'organe théorique du Parti communiste de Grèce, marxiste-léniniste.

La lutte contre les agents provocateurs et toutes les tactiques policières visant à détruire le Parti du prolétariat ou à entraver son action est une question fondamentale que les communistes doivent étudier s'ils veulent un jour être en mesure de mener le prolétariat à l'assaut final du pouvoir bourgeois.

Retenons donc ces enseignements précieux et sachons surtout voir que les leçons que tirent nos camarades grecs ne s'appliquent pas seulement en Grèce ou au Chili mais aussi au Canada, où, faut-il le rappeler, la bourgeoisie est au pouvoir et exerce là aussi sa dictature sur le prolétariat. **(extraits de la présentation)**



LÉNINE: SUR LA SITUATION INTERNATIONALE
(Documents du IIe Congrès de l'Internationale communiste)

Dans ces documents, Lénine analyse la situation politique et économique des pays du monde au sortir de la Première Guerre mondiale. Cette situation est celle de l'exploitation la plus féroce du prolétariat par les puissances impérialistes qui se sont partagé le globe et par les capitalistes financiers américains, français et anglais qui ont soumis à leur volonté de nombreux pays capitalistes d'Europe ainsi que les pays coloniaux et semi-coloniaux. Lénine nous montre comment la guerre impérialiste conduit à l'asservissement des peuples et à la mainmise toujours plus grande de quelques puissances impérialistes sur un grand nombre de pays réduits à l'état de dépendance ou de colonie.

Mais Lénine ne s'arrête pas à cette constatation, il s'attache surtout à identifier la voie du prolétariat international afin qu'il sorte victorieux de cette crise révolutionnaire.

Quel est cet appel que lance Lénine au prolétariat international? C'est celui de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat qui doit être selon ses propres termes un travail "immédiat et systématique". Loin de se joindre aux voix plaintives des réformistes de tous poils, Lénine appelle le prolétariat des pays capitalistes à la révolution, il les appelle à utiliser les contradictions entre les puissances impérialistes afin de renverser leur propre bourgeoisie et prendre le pouvoir.

(extraits de la présentation)

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



LES COMMUNISTES ALBANAIS CONTRE LE RÉVISIONNISME

De Tito à Khrouchtchev, 1942-1961, Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel, Union générale d'éditions, Paris, 1974, 426 p. (Collection 10/18, No 822).

A une époque où l'opportunisme et le révisionnisme passent de nouveau à l'offensive dans le mouvement marxiste-léniniste international, il est important d'étudier et de tirer les leçons qui s'imposent de la lutte menée contre le révisionnisme moderne dans le passé. Le Parti du travail d'Albanie fut un de ceux qui menèrent fermement la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien qui gangrena la grande majorité des partis communistes du monde dans les années 50 et 60. Le recueil de documents présenté ici par Patrick Kessel jette une lumière salutaire sur les événements et les positions qui marquèrent le développement du révisionnisme et de la lutte des authentiques marxistes-léninistes pour le démasquer aux yeux du monde. Autant par le choix des textes que par la riche chronologie qu'on y trouve, ce livre est une contribution importante à la lutte contre ces nouveaux révisionnistes de la "théorie des trois mondes". En effet, en fournissant une documentation abondante sur les gestes et les déclarations politiques des révisionnistes d'hier, ce livre nous ouvre les yeux sur ceux d'aujourd'hui. (Disponible en français seulement)



DÉBAT SUR LA LIGNE GÉNÉRALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL, (1963-1964),

Editions Eugène Varlin, Paris, 1977, 610 pages.

Voici réunis en un volume des textes historiques très importants produits au cours de la polémique entre les marxistes-léninistes chinois et les révisionnistes soviétiques dans les années 60. Cette réédition est une contribution importante à la lutte contre le révisionnisme moderne. En effet, pour qu'elle porte ses fruits, cette lutte doit reposer sur une connaissance approfondie de la nature, des racines et des conséquences du révisionnisme. Quiconque veut s'armer pour cette lutte à mort contre la trahison de la révolution, en particulier, aujourd'hui, contre sa version à la mode de la "théorie des trois mondes", doit prendre la peine de s'informer et d'étudier l'histoire du mouvement communiste international. Cette étude est essentielle à l'acquisition du point de vue et de la méthode du marxisme-léninisme. Or, il n'y a pas de meilleure école pour acquérir ce point de vue et cette méthode que les grands moments de la lutte contre les points de vue anti-marxistes.



LISONS LA REVUE MARXISTE-LÉNINISTE ALBANIE AUJOURD'HUI

***Albanie aujourd'hui* est une revue politique et d'information paraissant tous les deux mois en français, anglais, allemand, espagnol et italien. Relatant les victoires du peuple albanais et du Parti du travail d'Albanie dans l'édification du socialisme, la revue *Albanie aujourd'hui* publie aussi de nombreux articles théoriques qui constituent une arme inestimable dans la lutte contre le révisionnisme et pour diffuser le marxisme-léninisme. On y retrouvera des articles sur toutes les questions du socialisme, tant sur les questions économiques, politiques que culturelles. Dans tous ces domaines, la revue *Albanie aujourd'hui* s'est donné pour tâche de combattre les théories bourgeoises et révisionnistes qui vont à l'encontre des intérêts du prolétariat et des peuples du monde. On y retrouvera aussi de nombreuses informations sur le mouvement marxiste-léniniste international, ainsi qu'une revue de la presse albanaise analysant d'un point de vue de classe les phénomènes de la crise actuelle qui sévit dans les pays capitalistes et révisionnistes.**

Dans le dernier numéro, on peut lire notamment:

- *La lutte de classes dans le domaine politique durant la période du socialisme*, **abordant la question fondamentale de la dictature du prolétariat et du rôle dirigeant du parti communiste.**
- *Le IIIe Congrès du Parti communiste d'Italie (m.-l.)*
- *Le contenu anti-marxiste du "socialisme autogestionnaire"*, **combattant les thèses révisionnistes yougoslaves sur l'autogestion.**

Publications du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Brochures Disponibles

- *Pour le parti prolétarien*, octobre 1972 ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975 ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, Contre le sectarisme de la LC (m.-l.)C, juillet 1976 ($1.00)
- *Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, janvier 1977 ($1.50)
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977 ($0.25)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle*, (réédition du discours du Deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977 ($0.25)
- *Statuts du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, avril 1977 ($0.30)
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977 ($0.15)
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977 ($0.75)
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, mai 1977 ($0.75)
- *Le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, brève présentation de son histoire et de sa ligne politique, août 1977 ($0.40)
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977 ($0.25)
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977 ($1.50)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 11 à 15, octobre 1977 ($0.75)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 16, 17, 19, 20, décembre 1977 ($0.75)
- *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, novembre 1977 (le Projet de programme seulement: $0.50, le Projet avec les commentaires: $1.50)
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, janvier 1978 ($0.75)
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat!*, février 1978 ($0.75)
- *Contre l'oppression nationale: Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, mars 1978 ($0.50)
- *Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978 ($3.00)
- *Documents de la IVe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur les tâches de la reconstruction du Parti prolétarien canadien*, août 1978 ($0.90)

Rééditions EN LUTTE!

- *La libération des femmes en Chine*, recueil de textes (en français seulement) ($1.00)
- *Notes critiques sur la question nationale et faut-il une langue officielle obligatoire?*, Lénine, juin 1977 ($0.75)
- *Communism versus opportunism*, Fergus McKean, juillet 1977 (disponible en anglais seulement) ($4.00)
- *Lénine: Sur la situation internationale*, juin 1978, ($1.25)
- *La lutte contre les agents provocateurs*, l'Organisation des marxistes-léninistes grecs, juin 1978 ($1.25)
- *De la nécessité de la critique et de l'autocritique*, Article écrit par Gaston Monmousseau en 1949 et extraits de Mao Tsé-toung, août 1978 ($1.00)

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français, sauf indication contraire.

Procurez-vous les numéros déjà parus d'UNITÉ PROLÉTARIENNE!

(Tous les numéros se vendent au prix de $1.50 l'unité)

- **Vol.1, No 1:** Pour une revue théorique nationale d'EN LUTTE! — Pour l'unification du mouvement marxiste-léniniste canadien.
- **Vol.1, No 2:** Tirons les enseignements de la journée de grève générale du 14 octobre 1976 — La situation internationale et la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances.
- **Vol.1, No 3:** La voie de la révolution au Canada — Bilan de la conférence du 9 octobre sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens.
- **Vol.1, No 4:** Abattre la loi C-73 et tout contrôle des salaires: un pas important vers la destruction du pouvoir bourgeois — Notre lutte est double car notre oppression est double — La lutte pour un programme révolutionnaire.
- **Vol.1, No 5:** Pour l'unité du prolétariat, pour l'unité des marxistes-léninistes, développons le programme de la révolution prolétarienne — Ouvriers canadiens, luttons contre les divisions nationales! — La social-démocratie, ou comment la bourgeoisie canadienne veut se sortir de la crise.
- **Vol.1, No 6:** Dans l'analyse de la situation internationale: conserver le point de vue de classe — Le Progressive Workers' Movement et le Red Star Collective: un héritage d'économisme et de nationalisme bourgeois au sein du mouvement marxiste-léniniste.
- **Vol.2, No 1:** Combattre pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste international — Brève histoire de la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien au Canada.
- **Vol.2, No 2:** Les crises économiques sont inévitables sous le capitalisme — De quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin?
- **Vol.2, No 3:** Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit détruire l'Etat bourgeois — Le Canada dans la Deuxième Guerre mondiale — La lutte des autochtones, partie prenante de la révolution prolétarienne au Canada.
- **Vol.2, No 4:** Le Canada est un pays impérialiste où la voie du progrès passe par la révolution prolétarienne — Les leçons de l'action des communistes et du Parti communiste canadien lors de la Seconde Guerre mondiale — A propos de la théorie des trois mondes: Indépendance nationale et révolution socialiste à l'époque de l'impérialisme.
- **Vol.2, No 5:** Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme — Le programme communiste et les revendications immédiates.

Ci-inclus........... pour les numéros suivants d'UNITÉ PROLÉTARIENNE:
....
....

Faites parvenir votre chèque ou mandat postal à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, Librairie l'Étincelle, 4933, De Grand Pré, Montréal, Qué.

Nom ....
Adresse ....
Ville ....
Code postal ....
Province /Etat/Comté ....
Pays ....

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du Groupe marxiste-léniniste canadien En LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste; et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS: (abonnements envoyés sous pli)

- ABONNEMENT RÉGULIER (Canada): ☐ $10.00 pour 1 an
- ABONNEMENT DE 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an
- ETRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an
- ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros
- ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an
- ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an

Ci-inclus $ .... pour un abonnement commençant au numéro ...... et $ .... à titre de soutien financier au journal.

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:

EN LUTTE!,
4933 rue de Grand Pré, Montréal, P.Q., CANADA ou à l'une des librairies d'EN LUTTE! ou encore contactez un diffuseur.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
LIEU DE TRAVAIL ....

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! paraissant à tous les deux mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- Abonnement régulier: ☐ $8.00 pour un an (6 numéros)
- Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $9.00 pour un an (6 numéros)
- Abonnement de soutien: ☐ $8.00 plus n'importe quel montant pour un an (6 numéros)

Ci-inclus $.......... pour un abonnement commençant au numéro .... et $ .... à titre de soutien financier à la revue.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
LIEU DE TRAVAIL ....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:
EN LUTTE!, 4933 de GrandPré, Montréal, P.Q., Canada, ou à une des librairies d'EN LUTTE! ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph)
métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture
Lundi, Mardi, Mercredi de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10 h à 21h
Samedi de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture
Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUÉBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture
Lundi, Mardi, Mercredi de 12h à 17h
Jeudi, Vendredi de 12h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2542, rue Kingsway Est, Vancouver
tél.: (604) 438-3121

Heures d'ouverture
Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

Soutenons financièrement l'hebdomadaire communiste!

Camarades et amis,

Le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! doit maintenant faire face à un nouveau défi: son journal, le journal EN LUTTE!, devient hebdomadaire!

Cette transformation est importante et elle implique beaucoup au niveau tant de la rédaction, de la production matérielle que de la diffusion d'un tel journal.

Elle implique aussi des coûts plus grands et, c'est à ce niveau que vous pouvez jouer un rôle essentiel car c'est à vous que nous demandons de soutenir financièrement notre hebdomadaire communiste. En effet, c'est non seulement sur l'équipe de rédacteurs, sur les correspondants, sur l'équipe de production, sur les diffuseurs que nous devons compter, mais c'est surtout sur vous tous qui achetez et lisez régulièrement notre journal. Vous tous qui êtes concernés par la montée de la répression au Canada, qui subissez de plus en plus directement les attaques du pouvoir bourgeois qui s'acharne toujours plus ouvertement contre les droits acquis au prix de dures luttes par le peuple canadien tout au long de son histoire. Vous tous qui comprenez l'importance d'organiser la riposte pour conserver des droits aussi légitimes que le droit d'organisation, le droit d'expression. Vous tous qui rejetez toute forme d'exploitation et qui appuyez la lutte pour la création du parti du prolétariat au Canada!

Camarades et amis,

Publier un hebdomadaire communiste est une tâche difficile oui, mais qui ne peut souffrir aucun retard, aucun échec car, tout échec, même temporaire, serait une victoire pour la bourgeoisie, un moyen de plus de maintenir la division dans les rangs du prolétariat! **C'est pour cela que la responsabilité qui vous incombe est vitale,** car sans l'appui des masses aucun journal communiste ne pourrait poursuivre son action.

C'est donc dans le but de faire appel à votre soutien que le Groupe EN LUTTE! lance actuellement une campagne de financement du journal hebdomadaire. Son objectif est de recueillir $60,000.00 entre le 15 août et le 15 octobre 1978.

Soutenez EN LUTTE! hebdomadaire! Faites-nous parvenir vos dons et recherchez dans votre entourage l'appui actif du plus grand nombre en faisant connaître notre campagne.

Nous comptons d'abord et avant tout sur vos dons. Mais vous pouvez également apporter un soutien financier en vous abonnant à nos publications. A cet égard, il vous est possible de prendre et de faire prendre un abonnement d'office qui coûte $75.00 et qui comprend l'abonnement au journal, à la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE, et à toutes les publications du groupe pour une année entière.

Camarades et amis,

La bourgeoisie s'arme de plus en plus contre le mouvement ouvrier et progressiste de notre pays. Elle dispose de moyens énormes mais qui sont bien peu de chose comparés à ce que nous, communistes, nous avons: l'appui grandissant des masses canadiennes qui demain sera l'appui unanime de tout le peuple canadien en marche vers sa libération!

Soutenez EN LUTTE! Hebdomadaire communiste!
Soutenez la lutte pour la reconstruction du parti prolétarien canadien!

Faites parvenir **vos dons** à:

Librairie l'Etincelle
4933, De Grand Pré, Montréal, Qué.

Librairie Populaire de Québec
290, de la Couronne, Québec, Qué.

Librairie Spark
2542, rue Kingsway est, Vancouver, C.-B.

Librairie Spark
2749, Dundas ouest, Toronto. Ont.

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!



EN LUTTE! publiait en décembre 77 son Projet de programme pour le Parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au Projet de programme**, tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des cinq conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le Projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti; il définit les buts et les tâches générales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme; ils développent chacune des thèses et chacun des articles du programme. Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières, tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant-garde, le Parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce Projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois; il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat; finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classes. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste. Le** Projet de programme **est aussi disponible dans une édition réduite, sans les commentaires, et sera aussi bientôt disponible en espagnol, portugais, italien et grec.**

REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!

201-12 Prix: $1.50